

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

La relative absence de médiatisation, obstacle à une action humanitaire performante ?

La couverture médiatique de la crise humanitaire
au Yémen (2014-2018)

Auteur : Marie Rygaert
Promoteur : Amine Ait-Chaalal
Lecteur : Vincent Legrand
Année académique 2018-2019
Master de spécialisation en action humanitaire internationale

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Lu et approuvé,

M. Rygaert

Remerciements

Nous tenons à remercier très sincèrement notre promoteur, le professeur Ait-Chaalal, pour sa disponibilité, ses relectures attentives et ses précieux conseils.

Nous tenons également à remercier l'organisation Médecins Sans Frontières, pour la disponibilité de son personnel et les informations communiquées avec grande gentillesse.

Merci à Thierry Goffeau pour le partage de son expérience de terrain ainsi que pour sa contribution au choix du sujet de ce travail.

Merci enfin à mes proches, pour leurs relectures et leurs conseils, et à toutes les personnes qui, de près ou de loin, m'ont aidée pendant la rédaction de ce mémoire.



Un homme marche à côté d'un bâtiment endommagé par les conflits de 2015 à Aden, dans le Sud du Yémen. « Civil war leaves Yemen's port city of Aden a bombed-out husk », *Los Angeles Times*, 20 juin 2018, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.latimes.com/world/middleeast/la-fg-yemen-civil-war-unfurled-2018-htmlstory.html>.



Un enfant yéménite malnutri dans les bras de sa mère. COLLOMBAT B. et CELLULE INVESTIGATION DE RADIO FRANCE, « Yémen : la stratégie de la famine », *France Culture*, 15 avril 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.franceculture.fr/geopolitique/yemen-la-strategie-de-la-famine>.

Table des matières

Introduction	1
Chapitre 1. Le conflit armé au Yémen	6
Section 1. Les événements précédant le déclenchement du conflit	6
Sous-section 1. Le paysage politique du Yémen entre 1990 et 2011	6
Sous-section 2. Le printemps arabe yéménite de janvier 2011 à février 2012.....	8
Sous-section 3. La transition politique du Yémen de mars 2012 à septembre 2014.....	10
Section 2. Le conflit (septembre 2014 - décembre 2018)	11
Sous-section 1. Les parties locales au conflit.....	11
§1. <i>Les Houthis</i>	11
§2. <i>Les forces mobilisées autour de l'ancien président Saleh</i>	15
§3. <i>Les forces mobilisées autour du président Hadi</i>	16
§4. <i>Les sunnites du parti al-Islah</i>	17
§5. <i>Les Sudistes du mouvement Al Harak</i>	17
§6. <i>Al-Qaïda et l'État Islamique</i>	19
Sous-section 2. Les parties régionales au conflit	20
§1. <i>La coalition menée par l'Arabie saoudite</i>	21
§2. <i>Le rôle ambigu de l'Iran</i>	23
Sous-section 3. Les acteurs internationaux du conflit.....	24
§1. <i>Les États occidentaux</i>	25
§2. <i>Les Nations Unies</i>	26
Sous-section 4. Les événements marquants du conflit.....	29
Section 3. Les perspectives d'avenir du conflit.....	34
Section 4. Les conséquences humanitaires du conflit	36

Chapitre 2. La couverture médiatique du conflit armé au Yémen et son influence sur la situation humanitaire dans le pays	41
Section 1. Les relations entre médias, humanitaires et militaires	42
Sous-section 1. Bref aperçu historique.....	43
§1. <i>La crise du Biafra (1967-1969)</i>	43
§2. <i>La famine en Éthiopie (1984-1985)</i>	45
§3. <i>Le génocide au Rwanda (1994)</i>	46
Sous-section 2. Les liens, sur le terrain, entre journalistes et travailleurs humanitaires.....	46
Sous-section 3. L'influence des médias.....	48
Sous-section 4. Le risque d'instrumentalisation des médias et des humanitaires par les militaires et les politiques.....	51
Section 2. La faible couverture médiatique du conflit armé au Yémen	53
Sous-section 1. Les hypothèses pouvant expliquer la discrétion de la guerre au Yémen dans les médias traditionnels occidentaux.....	53
Sous-section 2. La couverture du conflit par les médias locaux	55
Section 3. La communication des organisations humanitaires sur la crise	56
Section 4. L'impact de la faible couverture médiatique de la crise sur la situation humanitaire au Yémen.....	61
Conclusion.....	67
Bibliographie.....	70
Annexes.....	82

Introduction

« Le Yémen est la pire crise humanitaire au monde. Alors que le conflit entre dans sa quatrième année, plus de 22 millions de personnes - les trois quarts de la population - ont besoin d'aide et de protection humanitaires. » Cette déclaration d'António Guterres, le Secrétaire général des Nations Unies, date du 3 avril 2018¹. À l'époque, cela faisait déjà plus d'un an que OCHA, le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies, avait déclaré que les besoins humanitaires du Yémen étaient les plus importants au monde², et cette situation ne s'est pas améliorée avec le temps. Cette évaluation de la crise yéménite comme l'une des pires crises humanitaires des temps modernes est largement partagée actuellement, tant par les politiques et les spécialistes des relations internationales que par les journalistes et les organisations humanitaires³.

Depuis le 21 septembre 2014⁴, le Yémen est en proie à un conflit armé dont l'issue est toujours incertaine aujourd'hui. La guerre pèse lourdement sur la population yéménite ainsi que sur les infrastructures de cet État, qui était le plus pauvre de la péninsule arabique avant

¹ Cette citation est disponible sur la page « Yémen », *ONU Info*, consultée en ligne le 14 mars 2019, <https://news.un.org/fr/focus/yemen>.

² Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris les violations et exactions commises depuis septembre 2014, Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme contenant les conclusions du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux et une présentation succincte de l'assistance technique fournie par le Haut-Commissariat à la Commission nationale d'enquête, A/HRC/39/43, 17 août 2018, p. 5.

³ A. ORKABY, « Yemen's Humanitarian Nightmare: The Real Roots of the Conflict », *Foreign Affairs*, Novembre/Décembre 2017, p. 93; F. FRISON-ROCHE, « Yémen : imbroglio politico-juridique, désastre humanitaire, impasse militaire », *Politique étrangère*, Hiver 2017, p. 98; H. SWIETEK, « The Yemen War: A Proxy War, or a Self-Fulfilling Prophecy? », *The Polish Quarterly of International Affairs*, n°2, 2017, p. 44; AMNESTY INTERNATIONAL, « Yémen. Les civils restent pris au piège dans le conflit », *Déclaration écrite d'Amnesty International au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à l'occasion de sa 37^e session (26 février - 23 mars 2018)*, 15 février 2018, p. 3, « Le conflit au Yémen », *Comité international de la Croix-Rouge*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.icrc.org/fr/le-conflit-au-yemen>; « Pour l'ONU, "la situation humanitaire est la pire au monde" », *Le Monde*, 23 octobre 2018, consulté en ligne le 15 mars 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2018/10/23/les-nations-unies-s-inquietent-d-un-risque-de-famine-au-yemen_5373137_1667193.html.

⁴ Il n'y a pas de consensus quant à la date de déclenchement du conflit au Yémen. Pour les partisans du président Hadi, c'est la prise de contrôle de Sanaa par les rebelles houthistes le 21 septembre 2014 qui marque le début des hostilités. Pour les rebelles, c'est l'invasion liée à l'opération « Tempête décisive » le 26 mars 2015 qui a lancé le conflit. L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, « Recompositions islamistes sunnites et polarisation confessionnelle dans le Yémen en guerre », *Critique internationale*, n°78, 2018, pp. 85-86; F. MERMIER, « La dislocation du Yémen », *Esprit*, Décembre 2017, p. 14; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 42.

Je retiendrai personnellement la première de ces deux dates, le 21 septembre 2014, comme date de début de la guerre yéménite, car celle-ci marque le début d'affrontements armés conséquents dans le pays. Dater le déclenchement du conflit au moment de l'intervention de la coalition menée par l'Arabie saoudite quelques mois plus tard ferait oublier les premiers affrontements qui ont eu lieu à Sanaa et Aden, et qui ont d'ailleurs servi de justification à l'entrée en jeu de la coalition.

même le début des affrontements⁵. Des millions de Yéménites ne peuvent survivre sans l'aide alimentaire ou les soins médicaux procurés par les organisations humanitaires présentes sur le terrain. Les besoins humanitaires se font de plus en plus pressants tandis que la guerre continue : l'insécurité alimentaire et les déplacements de population sont en hausse constante, et des épidémies de choléra et de diphtérie sévissent dans le pays. Les images du terrain qui nous parviennent, telles que celles que nous avons choisi d'exposer en introduction de ce travail, reflètent cette dure réalité.

Malgré l'ampleur de la crise au Yémen, celle-ci semble largement oubliée par les médias occidentaux⁶. Ce constat nous a vivement interpellé, au vu des quelques photographies que nous avons pu voir avant même de commencer nos recherches pour ce travail. Le choc suscité par ces images a fait naître en nous l'interrogation suivante : comment expliquer un tel manque d'intérêt pour le conflit yéménite, et surtout pour la crise humanitaire alarmante qui en résulte ? Autrement dit, pour reprendre les termes de Laurent Bonnefoy, chargé de recherches au CNRS et spécialiste de la péninsule arabique contemporaine⁷, « Comment donc expliquer l'indifférence face à un conflit qui, pourtant, a des implications au-delà du Yémen ? »⁸.

⁵ R. MUNTEANU, « Saudi Arabia, Iran and the geopolitical game in Yemen », *Research and Science Today*, n°2, Novembre 2015, p. 58; L. AMELOT et C. GARDET, « Le Yémen dans la tourmente. Quel avenir pour le président Saleh ? », *Outre-Terre*, n°29, 2011, p. 544; L. BONNEFOY, « Les faux-semblants de la guerre au Yémen », *Esprit*, Septembre 2016, p. 7; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 38.

⁶ Bien qu'il nous soit impossible de donner des statistiques précises pour soutenir cette affirmation, nous ne pouvons que constater que tous les auteurs s'intéressant à la crise en cours au Yémen font le même constat.

« ... la couverture de la guerre du Yémen en France est rare, ou accaparée par de grands titres sur l'épidémie de choléra et la famine. ». F. MERMIER, *op. cit.*, p. 13.

« Le conflit armé au Yémen commencé en mars 2015 est volontiers décrit par les ONG et les médias internationaux comme une « guerre cachée ». C'est un fait que l'offensive militaire de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite sur les positions tenues par la rébellion dite houthiste n'a jamais fait la une des journaux. ». L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 7.

« Malgré l'urgence et les communiqués catastrophés des ONG et la responsabilité des bombardements saoudiens dans cette catastrophe, force est de reconnaître que ce conflit qui bouleverse la vie des trente millions de Yéménites reste largement « caché » ou plutôt « ignoré ». Les données et informations sur ce drame sont en effet accessibles à qui souhaite les voir. ». L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre la guerre », *Études*, n°4246, Février 2018, p. 17.

« ... désintéressé sur les massacres au Yémen jusqu'à ces derniers mois ; ». P. CONESA, « Arabie Saoudite : faux ami ou vrai ennemi ? », *Politique étrangère*, Automne 2017, p. 68.

⁷ « Laurent Bonnefoy - Chargé de recherches, CNRS », *SciencesPo - Centre de Recherches Internationales*, consulté en ligne le 25 février 2019, <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/cerispire-user/7230/0>.

⁸ L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 17.

Cette première question en a fait naître une deuxième dans notre esprit : dans quelle mesure l'action des organisations humanitaires présentes au Yémen est-elle influencée par la faible médiatisation du conflit ? S'il semble aller de soi qu'une mise en avant de la guerre civile yéménite dans les médias peut être bénéfique aux humanitaires, au minimum en termes d'appels aux dons, le soutien du public est-il uniquement conditionné par la couverture médiatique ? Ce lien entre les médias et l'action humanitaire nous a vivement intéressé, et c'est pourquoi nous y avons consacré ce travail.

Nous nous devons d'apporter une précision importante quant à la limite du champ de ce travail. Le terme « médias » que nous utiliserons ne désigne pas les réseaux sociaux, qui sont pourtant des sources d'informations pertinentes dans le monde d'aujourd'hui. Deux raisons expliquent ce choix. D'une part, il nous semble impossible, dans le cadre de ce travail, de traiter en profondeur et de façon pertinente de tous les canaux de communication qui pourraient apporter des informations sur la situation humanitaire au Yémen. Bien que pour certains le cycle d'actualités constant fourni par des journalistes de la presse écrite ou de la télévision soit désormais dépassé⁹, il nous semble que ces médias conservent un rôle essentiel dans l'influence de l'opinion de leurs audiences. En tout état de cause, il nous est impossible de réaliser une étude complète et qualitative sur l'influence des réseaux sociaux dans le cadre de ce travail. D'autre part, il nous semble probable que les personnes qui accèdent via les réseaux sociaux à des informations sur la crise humanitaire au Yémen soient déjà sensibilisées à cette situation. Ces personnes disposent donc déjà de connaissances qui pourraient leur permettre, si elles le désiraient, d'agir, de devenir activistes, de faire entendre leurs points de vue sur la crise yéménite. Nous pensons qu'il est dès lors plus pertinent et cohérent de nous intéresser à l'influence des médias traditionnels, car leur public est moins susceptible d'avoir connaissance de la guerre au Yémen. Notre travail est centré sur la question du désintérêt général qui semble prévaloir par rapport à la crise yéménite, or celui-ci ne concerne forcément que les personnes qui ne sont pas déjà intéressées par ce sujet.

⁹ P. SEIB, *Real-time diplomacy, Politics and Power in the Social Media Era*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, p. 1.

Dans la première partie de ce travail, nous ferons un bref exposé historique et géopolitique du conflit armé yéménite. Nous identifierons les évènements précédant le début de la guerre, les différentes parties au conflit ainsi que l'évolution de celui-ci. Dans la deuxième partie de ce travail, nous nous pencherons sur la couverture médiatique de la situation au Yémen. Nous nous interrogerons sur les raisons pouvant expliquer le peu d'attention que ce conflit semble susciter dans les médias occidentaux. Nous examinerons alors comment les organisations humanitaires présentes au Yémen communiquent sur le sujet, pour enfin nous interroger sur l'impact de ces communications sur la situation humanitaire dans le pays.

Chapitre 1. Le conflit armé au Yémen

Dans ce travail, nous soutenons que la guerre au Yémen ne fait pas régulièrement l'objet d'articles de presse ou de reportages télévisés, en tout cas pas de façon proportionnelle à l'ampleur des affrontements et des besoins humanitaires de la population civile du pays. Notre supposition, en conséquence, est que la situation politique, militaire et humanitaire du Yémen est méconnue d'une majorité du public occidental. Nous commencerons donc notre travail par une présentation synthétique de l'histoire de ce pays, ainsi qu'un exposé sur la guerre en cours, ses possibles évolutions et son impact sur la vie des civils yéménites.

Section 1. Les événements précédant le déclenchement du conflit

Le déclenchement des hostilités par les combattants houthistes le 21 septembre 2014 faisait suite à des tensions accumulées pendant de nombreuses années entre ce groupe et le pouvoir central yéménite. De même, les alliances et les revendications de toutes les parties prenantes au conflit ne peuvent être comprises sans prendre en compte leur évolution socio-politique et l'historique de leurs relations. C'est pourquoi dans cette section nous nous intéresserons aux évolutions qui ont marqué la vie politique du Yémen avant le début de la guerre.

Sous-section 1. Le paysage politique du Yémen entre 1990 et 2011

Le Yémen, tel qu'il existe aujourd'hui, résulte de l'unification, en mai 1990, de la République arabe du Yémen au Nord, et de la République démocratique populaire du Yémen au Sud, qui fut le seul État socialiste du monde arabe^{10 11}. Le pouvoir devait être partagé de manière égale entre les deux régions du nouvel État¹², mais en réalité la réunification profita principalement

¹⁰ A. TABBARA, « Les Sudistes prennent le dessus à Aden, mais ne veulent pas la sécession », *L'Orient Le Jour*, 31 janvier 2018, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.lorientlejour.com/article/1097186/les-sudistes-prennent-le-dessus-a-aden-mais-ne-veulent-pas-la-secession.html>; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 19.

¹¹ R. MUNTEANU, *op. cit.*, p. 57; I. GHANEM, « Prosecutions of the press in Yemen », *Arab Law Quarterly*, 2002, p. 274; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique du Yémen à l'aube du XXI^e siècle », *Hérodote*, n°160-161, 2016, p. 165; S. DAY, « Régionalisme et rébellion au Yémen », *Tumultes*, n°38-39, 2012, p. 230; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 38; B. MIKAÏL, « Les organisations combattantes irrégulières du Yémen », *Stratégique*, n°103, 2013, p. 131; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 19; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 94.
Pour une carte illustrant l'ancienne frontière entre les deux Républiques, voy. annexe 1.

¹² R. MUNTEANU, *op. cit.*, p. 57.

aux populations du Nord du pays¹³. Ce déséquilibre provoqua de nombreuses tensions entre les habitants des deux régions, lesquelles aboutirent même à une courte guerre civile, du 5 mai au 7 juillet 1994¹⁴. Cette guerre se solda par une victoire des troupes nordistes et la fuite des dirigeants sudistes¹⁵, ce qui permit une domination encore plus forte du Nord¹⁶. Depuis lors, les populations du Sud du Yémen ont dénoncé des pratiques discriminatoires à leur encontre et revendiqué, de plus en plus fortement au fil du temps, leur indépendance¹⁷. En 2007, ces revendications se sont concrétisées avec la création d'un mouvement indépendantiste baptisé « Al Harak al-Janoubi »¹⁸, ou « Mouvement de la paix du sud »¹⁹.

Ce qui ressort de toute analyse de la situation politique du Yémen depuis 1990, c'est la difficulté qu'a eu l'État central à exercer sa souveraineté dans l'entièreté du pays²⁰. Cela s'explique principalement par la diversité de la population yéménite et, en conséquence, la multiplicité d'acteurs présents dans le champ socio-politique du pays²¹. À cet égard, il convient d'attirer l'attention sur l'une des particularités de la société yéménite : le tribalisme y est un facteur structurant fondamental²². Il existe de nombreuses tribus au Yémen, réparties géographiquement dans tout le pays²³, et qui disposent de niveaux de pouvoir variables selon leur rang. Les relations entre l'État central yéménite et les tribus ont, depuis la création de l'État, toujours été compliquées²⁴. Le système tribal yéménite est organisé et encadré par l'État, lequel garantit aux tribus une présence politique au sein de sa structure²⁵. Les tribus ont

¹³ D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 165; L. BONNEFOY, « Yémen : des partis politiques toujours pertinents ? », *Confluences Méditerranée*, n°98, 2016, p. 52.

¹⁴ D. RIGOLET-ROZE, « Le jeu ambigu de Téhéran face à la rébellion chiite au Yémen », *Les Cahiers de l'Orient*, n°90, 2008, p. 69; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 39; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 165; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 19.

¹⁵ D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 165.

¹⁶ L. AMELOT et C. GARDET, *op. cit.*, p. 546.

¹⁷ D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 166; B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 136; R. MUNTEANU, *op. cit.*, p. 57; A. TABBARA, *op. cit.*

¹⁸ D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 166.

¹⁹ S. DAY, *op. cit.*, p. 232. Ce Mouvement est aussi appelé *Mouvement pacifique du Sud*, voy. B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 136. Nous y reviendrons plus en détails dans la deuxième section de ce chapitre.

²⁰ B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 131.

²¹ S. DAY, *op. cit.*, p. 230; B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 132; L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 48.

²² H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 39; B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 131; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 164.

²³ Il est d'ailleurs dit que « La tribu yéménite se distingue aussi par le fait qu'elle est géographiquement stable depuis des centaines d'années. ». S. EL MAWLA, « Le mouvement houthite au Yémen : d'une minorité politico-religieuse à une stratégie d'hégémonie », *Maghreb-Machrek*, n°235, 2018, p. 88.

²⁴ L. AMELOT et C. GARDET, *op. cit.*, p. 542.

²⁵ S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 84; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 95.

de l'influence tant dans le domaine politique que judiciaire²⁶. Dans le Nord du pays, cette influence s'étend en réalité à pratiquement tous les aspects de la vie. Dans le Sud et l'Ouest en revanche, « l'organisation tribale ne s'applique que très peu »²⁷.

Depuis la réunification des deux Républiques du Yémen en 1990, et jusqu'au printemps arabe yéménite en 2011, Ali Abdullah Saleh fut l'unique président du pays²⁸. Saleh avait été le président de la République Arabe du Yémen du Nord²⁹, entre 1978 et 1990³⁰, et la répartition des pouvoirs entre le Nord et le Sud dans la République unifiée l'avait amené à conserver cette position. Pendant toutes les années où il a été à la tête de l'État, Saleh « a constamment utilisé les divisions régionales et tribales pour rester au pouvoir »³¹.

Sous-section 2. Le printemps arabe yéménite de janvier 2011 à février 2012

Les protestations populaires qui avaient commencé dans les autres pays arabes encouragèrent le peuple yéménite à descendre à son tour dans les rues de nombreuses villes du pays, dès le 27 janvier 2011, pour réclamer la démission du président Saleh³². Alors que les printemps arabes furent une surprise dans tous les autres pays, ce n'était pas le cas au Yémen, où le régime de Saleh était fragile et contesté depuis plusieurs années³³. Les manifestations furent initiées par une « jeunesse urbaine hétérogène »³⁴, qui fut rejointe par des membres de tribus de diverses provinces du pays ainsi que par des partisans du mouvement sécessionniste sudiste et même des rebelles houthistes³⁵ de la province de Saada³⁶. Le printemps arabe

²⁶ Il fut ainsi estimé que près de 80% des contentieux au Yémen sont résolus « selon les règles du système tribal coutumier ». L. AMELOT et C. GARDET, *op. cit.*, p. 542.

²⁷ L. AMELOT et C. GARDET, *ibidem*, p. 543. Voy. aussi B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 137.

²⁸ L. AMELOT et C. GARDET, *op. cit.*, p. 539; R. MUNTEANU, *op. cit.*, p. 57.

²⁹ A. ALVISO-MARINO, « Soutenir la mobilisation politique par l'image. Photographie contestataire au Yémen », *Participations*, 2013, n°7, p. 49.

³⁰ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 38; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 164.

³¹ S. DAY, *op. cit.*, p. 235.

³² D. MANYUAN, « The Yemen Crisis: Impacts and Prospects », *China International Studies*, Septembre/Octobre 2015, p. 67; B. WIACEK, « La transition démocratique du Yémen menacée par de nombreux défis », *Les Cahiers de l'Orient*, n°107, 2012, p. 65; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 167; L. AMELOT et C. GARDET, *op. cit.*, p. 539; A. ALVISO-MARINO, *op. cit.*, p. 49; L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 49.

³³ S. DAY, *op. cit.*, p. 233; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 95.

³⁴ A. ALVISO-MARINO, *op. cit.*, p. 56.

³⁵ Nous expliquerons qui sont les Houthis dans la section suivante de ce chapitre.

³⁶ A. ALVISO-MARINO, *ibidem*, p. 56.

yéménite a donc rassemblé et unifié tous les opposants au régime en place, en dépit de leurs divisions régionales et/ou confessionnelles initiales³⁷. Différents facteurs de mécontentement étaient dénoncés par les protestataires : le népotisme du système³⁸, la corruption³⁹ et la répartition inéquitable des richesses^{40 41}.

Sous la pression des leaders des tribus yéménites, de l'armée nationale, des États-Unis et de l'Arabie Saoudite, Saleh n'eut finalement pas d'autre choix que de quitter son poste et de transmettre ses pouvoirs à son vice-président, Abdo Rabbo Mansour Hadi⁴². Cette passation de pouvoir fut officiellement réalisée le 23 novembre 2011, avec la signature de l'accord de transition de pouvoir⁴³. En échange de son départ, cet accord prévoyait une immunité juridique pour Saleh et ses proches, ainsi que la possibilité de rester actif dans le domaine politique⁴⁴. Des élections eurent lieu le 21 janvier 2012, à l'issue desquelles Hadi, qui était le seul candidat, fut, sans grande surprise, élu comme nouveau président du Yémen pour deux ans, le 25 février 2012⁴⁵. De nombreux participants des manifestations, dont des membres du mouvement Al Harak et des rebelles houthistes, ont refusé de prendre part au scrutin, en signe de protestation de la légitimité de ces élections⁴⁶.

³⁷ S. DAY, *op. cit.*, p. 234; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 40; B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 138.

Ainsi, « Seule la phase de mobilisation révolutionnaire en 2011 avait, dans une certaine mesure, permis de mettre entre parenthèses ces tensions entre les deux expressions islamistes, sunnite d'un côté et zaydite-chiite de l'autre, au nom de la chute du *ra'is*. ». L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 54.

³⁸ Le gouvernement central offrait des positions élevées dans l'administration à certains membres des tribus. L. AMELOT et C. GARDET, *op. cit.*, p. 542; B. WIACEK, *op. cit.*, p. 73.

³⁹ Les autorités yéménites étaient accusées de détourner les ressources de l'État à leur profit. L. AMELOT et C. GARDET, *op. cit.*, p. 542; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 167.

⁴⁰ Les ressources économiques du Yémen sont principalement tirées de l'exploitation du pétrole et du gaz. Les revenus de cette production étaient distribués aux tribus pour assurer le soutien de celles-ci au gouvernement central. L. AMELOT et C. GARDET, *op. cit.*, p. 545.

⁴¹ Tous ces éléments faisaient partie du système créé par Saleh : « The system he had created was characterised by corruption, the dominance of a narrow business-political elite, political violence, the growing weakness of the central government, mounting economic problems and widespread poverty. ». H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 38.

⁴² D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 67; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 96; F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 92; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 4.

⁴³ B. WIACEK, *op. cit.*, p. 66; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 41; J. APARAC, « Yémen ? Vous avez dit crise humanitaire ? Droit international humanitaire et droit international pénal », *La Revue des droits de l'homme*, 20 mars 2017, p. 1.

⁴⁴ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 50; F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 92.

⁴⁵ D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 67; B. WIACEK, *op. cit.*, p. 68; L. BONNEFOY, « Yémen: des partis ... », *op. cit.*, p. 50; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 41.

⁴⁶ B. WIACEK, *op. cit.*, p. 68; S. DAY, *op. cit.*, p. 235.

Sous-section 3. La transition politique du Yémen de mars 2012 à septembre 2014

Le 18 mars 2013, commença la Conférence de dialogue national, qui devait regrouper l'ensemble des acteurs politiques du pays, représentés par 565 participants issus du nouveau gouvernement d'union nationale, des partis d'opposition ainsi que des simples citoyens⁴⁷. Seuls les membres du groupe Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique furent exclus du processus⁴⁸. La phase de consultation de ce dialogue national pris fin le 25 décembre 2013⁴⁹. Au début de l'année 2014, la Conférence aboutit à un plan : écrire une nouvelle constitution et re-découper le Yémen en six provinces fédérées⁵⁰. Cette proposition devait faire l'objet d'un référendum populaire en juin 2014⁵¹. Ce référendum n'eut jamais lieu⁵², en raison du vif rejet du projet par de nombreux acteurs yéménites, notamment les Houthis, qui se voyaient privés d'un accès à la Mer Rouge par cette nouvelle organisation du territoire⁵³. En février 2014, le mandat de président de Hadi fut renouvelé pour un an par les représentants de la Conférence⁵⁴, sans que des élections aient lieu⁵⁵.

La Conférence de dialogue national, qui avait semblé prometteuse dans un premier temps, ne traita pas des problèmes de fond qui avaient suscité les manifestations de 2011, et elle ne fut pas en mesure de générer un consensus suffisant sur la question de la structure de l'État et du partage du pouvoir⁵⁶. Pour de nombreuses personnes qui avaient participé aux manifestations, les modifications structurelles qui étaient attendues n'avaient donc pas véritablement eu lieu, ce qui suscitait un sentiment d'inachèvement et de frustration⁵⁷. Ainsi tant les Houthis que les partisans du Mouvement Al Harak, qui avaient pris part aux manifestations, se sont sentis

⁴⁷ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 50; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 96; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 41; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 167; J. APARAC, *op. cit.*, p. 1.

⁴⁸ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 50.

⁴⁹ D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 167.

⁵⁰ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 96; INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Yemen at War », Crisis Group Middle East Briefing n°45, Sanaa/Brussels, 27 mars 2015, p. 1; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 41; F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 94; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 167.

⁵¹ J. APARAC, *op. cit.*, p. 1.

⁵² J. APARAC, *ibidem*, p. 2.

⁵³ P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, « Repères Étrangers (1er janvier-31 mars 2015) », *Pouvoirs*, n°154, p. 177; F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 95; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 167.

⁵⁴ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 50.

⁵⁵ J. APARAC, *op. cit.*, p. 1.

⁵⁶ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 3.

⁵⁷ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 51.

écartés du processus de reconstruction⁵⁸, ou ne s'y sont pas pleinement investis⁵⁹. Ils ont de ce fait refusé de reconnaître tant l'accord de transition de pouvoir que la légitimité du nouveau président Hadi⁶⁰, ainsi que le plan proposé par la Conférence de dialogue national⁶¹.

Section 2. Le conflit (septembre 2014 - décembre 2018)

Le conflit armé au Yémen est particulièrement complexe d'un point de vue géopolitique. Aux tensions purement locales qui existaient au départ se sont greffés des soutiens régionaux, voire internationaux, qui en complexifient l'analyse⁶². Par ailleurs, alors que les revendications des différents belligérants étaient principalement territoriales et politiques au début du conflit, il est aujourd'hui impensable d'en ignorer la composante confessionnelle⁶³. Il n'est pas envisageable, dans le cadre de ce travail, de réaliser une analyse complète et approfondie des différents acteurs de cette guerre et de leurs revendications. Nous tenterons simplement de mettre en lumière les éléments qui nous apparaissent comme essentiels pour la compréhension des principaux enjeux du conflit. Pour ce faire, nous détaillerons, dans l'ordre, les parties locales, régionales et internationales du conflit, avant d'établir une brève ligne du temps des événements les plus pertinents de cette période.

Sous-section 1. Les parties locales au conflit

§1. Les Houthis

Le nom officiel du mouvement houthiste est Ansar Allah, ce qui signifie les Partisans de Dieu⁶⁴. Ce mouvement était au départ, dans les années 1980, un mouvement révolutionnaire intellectuel et politique appelé « Jeunesse croyante » (« al Chabâb al-Mu'min »)⁶⁵. Ses

⁵⁸ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 94.

⁵⁹ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 52.

⁶⁰ S. DAY, *op. cit.*, p. 235; B. WIACEK, *op. cit.*, p. 67.

⁶¹ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 96; ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 7; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 41.

⁶² Pour la liste des membres les plus importants de chaque groupe d'acteurs dans le conflit, voy. annexe 2.

⁶³ Il ne faut toutefois pas réduire la guerre à une simple opposition entre Sunnites et Chiites, car les dynamiques locales restent fondamentales pour expliquer les soutiens et les rivalités entre certaines groupes. L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 8; L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 89; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 167.

⁶⁴ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 39; F. MERMIER, *op. cit.*, p. 14; L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 52; L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 86.

⁶⁵ S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 93; D. RIGOLET-ROZE, « Le jeu ... », *op. cit.*, p. 70.

premières activités eurent lieu dans la province de Saada, dans le Nord du Yémen, et étaient centrées autour de l'éducation et de la formation⁶⁶. Suite à l'unification du Nord et du Sud en 1990, le mouvement a évolué pour devenir un projet politique, porté par le parti Al Haq⁶⁷. En 1997, un désaccord idéologique au sein du parti a amené Badr Eddine al-Houthi et son fils Hussein al-Houthi à quitter celui-ci, pour créer un nouveau groupe politique, L'organisation de la jeunesse croyante⁶⁸.

Le groupe a adopté le slogan « Dieu est grand, mort à l'Amérique, mort à Israël, maudits soient les Juifs, victoire à l'Islam »⁶⁹ en 2002. Depuis lors, ce slogan est scandé par ses membres après chaque prière et il est inscrit sur les murs de nombreux bâtiments et voies publics⁷⁰, ce qui témoigne du soutien d'une partie de la population yéménite aux Houthis⁷¹. Ce slogan explique notamment pourquoi des négociations entre les Houthis et les États-Unis sont impensables pour certains diplomates américains, même si ce fait est déploré par Asher Orkaby, qui soutient que les Houthis n'ont en réalité aucune intention de rentrer en confrontation armée avec les États-Unis ou Israël⁷². Il nous faut préciser que pour d'autres diplomates américains l'objectif essentiel des États-Unis au Yémen est la lutte anti-terroriste, et qu'une collaboration avec les Houthis en vue d'atteindre cet objectif n'est pas à proscrire⁷³.

Le nom utilisé actuellement pour désigner le groupe rebelle dit houthiste a émergé en septembre 2004, suite à l'assassinat de Hussein al-Houthi, l'un des leaders du mouvement⁷⁴, le 9 août de la même année⁷⁵. Cet événement a également marqué la fin de la première insurrection armée des Houthis⁷⁶. Par la suite, entre 2004 et 2010, cinq autres guerres ont opposé le mouvement houthiste aux troupes gouvernementales yéménites menées par le

⁶⁶ S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 93.

⁶⁷ S. EL MAWLA, *ibidem*, p. 94.

⁶⁸ D. RIGOLET-ROZE, « Le jeu ... », *op. cit.*, p. 70; S. EL MAWLA, *op. cit.*, pp. 95-96.

⁶⁹ L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 8; S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 96.

⁷⁰ S. EL MAWLA, *ibidem*, p. 96.

⁷¹ L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 95.

⁷² A. ORKABY, *op. cit.*, p. 99.

⁷³ L. AMELOT, « Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran », *Outre-Terre*, n°44, 2015, p. 334.

⁷⁴ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 94; R. MUNTEANU, *op. cit.*, p. 58; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 39; J. APARAC, *op. cit.*, p. 2.

⁷⁵ S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 97.

⁷⁶ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 94; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 168.

Cette première guerre entre le pouvoir central et les Houthis résultait de manifestations menées par ces derniers en protestation de l'occupation armée des Américains en Irak. S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 97.

président Saleh⁷⁷, sans que l'un ou l'autre belligérant n'émerge clairement victorieux⁷⁸. Ces six guerres ont tout de même permis aux Houthis de prendre le contrôle de la province de Saada et d'y imposer leurs règles⁷⁹.

Du point de vue religieux, les Houthis font partie d'une branche minoritaire du chiisme, dite zaydite⁸⁰, qui est présente uniquement au Yémen, et spécifiquement dans le Nord-Est du pays⁸¹. Environ 40% de la population yéménite serait zaydite⁸². Bien que le chiisme zaydite soit très différent du chiisme duodécimain, présent en Iran, en Iraq et au Liban, les deux confessions sont souvent associées dans la littérature⁸³.

Les Houthis prétendent que les zaydites ont été discriminés politiquement, économiquement, religieusement et socialement depuis 1962⁸⁴. Ils dénoncent les avantages tirés du printemps arabe yéménite par les islamistes sunnites et le maintien du système clientéliste dans le pays après les manifestations. Ils revendiquent une révolution qui permettrait de faire réellement disparaître les anciennes élites⁸⁵.

Entre la fin du printemps arabe yéménite et le début de la guerre civile, les Houthis se sont alliés avec l'ancien président Saleh. Cette alliance improbable, au vu de leur opposition pendant de nombreuses années⁸⁶, s'expliquait par deux éléments. D'une part, les anciens

⁷⁷ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 53; B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 134; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 39; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 167; S. DAY, *op. cit.*, pp. 231-232.

⁷⁸ S. EL MAWLA, *op. cit.*, pp. 97-98; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 94.

⁷⁹ S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 98.

⁸⁰ Cette branche « ... tire son nom de l'imam Zayn Ben Ali - un arrière-petit-fils d'Ali et donc un petit-fils de Hussein, qui tenta vainement vers 740 d'arracher le pouvoir aux Omeyyades de Damas avant d'être tué - qu'elle reconnaît comme le cinquième et dernier imam. ». D. RIGOLET-ROZE, « Le jeu ... », *op. cit.*, p. 69; S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 74.

⁸¹ « Cette obédience chiite se trouve être majoritaire dans le Nord-Est du Yémen, mais minoritaire à l'échelle de l'ensemble du pays, à majorité sunnite. ». D. RIGOLET-ROZE, « Le jeu ... », *op. cit.*, p. 69. Plus précisément, « The ordering of different groups according to the denomination of Islam is as follows: Sunni Muslims, living in the south of the country, account for 53% of the population, and Shiites, dominating in the north, for some 45%. ». H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 39. Voy. aussi S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 71; L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 86; D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 73; L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 8.

⁸² H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 39.

⁸³ INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Yemen: Averting a Destructive Battle for Hodeida », Crisis Group Middle East Briefing n°59, New York/Washington/Brussels, 11 juin 2018, pp. 4-5; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 170.

⁸⁴ S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 97; B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 135; H. SWIETEK, *op. cit.*, pp. 39 et 44; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 94; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 168.

⁸⁵ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, pp. 53-54.

⁸⁶ L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 19; L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 54.

ennemis partageaient désormais une opposition commune au parti islamiste al-Islah, perçu comme le principal bénéficiaire du printemps arabe⁸⁷. D'autre part, il s'agissait pour les Houthis d'un opportunisme politique visant à leur assurer une place au pouvoir⁸⁸, ce qui fut possible grâce à la force militaire qu'avait conservé Saleh⁸⁹.

Les relations entre les Houthis et l'ancien président ne furent pas dénuées de méfiance⁹⁰. Les tensions entre les deux groupes étaient aggravées par les dures conditions de vie découlant du blocus imposé par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, mais pendant trois ans ils restèrent malgré tout unis face à cette pression⁹¹. Leurs divisions étaient tout de même rendues visibles, périodiquement, par les manifestations que chaque groupe organisait en protestation de l'autre⁹², ainsi que par les attaques épisodiques entre leurs membres⁹³.

L'alliance prit définitivement fin le 2 décembre 2017, lorsque l'ancien président Saleh déclara qu'il était prêt à renouer une relation avec l'Arabie saoudite, dans l'espoir de faire lever le blocus imposé par la coalition⁹⁴. Cette main tendue vers Riyad fut vécue comme une trahison par les Houthis, et des affrontements armés entre les deux camps s'en suivirent à Sanaa⁹⁵. Le 4 décembre, les Houthis réussirent à tuer Saleh et plusieurs membres haut placés de son parti, le Congrès Général du Peuple⁹⁶. Cette évolution a affaibli les Houthis, qui ne bénéficient plus de l'expertise militaire des soldats de Saleh, et mené à une reprise plus intensive des attaques

⁸⁷ S. EL MAWLA, *op. cit.*, p. 98; L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 93; L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 8; INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Discord in Yemen's North Could Be a Chance for Peace », Crisis Group Middle East Briefing n°54, Brussels, 11 octobre 2017, p. 2.

⁸⁸ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 95; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 45.

⁸⁹ L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 93.

⁹⁰ L. IMBERT, « Yémen : pourquoi l'alliance entre rebelles se désintègre », *Le Monde*, 2 décembre 2017, mis à jour le 3 décembre 2017, consulté en ligne le 7 mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2017/12/02/yemen-violents-combats-entre-forces-rebelles-dans-la-capitale_5223761_1667193.html; ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 1; ICG, « Discord ... », *op. cit.*, pp. 2-3.

⁹¹ L. IMBERT, « Yémen : pourquoi ... », *op. cit.*

⁹² Le rassemblement organisé par Saleh le 24 août 2017 constitua à cet égard un sommet dans les tensions entre les deux clans. ICG, « Discord ... », *op. cit.*, pp. 5-6.

⁹³ F. MERMIER, *op. cit.*, p. 15; L. IMBERT, « Yémen : pourquoi ... », *op. cit.*

⁹⁴ « Yémen : l'ex-président Saleh est mort, tué par ses anciens alliés houthistes », *Le Monde*, 4 décembre 2017, mis à jour le 5 décembre 2017, consulté en ligne le 7 mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2017/12/04/yemen-l-ex-president-saleh-est-mort-tue-par-des-rebelles-houthistes_5224391_1667193.html; L. IMBERT, « Yémen : pourquoi ... », *op. cit.*; « Les chemins tortueux de la paix au Yémen - Des affrontements ininterrompus », *Le Monde Diplomatique*, mars 2019, consulté en ligne le 22 mai 2019, <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/03/A/59597>.

⁹⁵ « Yémen : l'ex-président Saleh ... », *op. cit.*; L. IMBERT, « Pourquoi ... », *op. cit.*

⁹⁶ ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 3; « Yémen : l'ex-président Saleh ... », *op. cit.*; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 20; « Les chemins ... », *op. cit.*

de la coalition et des forces gouvernementales qui ont voulu tirer profit de cet affaiblissement⁹⁷.

§2. Les forces mobilisées autour de l'ancien président Saleh

Contrairement à d'autres dictateurs victimes des printemps arabes, Saleh a su négocier sa chute du pouvoir dans les accords de transition de 2011, aussi appelés accords de Riyad, notamment en obtenant une immunité juridique et politique. Ces accords prévoyaient ainsi que Saleh pouvait rester actif en politique, ce qui lui permit de rester à la tête de son parti, le Congrès Général du Peuple. En conséquence, il a pu « reprendre en main sa clientèle, lentement mais sûrement établie au long de ses 33 années de pouvoir »⁹⁸. Saleh a donc continué à bénéficier de la loyauté de nombreux hauts fonctionnaires et soldats de l'armée nationale yéménite, notamment grâce aux sommes d'argent élevées qu'il avait pu accumuler pendant sa présidence⁹⁹. D'autres facteurs expliquent également le soutien dont ont continué à bénéficier Saleh et son parti après son départ de la présidence en 2011 : de la nostalgie pour l'ancien régime, une opposition aux actions militaires de la coalition saoudienne et le charisme des leaders de ce groupe, qui possédaient en plus l'avantage d'être physiquement présents au Yémen¹⁰⁰.

L'alliance de Saleh avec les Houthis permis à celui-ci de tenter de prendre sa revanche après sa chute du pouvoir, notamment contre le parti al-Islah, qui avait pourtant été un allié précieux avant de se mobiliser contre lui lors des manifestations de 2011¹⁰¹. Cette alliance entre Saleh et les Houthis pris fin au début du mois de décembre 2017, et l'ancien président fut assassiné par les rebelles deux jours plus tard. Suite à sa mort, de nombreux partisans, dont son neveu Tareq Mohammed Saleh, ont fui à Aden, où ils ont rallié les forces gouvernementales et la coalition saoudienne¹⁰². Ce neveu dirige désormais les Gardes Républicains, qui sont des

⁹⁷ J. KEBBI, « La mort de Saleh ouvre un nouveau chapitre dans la guerre », *L'Orient Le Jour*, 5 décembre 2017, consulté en ligne le 29 mai 2019, <https://www.lorientlejour.com/article/1087618/la-mort-de-saleh-ouvre-un-nouveau-chapitre-dans-la-guerre.html>.

⁹⁸ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 92.

⁹⁹ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 54.

¹⁰⁰ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *ibidem*, p. 57.

¹⁰¹ L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 93; D. RIGOLET-ROZE, « Le jeu ... », *op. cit.*, p. 76.

¹⁰² J. KEBBI, *op. cit.*

anciens soldats d'élite de l'ancien président Saleh et qui constitueraient les meilleures forces armées yéménites soutenues par la coalition¹⁰³.

§3. Les forces mobilisées autour du président Hadi

Le président Hadi est le seul acteur politique dont la légitimité est reconnue par la communauté internationale¹⁰⁴. Paradoxalement, en dehors de cette reconnaissance internationale et du soutien de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, Hadi ne bénéficie pas de soutiens importants au sein même du Yémen¹⁰⁵, où la plupart des groupes le perçoivent comme faible et inefficace. C'était déjà le cas juste après son élection en 2012, il était alors perçu comme étant toujours sous l'influence de Saleh¹⁰⁶, et c'est encore le cas suite à ses trois années de pouvoir¹⁰⁷. Cette perception est basée sur la réalité du terrain : Hadi est en exil depuis mars 2015, et bien qu'il ait tenté de continuer à diriger de loin le pays depuis lors, il a *de facto* perdu le contrôle de services de sécurité et de l'administration dans certaines régions du pays¹⁰⁸.

Les termes de « forces gouvernementales » qui sont parfois utilisés pour désigner les combattants qui se battent du côté de Hadi masquent en fait leur diversité, ainsi que le manque de cohérence de ces différents groupes armés¹⁰⁹. Leur principale, parfois unique, raison de s'allier et de soutenir Hadi est leur opposition aux Houthis¹¹⁰. En plus de l'armée nationale yéménite et des forces de sécurité yéménites entraînées par les Émirats arabes unis¹¹¹, les forces gouvernementales comprennent des membres du parti al-Islah, que nous détaillons dans le paragraphe suivant. Les membres du groupe sécessionniste Al Harak se sont battus du côté des forces gouvernementales pendant un temps, avant de s'opposer à elles à la fin de l'année 2017, nous y reviendrons également ci-dessous.

¹⁰³ ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 3.

¹⁰⁴ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 5; F. MERMIER, *op. cit.*, p. 15; J. APARAC, *op. cit.*, p. 3.

¹⁰⁵ L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 7.

¹⁰⁶ B. WIACEK, *op. cit.*, p. 71.

¹⁰⁷ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 5.

¹⁰⁸ J. APARAC, *op. cit.*, p. 3.

¹⁰⁹ H. SWIETEK, *op. cit.*, pp. 45-46; ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 9; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 20.

¹¹⁰ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 4.

¹¹¹ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 46.

§4. Les sunnites du parti al-Islah

Les islamistes sunnites du parti politique al-Islah (« Rassemblement yéménite pour la réforme »¹¹²), « considéré comme la branche yéménite des Frères musulmans »¹¹³, semblaient dans un premier temps avoir émergé victorieux du printemps arabe yéménite de 2011. Ils furent cependant écartés de la transition institutionnelle menée par le nouveau président Hadi, lequel privilégia des acteurs du Sud du Yémen¹¹⁴. Ensuite les choses ne s'améliorèrent pas directement pour eux, car en septembre 2014, lorsque les combattants houthistes s'emparèrent de la capitale Sanaa, ces derniers s'attaquèrent par la même occasion à différentes institutions du parti al-Islah, tant religieuses et militaires que médiatiques¹¹⁵. Ces attaques suscitèrent certaines réactions de solidarité envers les membres de al-Islah, mais une portion majoritaire des habitants de la ville restaient malgré tout en faveur des Houthis¹¹⁶.

Depuis le début de la guerre, en dehors de leurs liens avec le gouvernement yéménite et la coalition, les partisans d'al-Islah sont marginalisés dans tout le pays. Ils n'ont pas de soutien dans le Sud en raison de leur ancienne opposition au mouvement sudiste sécessionniste¹¹⁷ et ils sont en opposition directe avec l'alliance Houthis-Saleh dans le Nord¹¹⁸.

§5. Les Sudistes du mouvement Al Harak

Depuis la courte guerre civile de 1994 et la défaite des Sudistes, le ressentiment des populations du Sud du Yémen n'a cessé d'augmenter, et cela a notamment mené à la création du groupe Al Harak al-Janoubi. Les réclamations sudistes se sont trouvées amplifiées lors des manifestations contre Saleh en 2011, bien que les partisans du groupe n'aient pas toujours été

¹¹² F. MERMIER, *op. cit.*, p. 14.

¹¹³ L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 92; « South Yemen leader accuses Muslim Brotherhood of turmoil », *Middle East Monitor*, 6 juillet 2017, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.middleeastmonitor.com/20170706-south-yemen-leader-accuses-muslim-brotherhood-of-turmoil/>. Voy. aussi L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 48.

¹¹⁴ L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, pp. 92-93.

¹¹⁵ L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *ibidem*, pp. 94-95.

¹¹⁶ L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *ibidem*, p. 95.

¹¹⁷ Ainsi, Aydarous Al-Zubaidi, le président du Conseil de Transition du Sud, a déclaré son opposition à al-Islah, et l'alliance du parti avec le président Hadi, en juillet 2017. « South Yemen leader ... », *op. cit.*

¹¹⁸ À l'exception de la trêve lors des manifestations de 2011, al-Islah est en réalité opposé aux Houthis depuis leur première guerre d'insurrection en 2004, durant laquelle des tribus alliés au parti les avaient combattus. L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 54.

d'accord quant à l'objectif qu'ils poursuivaient. Ainsi, si certains membres du mouvement sudiste proclamaient ouvertement, depuis cette période, leurs revendications d'indépendance pour le Sud¹¹⁹, d'autres soutenaient en revanche le maintien de l'unité du Yémen, mais sous la forme d'un État fédéral¹²⁰.

Dans la suite immédiate du départ de Saleh, les Sudistes, malgré leurs divisions internes sur ce point, apportèrent leur soutien au nouveau président Hadi, lui-même originaire du Sud du Yémen¹²¹. Ils furent indispensables à la coalition saoudienne pour remporter la bataille afin de reconquérir la ville d'Aden en juillet 2015¹²².

Le soutien sudiste au gouvernement prit cependant fin en 2017, lorsque Hadi licencia Aydarous al-Zabidi de son poste de gouverneur de la province d'Aden¹²³. La réaction sudiste à cette décision du président fut de créer le Conseil de Transition du Sud, le 11 mai 2017 à Aden, lequel reçut d'importantes manifestations de soutien de la population. Ce Conseil est dirigé par Aydarous al-Zabidi, et il rassemble 26 gouverneurs sudistes¹²⁴. Il reproche au gouvernement de Hadi la situation déclinante du Sud¹²⁵ et se disait prêt à prendre la main sur la gouvernance de la région si ce dernier continuait à manquer à ses obligations¹²⁶. Le Conseil mit ses menaces à exécution en inaugurant une nouvelle Assemblée Nationale pour le Sud du Yémen le 24 octobre 2017¹²⁷.

¹¹⁹ D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 166.

¹²⁰ A. TABBARA, *op. cit.*

¹²¹ Ses origines n'empêchaient pas Hadi d'être décrédibilisé par une partie du mouvement sudiste. En effet, lors d'une guerre qui avait opposé différentes factions socialistes du Sud en 1986, Hadi s'était trouvé dans le camp des perdants et avait dû fuir au Nord. Ensuite, en 1994, il faisait partie du camp qui avait mis fin à la tentative de sécession. F. MERMIER, *op. cit.*, p. 17; ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 1.

¹²² L. AMELOT, *op. cit.*, p. 334.

¹²³ A. TABBARA, *op. cit.*

¹²⁴ « Yemen's Southern Transitional Council recognizes Hadi's authority », *Middle East Monitor*, 10 juillet 2017, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.middleeastmonitor.com/20170710-yemens-southern-transitional-council-recognises-hadis-authority/>; F. MERMIER, *op. cit.*, p. 16; « UAE-backed Yemen body inaugurates National Assembly », *Middle East Monitor*, 24 octobre 2017, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.middleeastmonitor.com/20171024-uae-backed-yemen-body-inaugurates-national-assembly/>.

¹²⁵ « Yemen's Southern ... », *op. cit.*; « Yemen : des séparatistes appellent à un soulèvement dans le Sud », *L'Orient Le Jour*, 3 octobre 2018, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.lorientlejour.com/article/1137161/yemen-des-separatistes-appellent-a-un-soulevement-dans-le-sud.html>.

¹²⁶ « Yemen's Southern ... », *op. cit.*

¹²⁷ « UAE-backed ... », *op. cit.*

Le Conseil de Transition du Sud appelle donc maintenant clairement à la sécession du Sud du Yémen, ce qui est problématique. En effet, cette indépendance ne sera probablement jamais acceptée par le reste du pays, car l'économie yéménite dépend énormément des réserves naturelles de la région¹²⁸.

§6. Al-Qaïda et l'État Islamique

L'instabilité prolongée de l'État central yéménite a laissé le champ libre aux groupes extrémistes¹²⁹, qui ont gagné du terrain dans le pays ces dernières années¹³⁰. Deux groupes dits terroristes sont actuellement présents au Yémen : Al-Qaïda et l'État Islamique¹³¹. Ces deux groupes s'opposent aux Houthis¹³², mais ils n'ont pas la même influence dans ce conflit.

Les premiers camps d'entraînement du groupe Al-Qaïda au Yémen furent établis à la fin des années 1980. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, les autorités gouvernementales yéménites, en coopération avec les autorités américaines, initièrent des attaques contre la branche du groupe située sur leur territoire. À la même époque, les États-Unis commencèrent à lancer des frappes de drones ciblées au Yémen, lesquelles ont encore lieu aujourd'hui¹³³. Depuis lors, une majorité de puissances, régionales et occidentales, considèrent que ce groupe terroriste représente un défi majeur pour la sécurité au Yémen¹³⁴.

En 2009, le groupe prit le nom de Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique (AQPA)¹³⁵. Il s'agit actuellement de la branche la plus active et la plus puissante de l'organisation Al-Qaïda¹³⁶. Bien qu'elle ne compte que quelques centaines de membres, elle est capable de mener des actions avec un impact conséquent¹³⁷. Toutes les attaques qui ont été perpétrées à son

¹²⁸ R. MUNTEANU, *op. cit.*, p. 61.

¹²⁹ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 39; F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 99.

¹³⁰ Pour une carte illustrant les zones d'influence des groupes terroristes en 2016 et 2017, voy. annexe 6.

¹³¹ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 1.

¹³² J. APARAC, *op. cit.*, p. 3.

¹³³ H. SWIETEK, *op. cit.*, pp. 40 et 47.

¹³⁴ B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 133.

¹³⁵ H. SWIETEK, *op. cit.*, pp. 40 et 47; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 95; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 172.

Pour une carte illustrant les positions d'AQPA au Yémen avant 2011, voy. annexe 3.

¹³⁶ R. MUNTEANU, *op. cit.*, p. 58; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 46; J. APARAC, *op. cit.*, p. 3.

¹³⁷ B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 133; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 47.

encontre, y compris par les drones américains, bien qu'elles aient affaibli l'organisation en éliminant une partie de ses leaders¹³⁸, n'ont pas réussi à la détruire¹³⁹. AQPA a même su tirer profit du désordre provoqué par le printemps arabe yéménite et du début de la guerre civile pour renforcer ses positions dans le Sud du pays¹⁴⁰.

Depuis sa création, AQPA dénonce la position de pouvoir de Saleh, perçu comme trop proche des États occidentaux¹⁴¹. Cette opposition à Saleh, qui faisait de l'organisation des précurseurs du processus révolutionnaire¹⁴², n'a cependant pas suffi à créer un rapprochement avec d'autres acteurs politico-militaires au Yémen, et au contraire, AQPA rencontre même des difficultés à susciter l'engouement chez une majorité de Yéménites¹⁴³. Ainsi, dans le Sud du pays, l'une des régions où l'organisation est la plus présente, elle doit faire face à l'opposition armée du Conseil de Transition du Sud, qui est soutenu par les Émirats arabes unis¹⁴⁴.

Le Yémen est le seul État du Moyen-Orient où Al-Qaïda a une présence plus forte que l'État Islamique (EI). Les premiers groupes de l'EI au Yémen furent créés à la fin de l'année 2014¹⁴⁵, par des anciens combattants d'AQPA. Leurs premières attaques ciblerent uniquement la communauté chiite et les rebelles houthistes. Une division parmi les membres de l'organisation quant à cette stratégie mena certains à retourner vers AQPA, ce qui affaiblit l'EI¹⁴⁶.

Sous-section 2. Les parties régionales au conflit

Lorsqu'il est fait mention du conflit au Yémen, il n'est pas rare que celui-ci soit présenté comme un affrontement entre le sunnisme saoudien et le chiisme iranien¹⁴⁷. Ce seul angle

¹³⁸ L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 97; D. RIGOLET-ROZE, « Le jeu ... », *op. cit.*, p. 74.

¹³⁹ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 40; F. MERMIER, *op. cit.*, p. 16; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 27.

¹⁴⁰ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 47.

¹⁴¹ B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 132.

¹⁴² L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 96.

¹⁴³ B. MIKAÏL, *op. cit.*, p. 133.

¹⁴⁴ « UAE-backed ... », *op. cit.*

¹⁴⁵ C'est en novembre 2014 que la présence de l'État Islamique au Yémen fut enregistrée pour la première fois. J. APARAC, *op. cit.*, p. 3.

¹⁴⁶ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 48.

¹⁴⁷ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 5; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 93.

d'analyse est trop simpliste bien sûr, comme le démontre le nombre d'acteurs locaux impliqués dans la guerre et la diversité de leurs objectifs. Cependant, il est devenu indéniable que les affiliations confessionnelles jouent un rôle dans le positionnement de tous les acteurs impliqués au Yémen, et particulièrement au niveau régional.

Il est intéressant de noter que dès le départ les États arabes n'étaient pas uniformes dans la réponse qu'ils souhaitaient voir apportée à la guerre civile au Yémen. Alors que certains États, sur lesquels nous reviendrons ci-dessous, étaient en faveur d'une intervention militaire, d'autres y étaient au contraire opposés¹⁴⁸, et d'autres encore souhaitaient maintenir leur neutralité dans ce conflit¹⁴⁹. La position de certains États a par ailleurs évolué avec le temps. Sans trop entrer dans les détails, nous tenterons ici de donner un aperçu des principaux acteurs régionaux impliqués dans le conflit yéménite et de leurs objectifs respectifs.

§1. La coalition menée par l'Arabie saoudite

Le 26 mars 2015, une coalition d'États sunnites, sous le leadership de l'Arabie saoudite¹⁵⁰, intervint militairement au Yémen pour la première fois, à la demande de et en soutien au président Hadi. À ce moment-là, la coalition était composée des États suivants : Émirats arabes unis, Qatar, Koweït, Bahrein, Égypte, Jordanie, Soudan et Maroc¹⁵¹. Les quatre premiers participaient de façon active aux attaques, dans lesquelles ils intervenaient pour remplir leurs obligations de membres du Conseil de Coopération du Golf (CCG)¹⁵². Les quatre autres États de la coalition prenaient part aux attaques de façon plus symbolique¹⁵³. Le Qatar a quitté la coalition en juin 2017¹⁵⁴.

¹⁴⁸ Il s'agit de l'Iraq, de la Syrie, du Liban et de la Libye. Ces États veulent promouvoir des mesures de résolution pacifique du conflit, en appelant au respect et à l'égalité de toutes les nations arabes. D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 69.

¹⁴⁹ Cette neutralité signifie concrètement que ces États ne soutiennent pas l'intervention militaire au Yémen mais ne souhaitent plus non plus décrier publiquement les actions de l'Arabie saoudite. Il s'agit de l'Algérie, de la Mauritanie, de la Tunisie, de la Palestine, de Djibouti et des Comores. D. MANYUAN, *ibidem*, p. 69.

¹⁵⁰ L. AMELOT, *op. cit.*, p. 329.

¹⁵¹ D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 68; J. APARAC, *op. cit.*, p. 2; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 4.

¹⁵² Le Sultanat d'Oman a par contre refusé de faire partie de la coalition, en dépit de son appartenance au CCG. D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 68; ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 7.

¹⁵³ D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 68.

¹⁵⁴ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 4.

C'est l'Arabie saoudite qui est principalement responsable de la vision dominante du conflit yéménite comme étant une guerre par procuration menée par l'Iran, contre laquelle les Saoudiens ne feraient que se défendre¹⁵⁵. Cette façon de présenter la guerre a permis à l'Arabie saoudite de détourner l'attention des puissances occidentales des attaques menées contre les civils yéménites¹⁵⁶ et de son propre rôle dans le maintien des tensions dans le pays. Il semblerait en réalité que l'Arabie saoudite profite du conflit au Yémen pour servir ses propres intérêts, que ce soit pour accroître et justifier son pouvoir dans la région¹⁵⁷, ou pour tenter d'empêcher la normalisation des relations entre l'Iran et l'Occident¹⁵⁸. La participation saoudienne dans la guerre au Yémen pourrait également être une tentative du nouveau prince et ministre de la Défense, Mohammed ben Salman, d'affirmer sa légitimité dans le paysage successoral du royaume¹⁵⁹.

Il faut noter que l'Arabie saoudite, de son côté, soutient depuis longtemps les groupes islamistes sunnites au Yémen¹⁶⁰. Ceci explique d'ailleurs qu'alors même que le royaume est engagé contre les rebelles houthistes, il ne combat pas les terroristes d'AQPA¹⁶¹. Ce choix peut paraître d'autant plus incompréhensible que « Objectivement, les Houthis ne sont pas une menace pour l'Arabie saoudite, mais plutôt un rempart contre d'éventuelles incursions d'AQPA, voire de l'OEI, en territoire saoudien. »¹⁶². Il s'expliquerait par une hiérarchie saoudienne de priorités, dans laquelle l'opposition à l'Iran serait plus importante que tout le reste¹⁶³. Cette stratégie comporte le risque qu'AQPA puisse continuer à se renforcer et devenir un acteur incontournable au Yémen, ce qui déplaît notamment aux États-Unis¹⁶⁴.

¹⁵⁵ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 49; D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 70; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 21.

¹⁵⁶ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 98.

¹⁵⁷ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 50; L. AMELOT, *op. cit.*, p. 329.

Par exemple, en mai 2015, le prince Mohammed ben Salman aurait déclaré que l'Arabie saoudite était prête à cesser ses attaques au Yémen en échange de l'annexion de la province de l'Hadramaout au territoire saoudien. D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 170.

¹⁵⁸ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 50.

¹⁵⁹ L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 9; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 21.

¹⁶⁰ P. CONESA, *op. cit.*, p. 64; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 99; L. AMELOT, *op. cit.*, p. 334.

¹⁶¹ P. CONESA, *op. cit.*, p. 68.

À la fin de l'année 2018, un reportage de CNN indiquait même que l'Arabie saoudite avait fourni des armes à des milices salutistes radicales et à des membres d'Al-Qaïda au sud du Yémen. « Les chemins ... », *op. cit.*

¹⁶² L. AMELOT, *op. cit.*, p. 333.

¹⁶³ D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 174.

¹⁶⁴ L. AMELOT, *op. cit.*, p. 334.

La guerre a toutefois aussi des retombées négatives pour l'Arabie saoudite. D'une part, les lancements de missiles effectués régulièrement par les Houthis créent une menace sécuritaire dans le Sud du pays. D'autre part, avec la prolongation du conflit, l'augmentation du nombre de victimes et la détérioration de la situation humanitaire, les critiques internationales de la politique saoudienne se font de plus en plus nombreuses¹⁶⁵.

Les Émirats arabes unis, malgré l'opposition du président Hadi à ces actions¹⁶⁶, soutiennent et entraînent diverses forces de sécurité yéménites dans le Sud du pays, qui combattent notamment AQPA dans la région¹⁶⁷. De plus, alors que les Émirats sont alliés à l'Arabie saoudite depuis les premières actions de la coalition, depuis 2017 ils soutiennent Aydarous al-Zabidi, l'ancien gouverneur d'Aden, et le Conseil de Transition du Sud que celui-ci dirige. Ce soutien va à l'encontre du but proclamé de la coalition dont ils font partie, à savoir rétablir le pouvoir du président Hadi dans le pays¹⁶⁸. al-Zabidi tente, en vain pour l'instant, d'obtenir le soutien de l'ensemble de la coalition, en vue de mettre fin aux actions militaires de celle-ci dans le Sud du Yémen, et de pouvoir commencer à chercher « une solution à la question du Sud »¹⁶⁹.

§2. Le rôle ambigu de l'Iran

Le Guide Suprême et le président iraniens ont tous les deux condamné les attaques de l'Arabie saoudite au Yémen, lesquelles violent selon eux la souveraineté yéménite¹⁷⁰. De son côté, l'Iran est accusé, principalement par l'Arabie saoudite bien que d'autres États du Conseil de Coopération du Golfe s'en inquiètent également¹⁷¹, de soutenir les Houthis dans le but d'affirmer son statut de puissance régionale et d'étendre « l'axe chiite »¹⁷². Ces accusations sont en partie basées sur des faits avérés. Il fut ainsi notamment prouvé que des

¹⁶⁵ ICG, « Discord ... », *op. cit.*, p. 1.

¹⁶⁶ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5.

¹⁶⁷ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 46; AMNESTY INTERNATIONAL, *Disparitions forcées et violations liées à la détention dans le Sud du Yémen - Synthèse*, 2018, p. 4.

¹⁶⁸ « Yemen's Southern ... », *op. cit.*; « UAE-backed ... », *op. cit.*; F. MERMIER, *op. cit.*, p. 17.

¹⁶⁹ « Yémen : des séparatistes ... », *op. cit.*

¹⁷⁰ D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 70.

¹⁷¹ L. AMELOT, *op. cit.*, p. 332.

¹⁷² R. MUNTEANU, *op. cit.*, p. 59; D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 70; ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 2; H. SWIETEK, *op. cit.*, pp. 38 et 49; L. AMELOT, *op. cit.*, p. 332; L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 8.

rebelles houthistes avaient été entraînés par des Gardes de la Révolution iraniens et par le Hezbollah, ou encore que des armes iraniennes avaient été transportées par bateau jusqu'au Yémen¹⁷³.

Certains observateurs pensent cependant que le rôle de l'Iran dans le conflit yéménite est largement surestimé et qu'il n'existe pas de réelle alliance entre cet État et les Houthis¹⁷⁴. Plusieurs arguments sont avancés pour soutenir cette thèse. D'abord, le soutien apporté aux Houthis serait limité et bien moindre que celui qui est donné à d'autres groupes chiites alliés stratégiques de l'Iran, au Liban, en Syrie ou en Irak¹⁷⁵. Les armes iraniennes qui ont été saisies au Yémen en 2015 semblaient être en réalité destinées à la Somalie, et le Comité de sanctions institué par le Conseil de sécurité¹⁷⁶ n'a pas trouvé de preuves que des exportations d'armes iraniennes vers le Yémen auraient lieu à grande échelle¹⁷⁷. Un autre élément qui permet de relativiser l'implication de l'Iran est le fait que les Houthis ne soient pas subordonnés aux décisions politiques de Téhéran¹⁷⁸. Enfin, le fait que le soutien iranien aux rebelles houthistes n'ait pas augmenté après les premières attaques de la coalition saoudienne est un indice important du manque d'intérêt des Iraniens dans ce conflit¹⁷⁹.

Sous-section 3. Les acteurs internationaux du conflit

Le pouvoir du président Hadi est le seul reconnu comme légitime par la communauté internationale. De ce fait les actions prises par des États étrangers, autres que les États membres de la coalition, ont été en sa faveur. Seuls des États occidentaux sont engagés dans le conflit au Yémen, en soutien à Hadi et la coalition saoudienne, mais cette implication ne se fait pas en toute transparence¹⁸⁰.

¹⁷³ R. MUNTEANU, *op. cit.*, p. 59; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 52; L. AMELOT, *op. cit.*, p. 332; J. APARAC, *op. cit.*, p. 5.

¹⁷⁴ Asher Orkaby soutient ainsi que « ... there is no real Houthi-Iranian alliance. The northern tribes do not share Iran's desire to challenge Israel and the United States, and they began positioning themselves as an alternative to Yemen's central government long before receiving any Iranian help. ». A. ORKABY, *op. cit.*, p. 97.

Les Houthis eux-mêmes ont nié toute proximité avec les autorités iraniennes pendant de nombreuses années. L. BONNEFOY et A. AL-RUBAIDI, *op. cit.*, p. 92.

¹⁷⁵ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 50; L. AMELOT, *op. cit.*, pp. 332-333; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 21.

¹⁷⁶ Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2140, 26 février 2014, p. 6.

¹⁷⁷ J. APARAC, *op. cit.*, p. 5.

¹⁷⁸ H. SWIETEK, *op. cit.*, pp. 45 et 50.

¹⁷⁹ H. SWIETEK, *ibidem*, pp. 50-52.

¹⁸⁰ L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 9.

§1. Les États occidentaux

Les États-Unis vendent des armées aux Saoudiens¹⁸¹, leur fournissent des renseignements ainsi qu'une aide logistique¹⁸² et entraînent des militaires saoudiens et permettent aux avions saoudiens de se poser sur leurs bases¹⁸³. Jusqu'en novembre 2018, ils assuraient également des ravitaillements aériens de la coalition¹⁸⁴. Les Américains refusent toutefois de combattre directement les rebelles houthistes, préférant concentrer leurs attaques contre les groupes terroristes présents au Yémen¹⁸⁵.

Les pays européens ne sont pas en reste. En 2016, le Parlement européen a voté une résolution d'embargo sur les armes pour l'Arabie saoudite, mais celle-ci est restée sans effet¹⁸⁶. La France et le Royaume-Uni, notamment, soutiennent aussi la coalition saoudienne, en lui vendant des armes mais aussi en lui fournissant de l'aide logistique et des services de renseignement¹⁸⁷.

Cet appui de divers pays occidentaux a causé plusieurs controverses ces derniers mois¹⁸⁸. La coalition saoudienne étant accusée d'avoir commis des crimes de guerre au Yémen, comme nous l'expliquons ci-dessous, les États qui exportent des armes qui seraient utilisées pour commettre ou faciliter ces atteintes graves au droit international humanitaire s'en

¹⁸¹ Entre 2009 et 2016, il est estimé que l'Arabie saoudite a acheté pour 120 milliards de dollars d'armes aux États-Unis. F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 97.

¹⁸² D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 73; H. SWIETEK, *op. cit.*, pp. 43 et 53; F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 97; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 4; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 24.

¹⁸³ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 99.

¹⁸⁴ « Yémen - Événements de 2018 », *Human Rights Watch*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/326295>.

¹⁸⁵ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 53; ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 7.

¹⁸⁶ L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 24.

¹⁸⁷ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 43; F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 97; J. APARAC, *op. cit.*, p. 9; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 4.

Le Royaume-Uni aurait vendu pour près de 5 milliards d'euros en armes à l'Arabie saoudite entre 2015 et 2018. Quant aux entreprises françaises traitant avec la monarchie, leur chiffre d'affaires serait de 9 milliards d'euros entre 2010 et 2016. L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 24.

¹⁸⁸ Le 15 avril 2019, une enquête sur l'utilisation d'armes françaises au Yémen était publiée, laquelle met à mal le discours officiel du gouvernement français. M. DAOU, « Guerre au Yémen : Paris dans l'embarras pour sa politique de vente d'armes », *France 24*, 26 avril 2019, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.france24.com/fr/20190426-yemen-paris-polemique-journalistes-vente-armes-dgsi-arabie-saoudite>.

retrouveraient complices¹⁸⁹. Les ventes d'armes du Royaume-Uni à l'Arabie saoudite font d'ailleurs actuellement l'objet d'une action en justice¹⁹⁰.

§2. Les Nations Unies

Le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans sa résolution 2216 du 14 avril 2015, n'a pas explicitement autorisé l'intervention armée de la coalition saoudienne au Yémen, mais il a rappelé sa reconnaissance de la légitimité du président Hadi et son souhait de voir la souveraineté yéménite respectée¹⁹¹. Ces déclarations semblaient donc, ne fut-ce qu'implicitement, reconnaître la légitimité de l'intervention de la coalition¹⁹². Ce soutien a semblé d'autant plus confirmé que, dans la même résolution, le Conseil de sécurité décrétait des sanctions à l'encontre de l'alliance Houthis-Saleh et un embargo sur les armes vendues à ceux-ci¹⁹³. Ces sanctions ont fait l'objet de nombreuses critiques¹⁹⁴, et elles n'ont en tout cas pas eu l'impact escompté sur le terrain, car elles n'ont affecté ni les Houthis ni Saleh¹⁹⁵.

Les suspicions de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire au Yémen furent rapidement une préoccupation du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme qui, dès septembre 2015, demanda la création d'une commission d'enquête internationale. Les autorités yéménites réagirent en annonçant la création d'une commission nationale d'enquête. L'Arabie saoudite, au nom du « Groupe d'États arabes », appuya ce projet concurrent, et pria le Haut-Commissaire de fournir une assistance technique à cette commission. Cette proposition saoudienne fut adoptée par consensus par le Conseil des droits

¹⁸⁹ JOUSSET A., « Crimes de guerre au Yémen - Les complicités européennes », *ARTE*, 2019, consulté en ligne le 10 mai 2019, <https://www.arte.tv/fr/videos/082803-000-A/crimes-de-guerre-au-yemen-les-complicites-europeennes/>; AMNESTY INTERNATIONAL, « Yémen ... », *op. cit.*, p. 2.

¹⁹⁰ « Yémen - Événements de 2018 », *op. cit.*

¹⁹¹ Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2216, 14 avril 2015, pp. 2-3; J. APARAC, *op. cit.*, p. 4.

¹⁹² J. APARAC, *ibidem*, p. 4.

¹⁹³ Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2216, 14 avril 2015, pp. 5-6; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 43; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 23.

¹⁹⁴ En juillet 2015, Mego Terzian, alors président de Médecins Sans Frontières, indiquait que la coalition utilisait cette résolution pour justifier ses bombardements et les embargos qu'elle a imposé sur le commerce aérien et maritime au Yémen. La résolution 2216 n'a donc pas réussi à mettre fin aux violences, et elle a à l'inverse contribué à la détérioration de la situation humanitaire. M. TERZIAN, « Yémen : crimes de guerre et pénuries extrêmes », *Libération*, 26 juillet 2015, consulté en ligne le 2 mai 2019, https://www.liberation.fr/planete/2015/07/26/yemen-crimes-de-guerre-et-penuries-extremes_1354209.

D'autres organisations internationales font la même analyse. Voy. notamment AMNESTY INTERNATIONAL, « Yémen ... », *op. cit.*, p. 3.

¹⁹⁵ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 7.

de l'homme¹⁹⁶. Cette commission nationale ne produit aucun résultat conséquent¹⁹⁷, notamment à cause de la coopération superficielle des parties belligérantes¹⁹⁸. Finalement¹⁹⁹, le 29 septembre 2017, le Conseil des droits de l'homme demanda au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme l'établissement d'un groupe d'experts internationaux et régionaux, chargés de surveiller et de rendre compte de la situation en matière de droits de l'homme au Yémen, et particulièrement d'examiner toutes les allégations de violations de droit international²⁰⁰. Ce Groupe d'éminents experts fut établi le 4 décembre 2017²⁰¹, et il a rendu son rapport en août 2018²⁰². Celui-ci détaille des faits liés à six types de violations du droit international humanitaire, perpétrées tant par les Houthis que par les membres de la coalition et les autorités gouvernementales yéménites : des attaques visant des civils²⁰³, des restrictions d'accès de l'aide humanitaire²⁰⁴, des détentions arbitraires, des disparitions forcées et des actes de torture et de mauvais traitements²⁰⁵, des violations de la liberté d'expression²⁰⁶, des actes de violence sexuelle²⁰⁷ et des cas de recrutements d'enfants soldats²⁰⁸. La conclusion du rapport est que toutes les parties en conflit au Yémen ont commis

¹⁹⁶ « Rapport mondial 2016 : Yémen », *Human Rights Watch*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2016/country-chapters/285677#da9732>; Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trentième session, A/HRC/30/2, 19 mai 2016., pp. 150-151; L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 10; J. APARAC, *op. cit.*, p. 8; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 24. Voy. aussi Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 2 octobre 2015, Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen, A/HRC/30/18, 12 octobre 2015.

¹⁹⁷ « Besoin urgent d'une enquête internationale indépendante sur le Yémen », *Human Rights Watch*, 29 août 2017, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/08/29/besoin-urgent-dune-enquete-internationale-independante-sur-le-yemen>.

¹⁹⁸ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 14.

¹⁹⁹ Bien que nous ignorions dans quelle mesure cela a affecté l'évolution de la situation, nous notons avec intérêt que le 29 août 2017, soixante-deux ONG internationales avaient cosigné une lettre demandant au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies d'ouvrir une enquête internationale indépendante sur les abus et violations de droit au Yémen. C. ROSENDORN, « Une coalition d'ONG exhorte l'ONU à ouvrir une enquête sur le Yémen », *Le Monde*, 31 août 2017, consulté en ligne le 27 mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2017/08/31/une-coalition-d-ong-exhorte-l-onu-a-ouvrir-une-enquete-sur-le-yemen_5179201_1667193.html.

²⁰⁰ Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 29 septembre 2017, Droits de l'homme, assistance technique et renforcement des capacités au Yémen, A/HRC/36/31, 3 octobre 2017, p. 4; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 3.

²⁰¹ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 3.

²⁰² Ainsi qu'il était prévu dans sa mission. Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 29 septembre 2017, *op. cit.*, p. 4.

²⁰³ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, pp. 5-8.

²⁰⁴ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *ibidem*, pp. 8-10.

²⁰⁵ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *ibidem*, pp. 10-11.

²⁰⁶ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *ibidem*, pp. 11-12.

²⁰⁷ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *ibidem*, pp. 12-13.

²⁰⁸ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *ibidem*, p. 13.

des violations des droits de l'homme et des actes qui pourraient constituer des crimes de guerre²⁰⁹.

En parallèle de tout ceci, le 5 mai 2016, le « United Nations Verification and Inspection Mechanism for Yemen » fut rendu opérationnel, dans le but d'assurer la conformité des transports maritimes avec la Résolution 2216 du Conseil de sécurité²¹⁰. Ce système d'inspections a permis de rassurer les membres de la coalition quant au contenu des bateaux arrivant au Yémen, et ils ont en conséquence assoupli leurs restrictions sur le trafic maritime commercial. Cela a permis de faire entrer plus facilement de l'aide humanitaire dans le pays²¹¹.

Enfin, nous notons qu'aucune force onusienne n'a été envoyée au Yémen pour l'instant et rien ne laisse présager qu'une telle décision sera prise dans un avenir proche. L'envoi de casques bleus à la frontière entre l'Arabie saoudite et le Yémen pourrait pourtant permettre d'apaiser les tensions dans le Nord du Yémen selon Asher Orkaby, qui relève que cette même stratégie avait réussi de 1963 à 1964²¹².

²⁰⁹ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *ibidem*, pp. 14-15. Voy. aussi C. DOMONOSKE, « Yemen Peace Talks Begin In Sweden, As Humanitarian Crisis Deepens », *National Public Radio*, 6 décembre 2018, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.npr.org/2018/12/06/674096760/yemen-peace-talks-begin-in-sweden-as-humanitarian-crisis-deepens>.

De nombreuses organisations internationales font les mêmes constats que le groupe d'experts. Voy. notamment AMNESTY INTERNATIONAL, *Les droits humains au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Rétrospective 2018*, 26 février 2019, p. 4; AMNESTY INTERNATIONAL, « Yémen ... », *op. cit.*, p. 2.

²¹⁰ United Nations Verification and Inspection Mechanism for Yemen, consulté en ligne le 22 mai 2019, <https://www.vimye.org>.

²¹¹ ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 2.

²¹² A. ORKABY, *op. cit.*, p. 99.

Sous-section 4. Les évènements marquants du conflit

Le 21 septembre 2014, Sanaa, la capitale du Yémen, tomba aux mains des combattants houthistes²¹³. Cette prise, facile pour les rebelles, fut possible en raison du mécontentement grandissant de la population vis-à-vis du gouvernement²¹⁴ et du soutien d'unités militaires restées fidèles à l'ancien président Saleh, désormais allié aux Houthis²¹⁵.

Cette première offensive armée faillit ne pas constituer le point de départ du conflit. En effet, un Accord de Paix et de Partenariat National fut signé peu de temps après l'arrivée des Houthis à Sanaa. Cet Accord prévoyait notamment la création d'un nouveau gouvernement, des réformes des secteurs économiques et militaires, ainsi que la réouverture des discussions sur la structure de l'État fédéral yéménite. Ni les Houthis ni Hadi ne mirent réellement cet Accord en oeuvre cependant, ce qui mena à la poursuite des hostilités²¹⁶.

En octobre 2014, les combattants de l'alliance Houthis-Saleh prirent la ville et le port d'Hodeïda, le plus important du pays. Ce port était le point d'entrée de plus de 70% des importations du Yémen, tant pour la nourriture que le carburant, et le commerce qui y prenait place générait plus de 40% des revenus douaniers du pays avant la guerre²¹⁷.

Le 20 janvier 2015, suite à de nouveaux désaccords quant à la future constitution yéménite²¹⁸, les Houthis attaquèrent le palais présidentiel en vue de renverser le président Hadi²¹⁹. Celui-ci présenta sa démission le 22 janvier 2015²²⁰, laquelle fut cependant refusée par le Parlement²²¹.

²¹³ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 3; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 41; P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, *op. cit.*, p. 177; F. MERMIER, *op. cit.*, p. 14; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 4.

²¹⁴ Le déplacement des Houthis vers le Sud fit suite à une « décision du président Hadi, sur les recommandations du Fonds monétaire international (FMI) et pour pouvoir bénéficier d'un prêt d'environ 550 millions de dollars et ainsi préserver les maigres capacités financières du pays, de supprimer de nombreuses subventions qui permettaient à des millions de Yéménites de survivre. ». F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 95.

²¹⁵ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 3; L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 55; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 42; F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 95.

²¹⁶ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 3.

²¹⁷ ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 2.

²¹⁸ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 4.

²¹⁹ P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, *op. cit.*, p. 177.

²²⁰ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 42; ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 1.

²²¹ P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, *op. cit.*, p. 177; L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 55.

Le 6 février 2015, les Houthis disloquèrent le gouvernement de transition et émirent une déclaration constitutionnelle pour annoncer la création d'un comité révolutionnaire pour le remplacer²²². Ce comité est formé de cinq membres indépendants de tous partis politiques yéménites et dirigé par Mohammed Ali al-Houthi, l'un des chefs militaires du mouvement²²³. Ce quasi-gouvernement houthiste ne fut reconnu par aucun État²²⁴ et s'attira les critiques de tous les autres acteurs politiques du Yémen : plusieurs provinces du Sud et du centre du pays déclarèrent qu'elles ne suivraient pas les ordres de la capitale dominée par les rebelles houthistes²²⁵.

Le 21 février 2015, Hadi réussit à s'échapper de sa résidence surveillée et à rejoindre la ville d'Aden, dans le sud du pays²²⁶. Il revint alors sur l'annonce de sa démission, se déclara prêt à reconquérir le pays et demanda à l'Arabie saoudite de l'aider dans ce but²²⁷. Les 22 et 23 mars 2015, l'alliance Houthis-Saleh s'empara de la ville de Taëz²²⁸, et le 25 mars ils entamèrent la bataille pour la ville d'Aden²²⁹, ce qui provoqua la fuite de Hadi et de nombreux autres leaders politiques yéménites vers l'Arabie saoudite²³⁰.

Le 26 mars 2015 débuta l'opération « Tempête décisive ». La coalition d'États sunnites emmenée par l'Arabie saoudite lança sa première série d'attaques aériennes contre les Houthis et mit en place un blocus du Golfe d'Aden et de plusieurs ports yéménites donnant sur la Mer rouge²³¹. Les premiers bombardements aériens de la coalition coupèrent tout accès maritime au port d'Hodeïda²³². L'opération prit officiellement fin le 21 avril 2015, pour être

²²² A. ORKABY, *op. cit.*, p. 96; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 42; P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, *op. cit.*, p. 177.

²²³ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 55; P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, *op. cit.*, p. 177.

²²⁴ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 42.

²²⁵ ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 4.

²²⁶ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 55; ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 4; P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, *op. cit.*, p. 177; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 93; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 169.

²²⁷ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 55; P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, *op. cit.*, p. 177; J. APARAC, *op. cit.*, p. 4.

²²⁸ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 42; L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 55.

²²⁹ La ville fut capturée le 2 avril. H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 42.

²³⁰ L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 55; H. SWIETEK, *op. cit.*, pp. 42-43; P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, *op. cit.*, p. 177; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 93; J. APARAC, *op. cit.*, p. 2; D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 169.

²³¹ D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 68; L. BONNEFOY, « Yémen : des partis ... », *op. cit.*, p. 56; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 97; ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 1; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 43; P. ASTIÉ, D. BREILLAT et C. LAGEOT, *op. cit.*, p. 177; A. ORKABY, *op. cit.*, p. 93; L. AMELOT, *op. cit.*, p. 335.

²³² ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 2.

remplacée par l'opération « Restauration de l'espoir »²³³, qui selon l'Arabie saoudite était destinée à mettre fin à la guerre par une combinaison de mesures militaires, politiques et diplomatiques²³⁴. En réalité, les opérations militaires saoudiennes, tant terrestres qu'aériennes, continuèrent. En mai 2015, les forces gouvernementales de Hadi, soutenues par des troupes de la coalition, lancèrent une offensive pour reconquérir Aden. Cela aboutit en juillet 2015 : la coalition annonça la reprise du port et de l'aéroport de la ville le 17 juillet, et la reprise de la ville elle-même deux semaines plus tard²³⁵. Cette première victoire donna la possibilité au président Hadi de revenir au pays en septembre de la même année²³⁶. Aden, ancienne capitale du Yémen du Sud, fut alors proclamée capitale provisoire du gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale²³⁷.

Au cours de l'année 2016 et pendant une majorité de l'année 2017, la guerre au Yémen était enlisée. Les principales lignes de front dans le pays ne bougèrent pas significativement au cours de cette période car aucune partie belligérante n'avait la capacité d'orchestrer une offensive majeure pour défaire totalement ses adversaires²³⁸. Ce blocage de la situation était sans doute dû en partie à un mauvais calcul de l'Arabie saoudite, dont la campagne de frappes aériennes n'avait pas réussi à provoquer de soutien généralisé des tribus sunnites contre les Houthis, comme elle l'avait espéré²³⁹. Sur le terrain, la situation était alors la suivante : « Les Houthis et les forces fidèles à l'ancien président Saleh contrôlent la capitale et, plus ou moins, une dizaine des 21 régions existantes. Cela ne représente que 25% du territoire mais comprend environ 80% de la population. Le gouvernement légitime du président Hadi, plus souvent à Riyad qu'à Aden pour des raisons de sécurité, contrôle avec l'aide des forces spéciales émiraties et américaines les autres régions, qui recouvrent *grosso modo* l'ancien territoire du Yémen du Sud. »²⁴⁰.

²³³ D. RIGOLET-ROZE, « Géopolitique ... », *op. cit.*, p. 170.

²³⁴ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 43.

²³⁵ L. AMELOT, *op. cit.*, p. 334; F. MERMIER, *op. cit.*, p. 14.

Pour une carte de la situation à l'issue de la bataille pour Aden, voy. annexe 4.

²³⁶ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 43.

Hadi reste cependant installé à Riyad, en Arabie Saoudite. F. MERMIER, *op. cit.*, p. 15.

²³⁷ F. MERMIER, *ibidem*, pp. 14-15.

²³⁸ L. IMBERT, « Comment l'intervention saoudienne au Yémen s'est enlisée contre les rebelles », *Le Monde*, 25 mars 2017, consulté en ligne le 7 mai 2019, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/03/25/comment-l-intervention-saoudienne-au-yemen-s-est-enlee-contre-les-rebelles_5100742_3218.html; H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 44.

²³⁹ L. AMELOT, *op. cit.*, p. 335.

²⁴⁰ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 99. Voy. aussi H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 44.

Au début de l'année 2017, des forces soutenues par les Émirats arabes unis lancèrent l'opération « Victoire Dorée », une nouvelle campagne terrestre depuis leur base dans le sud du Yémen, en vue de récupérer la ville d'Hodeïda. Elles devaient y être rejointes par des combattants liés à al-Islah et soutenus par l'Arabie saoudite, en provenance de la ville septentrionale de Midi. Les groupes armés soutenus par les Émirats s'emparèrent de la ville de Moka en février 2017, mais leur progression le long de la côte fut ensuite ralentie²⁴¹.

Le 6 novembre 2017, la coalition saoudienne imposa un blocus total sur tous les ports du Yémen, en représailles contre un tir de missiles dirigé contre Riyad et revendiqué par les rebelles houthistes²⁴². Au début du mois de décembre, les livraisons d'aide humanitaire furent à nouveau autorisées, mais le trafic commercial restait bloqué²⁴³. Les Houthis ont continué à lancer des missiles vers l'Arabie saoudite en 2018²⁴⁴, ce qui suggère que les entraves au trafic maritime et aérien seront probablement être maintenues dans le futur, au moins en partie.

Le 4 décembre 2017, l'ancien président Ali Abdullah Saleh fut tué par des combattants houthistes, suite à l'escalade irréversible des tensions au sein de l'alliance entre les deux groupes. Suite à ce retournement de situation, les partisans de Saleh rejoignirent les combattants alliés au président Hadi dans le sud du pays. La fracture de l'alliance amena certains opposants des Houthis à penser qu'ils se trouvaient désormais en position de faiblesse, ce qui relança les offensives armées à leur encontre²⁴⁵.

Le 30 janvier 2018, après deux jours d'affrontements avec les forces armées gouvernementales, les combattants du Conseil de Transition du Sud arrachèrent à celles-ci le contrôle d'Aden²⁴⁶. Suite à leur victoire, les sudistes ne réclamèrent pas l'indépendance du Sud du Yémen, mais bien la démission du gouvernement²⁴⁷. L'attaque fut dénoncée par le

²⁴¹ ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 3.

Pour une carte de la situation en juillet 2017, voy. annexe 5.

Pour une carte de la situation en septembre 2017, voy. annexe 7.

²⁴² L. IMBERT, « Yémen : pourquoi ... », *op. cit.*; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5.

²⁴³ L. IMBERT, « Yémen : pourquoi ... », *op. cit.*

²⁴⁴ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5.

²⁴⁵ ACAPS, « Yemen - Displacement in Taizz and Al Hudaydah », *Thematic report*, 29 mars 2018, p. 2.

²⁴⁶ A. TABBARA, *op. cit.*; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris, ..., *op. cit.*, p. 5; « Les chemins ... », *op. cit.*

²⁴⁷ A. TABBARA, *op. cit.*

président Hadi, et bien qu'une intervention de la coalition ait permis le retour au calme dans la région²⁴⁸, les porte-paroles de la coalition, qui soutiennent le président Hadi en théorie, n'ont pas fait de déclaration condamnant ce développement²⁴⁹. Les forces sudistes, soutenues par les Émirats arabes unis, gardent le contrôle de plusieurs villes dans le Sud du Yémen²⁵⁰.

En parallèle, au début de l'année 2018, la campagne « Victoire Dorée » de la coalition saoudienne fut rebaptisée « Tonnerre Rouge » et la progression des forces de la coalition le long de la côte repris²⁵¹. En mai, les « Forces de Résistance Nationale »²⁵² étaient aux portes de la ville d'Hodeïda. Le 13 juin 2018, après l'expiration d'un ultimatum lancé aux Houthis, la coalition lança une nouvelle offensive contre la ville²⁵³, qui constitue un enjeu stratégique d'importance au vu de sa localisation dans le détroit de Bab El-Mandeb²⁵⁴. Cette offensive fut arrêtée dès le 1er juillet²⁵⁵, officiellement pour donner une chance aux efforts de médiation du conflit menés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen²⁵⁶. Il semblerait en réalité que les combattants yéménites soutenus par les Émirats arabes unis ne disposaient pas de suffisamment d'expérience de combat urbain que pour pouvoir prendre une ville de la taille d'Hodeïda²⁵⁷. Les négociations entamées le 6 septembre à Genève ayant échoué, l'offensive des forces gouvernementales reprit²⁵⁸. Le 8 novembre 2018, ces forces réussirent à entrer dans la ville, où les combats se poursuivirent dans les rues²⁵⁹. Le sort de la ville sera

²⁴⁸ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5; « Yémen : des séparatistes ... », *op. cit.*

²⁴⁹ A. TABBARA, *op. cit.*

²⁵⁰ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5.

²⁵¹ ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, pp. 3-4.

²⁵² Cette dénomination désigne l'ensemble des forces soutenues par la coalition saoudienne, ce qui inclut désormais les militaires affiliés à l'ancien président Saleh en plus des partisans du président Hadi et de diverses milices armées. ICG, « Yemen: Averting ... », *ibidem*, p. 4.

²⁵³ P. MISCHKOWSKY, « Yémen. À Hodeida, la coalition arabe promet une victoire "cruciale" contre les houthistes », *Courrier international*, 13 juin 2018, consulté en ligne le 7 mai 2019, <https://www.courrierinternational.com/article/yemen-hodeida-la-coalition-arabe-promet-une-victoire-cruciale-contre-les-houthistes>; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5; « Les chemins ... », *op. cit.*

²⁵⁴ P. MISCHKOWSKY, *op. cit.*

²⁵⁵ « Les chemins ... », *op. cit.*

²⁵⁶ ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 4; Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5.

²⁵⁷ ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 4.

²⁵⁸ « Échec des négociations sur le Yémen à Genève », *La Croix*, 8 septembre 2018, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Moyen-Orient/Echec-negociations-Yemen-Genève-2018-09-08-1200967222>.

²⁵⁹ « Les chemins ... », *op. cit.*

finalement décidé dans l'Accord de Stockholm, sur lequel nous revenons dans la section suivante.

Globalement, à part la reprise d'Aden et des provinces du Sud du Yémen par les forces dites gouvernementales et la coalition en 2015, les lignes de front n'ont pas significativement évolué depuis le début du conflit, bien que le contrôle local de certains territoires change périodiquement de camp²⁶⁰. La guerre au Yémen est ce qu'on appelle un conflit prolongé, et il ne semble plus possible à ce stade qu'une partie belligérante en sorte militairement victorieuse.

Section 3. Les perspectives d'avenir du conflit

Plusieurs négociations ont été entreprises, au Yémen ou ailleurs, depuis le début du conflit, en vue de mettre fin à la violence²⁶¹. Malheureusement, le manque de succès des négociations qui ont suivi les manifestations de protestation de 2011 et les quelques défaillances de celles-ci, ont miné la confiance des parties au conflit dans le processus de négociation²⁶².

La négociation la plus récente, et la plus prometteuse²⁶³, eut lieu à Stockholm du 6 au 13 décembre 2018²⁶⁴. Les discussions se tinrent sous l'égide des Nations Unies et plus particulièrement de l'Envoyé spécial du Secrétaire Général pour le Yémen, Martin Griffiths, et elles rassemblèrent des représentants du mouvement houthiste et des représentants du

²⁶⁰ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 22.

²⁶¹ Ainsi dès janvier 2015, suite à la démission du président Hadi et du premier ministre, des pourparlers avaient eu lieu pour tenter de trouver des remplaçants, sans succès. Depuis lors, et le changement de position de Hadi, la question de la présidence du Yémen reste l'un des points les plus compliqués du conflit. ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 6.

D'autres négociations entre Hadi et l'alliance Houthis-Saleh eurent lieu en avril 2016 au Koweït. Elles n'aboutirent pas à cause de l'annonce, en juillet 2016, par les rebelles houthistes et Saleh de la création d'un conseil de gouvernance. H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 44.

²⁶² ICG, « Yemen at War », *op. cit.*, p. 6; ICG, « Discord ... », *op. cit.*, p. 11.

²⁶³ Les belligérants ayant refusé pendant deux ans de simplement se rencontrer, leur réunion à Stockholm fut perçue comme un progrès significatif. « Yemen war: 'Milestone' peace talks begin in Sweden », *BBC*, 6 décembre 2018, consulté en ligne le 1er avril 2019, <https://www.bbc.com/news/world-europe-46462255>; C. DOMONOSKE, *op. cit.*

²⁶⁴ Stockholm Agreement.

gouvernement Hadi²⁶⁵. Le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, participa même aux dernières étapes des négociations²⁶⁶.

L'Accord de Stockholm porte en réalité sur trois points. Premièrement, en guise de mesure de confiance, les parties ont trouvé un accord concernant un échange de prisonniers²⁶⁷. Deuxièmement, les parties ont déclaré un cessez-le-feu et une démilitarisation de la ville et du port d'Hodeïda, ainsi que des ports de Salif et Ras Issa, le tout sous la supervision d'un Comité de Coordination du Redéploiement présidé par les Nations Unies²⁶⁸. Troisièmement, les parties se sont engagées à créer un comité, incluant des représentants de la société civile et des Nations Unies, pour mener des consultations sur la situation de la ville de Taëz²⁶⁹. Enfin, les parties à l'Accord de Stockholm se sont engagées à mettre cet Accord en oeuvre, à ne pas agir ou prendre de décisions qui pourraient miner ses perspectives de mise en oeuvre et à continuer des pourparlers en janvier 2019²⁷⁰.

L'Accord de Stockholm fut approuvé par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa résolution 2451, le 21 décembre 2018²⁷¹. Dans cette même résolution, le Conseil a également autorisé « le Secrétaire général à mettre en place et à déployer, pour une période initiale de 30 jours à compter de l'adoption de la présente résolution, une équipe préparatoire chargée de commencer à surveiller, à soutenir et à faciliter la mise en œuvre immédiate de l'Accord de Stockholm »²⁷². Les premiers observateurs des Nations Unies sont arrivés à Hodeïda le 24 décembre, et quelques jours plus tard les premières troupes houthistes commencèrent à quitter la ville²⁷³.

²⁶⁵ « Yemen war ... », *op. cit.*

²⁶⁶ « Stockholm Agreement gives hope of peaceful solution in Yemen », *Government Offices of Sweden*, 14 décembre 2018, consulté en ligne le 1er avril 2019, <https://www.government.se/articles/2018/12/stockholm-agreement-gives-hope-of-peaceful-solution-in-yemen/>.

²⁶⁷ Stockholm Agreement; « Yemen war ... », *op. cit.*

²⁶⁸ Agreement on the city of Hodeidah and Ports of Hodeidah, Salif, and Ras Issa.

²⁶⁹ Statement of Understanding on Ta'iz.

²⁷⁰ Stockholm Agreement.

²⁷¹ « Warring parties in Yemen must 'fully respect' Hudaydah ceasefire - UN Security Council », *UN News*, 21 décembre 2018, consulté en ligne le 1er avril 2019, <https://news.un.org/en/story/2018/12/1029151>; Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2451, 21 décembre 2018, p. 1.

²⁷² Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2451, 21 décembre 2018, p. 2.

²⁷³ « Les chemins ... », *op. cit.*

Ces récentes négociations, et les accords sur lesquels elles ont débouché, apportent l'espoir qu'une résolution pacifique du conflit yéménite est possible. Il reste à voir comment les parties à ces négociations les respecteront et les mettront en oeuvre dans le futur. Il semble en tout cas que seul un arrangement politique concernant le fonctionnement interne du Yémen pourra mettre durablement fin à la guerre²⁷⁴, car une fin militaire des combats est devenue impossible²⁷⁵.

La crainte qu'un accord de paix ne voit pas le jour prochainement subsiste cependant, et malheureusement, car les parties belligérantes actuelles ont plutôt intérêt à ce que la guerre perdure. Les Houthis sont imprenables dans le Nord du pays, et ils bénéficient des revenus de l'économie de guerre. De son côté, le président Hadi serait sans doute écarté d'une future solution politique. Pour Laurent Bonnefoy, la persistance de la communauté internationale à ne pas admettre le manque de soutien à Hadi au sein du Yémen retarde d'ailleurs la recherche d'une solution crédible au conflit²⁷⁶. Enfin, AQPA profite de l'inexistence d'un État central et des ressentiments de la population engendrés par la guerre²⁷⁷. Seul le temps permettra de connaître avec certitude l'issue du conflit au Yémen.

Section 4. Les conséquences humanitaires du conflit

La crise humanitaire au Yémen est l'une des plus graves de notre époque. Bien qu'il soit compliqué d'avancer des chiffres exacts, il est estimé que sur les 28,7 millions de Yéménites, environ 22,2 millions ont actuellement besoin d'une aide humanitaire quelconque²⁷⁸. En juin 2017, il était par ailleurs estimé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme que les affrontements avaient fait 4983 morts et 8553 blessés depuis le lancement des opérations militaires de la coalition en mars 2015²⁷⁹. La majorité des victimes ont été

²⁷⁴ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 94.

²⁷⁵ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 100; ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 8.

²⁷⁶ L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 8.

²⁷⁷ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 100.

²⁷⁸ A. WARD, « Yemen's humanitarian catastrophe, in one chart », *Vox*, 30 janvier 2019, consulté en ligne le 1er avril 2019, <https://www.vox.com/2019/1/30/18203857/yemen-war-deaths-injured-chart-intelligence>.

²⁷⁹ Rapport « Yémen 2017 » du Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, consulté en ligne le 1er mai 2019, <https://www.ohchr.org/EN/Countries/MENAREgion/Pages/YemenReport2017.aspx>.

Pour plus d'informations, voy. annexe 8.

tuées par des bombardements ordonnés par l'Arabie saoudite²⁸⁰. Ces nombres ne cessent bien sûr d'augmenter au fur et à mesure que le conflit continue. En novembre 2018, le Haut-Commissariat comptait 6872 morts et 10768 blessés, bien que le nombre réel de victimes soit probablement plus élevé²⁸¹.

Le désastre humanitaire est entièrement le résultat du conflit qui anime le pays depuis le 21 septembre 2014. La crise résulte uniquement des actions des hommes²⁸², ou en d'autres mots, elle est « man-made ». Toutes les parties belligérantes au Yémen en sont responsables²⁸³, notamment de par les violations du droit international humanitaire dont elles se sont toutes rendues coupables²⁸⁴. De nombreuses organisations internationales font appel régulièrement aux parties en conflit pour leur demander de mettre fin aux affrontements armés et de permettre à l'aide humanitaire de pénétrer dans le pays²⁸⁵, avec plus ou moins de succès. Les civils sont les victimes collatérales constantes des combats qui déchirent le Yémen.

En septembre 2018, 118 organisations partenaires du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) étaient présentes dans l'entièreté du territoire yéménite²⁸⁶. Le « Yemen Humanitarian Response Plan »²⁸⁷ reçut, pour l'année 2018, un financement de 2,57 milliards de dollars américains. Les trois États contribuant le plus à ce

²⁸⁰ H. SWIETEK, *op. cit.*, p. 44; Rapport « Yémen 2017 » ..., *op. cit.*

²⁸¹ « Yémen - Événements de 2018 », *op. cit.*

²⁸² AMNESTY INTERNATIONAL, « Yémen ... », *op. cit.*, p. 3.

²⁸³ Ainsi que le note l'International Crisis Group : « ... a clear trend in Yemen's war: the warring factions ... are all too often starkly indifferent to the humanitarian impact of their actions and the plight of ordinary citizens. ». ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 1.

²⁸⁴ « Le conflit yéménite, dans ses multiples dimensions, a donné lieu à des violations généralisées du droit humanitaire, et par toutes les parties. ». F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 100.
Voy. aussi Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, pp. 14-15.

²⁸⁵ D. MANYUAN, *op. cit.*, p. 77.

²⁸⁶ Pour plus d'informations sur la répartition de ces organisations, voy. annexe 9.

²⁸⁷ Un plan de réponse humanitaire détaille les besoins de la population d'un pays donné et des stratégies pour y subvenir, basées sur des objectifs et des indicateurs humanitaires précis, ainsi que le budget nécessaire. Ils sont un outil pour les agences onusiennes et les organisations humanitaires présentes dans ce pays. « Humanitarian response plans and appeals/What are they? », *Financial Tracking Service*, consulté en ligne le 27 mai 2019, <https://fts.unocha.org/content/guide-funding-response-plans-and-appeals>.

financement sont, dans l'ordre, les États-Unis, l'Arabie saoudite²⁸⁸ et les Émirats arabes unis²⁸⁹.

Les organisations humanitaires qui souhaitent travailler au Yémen rencontrent un problème majeur : l'accessibilité. Et ce problème d'accès est en réalité double. Il est d'abord très difficile d'acheminer des biens dans le pays, que ce soit pour le commerce ou l'aide humanitaire, en raison des blocus des ports et des aéroports par la coalition saoudienne et de la dangerosité de survoler le territoire en avion²⁹⁰. En 2018, le Yémen fut classé comme « inaccessible » par ACAPS²⁹¹, une organisation indépendante d'analyse et d'évaluation des besoins humanitaires dans le monde²⁹². De plus, en raison de la position de la communauté internationale, qui ne reconnaît que la légitimité du président Hadi, les zones contrôlées par les Houthis ne sont accessibles qu'aux organisations humanitaires neutres, qui ne se sont pas positionnées sur les enjeux politiques du conflit²⁹³.

Il nous serait impossible, dans le cadre de ce travail, de décrire de façon exhaustive la situation humanitaire au Yémen. Nous tenterons ici d'en donner un aperçu et de souligner les points d'attention les plus urgents pour les organisations humanitaires, à savoir le risque de famine, l'épidémie de choléra et les déplacements de populations.

Il est estimé que 15,9 millions de Yéménites sont en situation d'insécurité alimentaire grave, dont 5 millions seraient en situation d'urgence à la limite de la famine²⁹⁴. Ce n'est

²⁸⁸ En 2016, l'Arabie saoudite avait menacé d'interrompre son financement si le Secrétaire général des Nations Unies ne la retirait pas de la liste noire reprenant les États qui violent les droits des enfants dans les conflits armés. « Besoin urgent ... », *op. cit.*; C. GOUËSET, « Comment l'Arabie saoudite a été retirée de la liste de la honte de l'ONU », *L'Express*, 10 juin 2016, consulté en ligne le 30 mai 2019, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/comment-l-arabie-saoudite-a-ete-retee-de-la-liste-de-la-honte-de-l-onu_1801122.html.

²⁸⁹ OCHA, *Yemen: Humanitarian Response Plan 2018 - Funding Status (End of year 2018)*, 20 janvier 2019, p. 1.

²⁹⁰ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 97; L. AMELOT, *op. cit.*, p. 335; ACAPS, *Humanitarian Access Overview - August 2018*, 9 août 2018, p. 3; ACAPS, « Yemen - Cholera outbreak », *Briefing note*, 18 mai 2017, p. 1. L'aéroport international de Sanaa fut fermé en août 2016 par la coalition, et il est encore actuellement fermé pour les vols commerciaux. Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, pp. 4-5.

²⁹¹ ACAPS, *Humanitarian Access ...*, *op. cit.*, p. 3.

Pour une explication détaillée de cette classification et son application au Yémen, voy. annexe 10.

²⁹² « About ACAPS - In short », ACAPS, consulté en ligne le 28 mai 2019, <https://www.acaps.org/about-acaps/in-short.html>.

²⁹³ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 98.

²⁹⁴ A. WARD, *op. cit.*

Pour des statistiques plus complètes sur la situation d'insécurité alimentaire au Yémen, voy. annexes 11 et 12.

malheureusement pas surprenant lorsqu'on sait que déjà en 2015, 60% des enfants yéménites de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique, ce qui représentait le plus haut taux de malnutrition dans le monde²⁹⁵. Les nombreuses années de guerre ont évidemment contribué à une aggravation de ces statistiques.

La chute de l'économie yéménite²⁹⁶, déjà fragile avant le début de la guerre, explique en grande partie cette situation : à cause de la hausse des prix, et de la diminution du pouvoir d'achat des Yéménites²⁹⁷, il est devenu très difficile pour la population d'acheter de la nourriture²⁹⁸. Une telle augmentation des prix n'est pas surprenante en temps de conflit armé²⁹⁹, mais les nombreux blocus imposés par la coalition saoudienne sur des points d'entrée au Yémen l'ont encore aggravée, car l'approvisionnement alimentaire provenait à 80% des importations avant le début du conflit³⁰⁰. Ainsi par exemple, lorsqu'en novembre 2017 la coalition empêcha l'accès au port d'Hodeïda pendant seize jours, des organisations humanitaires rapportèrent que le prix des denrées alimentaires était monté en flèche tandis que le prix du carburant avait augmenté de plus de 100%³⁰¹.

Une autre préoccupation majeure pour les humanitaires est l'épidémie de choléra qui a débuté en avril 2017³⁰². Actuellement, environ 1,26 millions de personnes sont des cas suspectés de choléra au Yémen³⁰³, et ce nombre est probablement inférieur au nombre réel de cas³⁰⁴. Cette situation est due au mauvais état du système de santé yéménite et au manque d'accès à l'eau

²⁹⁵ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 98.

²⁹⁶ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 97.

²⁹⁷ Cette diminution est causée par les difficultés croissantes des Yéménites à obtenir des ressources financières, ainsi que par la dépréciation de la monnaie yéménite, le riyal. ACAPS, « Yemen - Cholera ... », *op. cit.*, p. 4; ACAPS, *Famine - Northeast Nigeria, Somalia, South Sudan, and Yemen*, mai 2017, p. 17.

Les fonctionnaires publics n'ont pas été payés depuis août 2016, suite au déplacement de la banque centrale yéménite de Sanaa à Aden par les autorités gouvernementales de Hadi. Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 5.

²⁹⁸ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 97; ACAPS, « Food insecurity - Ethiopia, Nigeria, Somalia, South Sudan, and Yemen », *Thematic report*, Février 2018, p. 13.

²⁹⁹ Les populations déplacées qui fuient le conflit ne peuvent plus dépendre de leur agriculture pour se nourrir, tandis qu'en plus la production est limitée par les destructions de biens, l'accès restreint à l'eau et les prix élevés du carburant. ACAPS, *Famine ...*, *op. cit.*, p. 17.

³⁰⁰ ACAPS, « Food ... », *op. cit.*, p. 12.

³⁰¹ ICG, « Yemen: Averting ... », *op. cit.*, p. 7.

³⁰² ACAPS, « Yemen - Cholera ... », *op. cit.*, p. 1.

³⁰³ A. WARD, *op. cit.*

³⁰⁴ ACAPS, « Yemen - Cholera ... », *op. cit.*, p. 5.

potable auquel les Yéménites font face³⁰⁵. En 2017, environ 9,4 millions de personnes n'avaient pas accès à l'eau potable dans le pays³⁰⁶. L'accumulation de déchets et d'eaux usagées, causée par l'arrêt des services publics du pays, a mené à l'infection des points d'eau potable. Or le choléra se transmet par les eaux infectées, et se répand donc très rapidement au Yémen actuellement³⁰⁷.

La progression de l'épidémie a été d'autant plus rapide que les organisations humanitaires n'ont pas toujours réagi, ou pu réagir, très efficacement, notamment en raison des difficultés d'accès au terrain que nous mentionnions en introduction de cette section. Ainsi, l'Organisation Mondiale de la Santé a suspendu indéfiniment son programme de vaccination contre le choléra au Yémen en juillet 2017, citant des difficultés de livraison des vaccins et leur impact limité par l'étendue déjà conséquente de la maladie³⁰⁸.

Enfin, d'importants déplacements de populations ont lieu à travers le Yémen, car les civils tentent de fuir les groupes armés qui sévissent dans plusieurs régions du pays³⁰⁹. Actuellement, environ 2,8 millions de Yéménites sont des personnes déplacées³¹⁰, dont les trois-quarts sont des femmes et des enfants³¹¹. De plus, au début de l'année 2018, plus de 280.000 réfugiés (Érythréens, Somaliens et Éthiopiens) étaient présents dans des camps de réfugiés partout dans le pays³¹². Ces réfugiés fuyaient les situations difficiles de leurs pays d'origine et étaient arrivés au Yémen avec l'espoir de pouvoir ensuite atteindre les pays riches du Golfe³¹³.

³⁰⁵ ACAPS, « Yemen - Cholera ... », *ibidem*, pp. 1-2.

³⁰⁶ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 98; ACAPS, « Yemen - Cholera ... », *op. cit.*, p. 3.

³⁰⁷ A. ORKABY, *op. cit.*, p. 97.

³⁰⁸ A. ORKABY, *ibidem*, p. 98.

³⁰⁹ ACAPS, « Yemen - Displacement ... », *op. cit.*, p. 2.

Pour une carte illustrant les déplacements de population entre décembre 2017 et mars 2018, voy. annexe 13.

³¹⁰ A. WARD, *op. cit.*

³¹¹ ACAPS, « Yemen - Displacement ... », *op. cit.*, p. 5.

³¹² ACAPS, « Yemen - Displacement ... », *ibidem*, p. 6.

³¹³ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 98.

Chapitre 2. La couverture médiatique du conflit armé au Yémen et son influence sur la situation humanitaire dans le pays

Dans les pays en proie à la guerre, comme le Yémen, ou les pays victimes de catastrophes naturelles, l'aide humanitaire qui est apportée aux populations dans le besoin est vitale. Il est donc essentiel que des opérations humanitaires puissent être mises sur pied là où elles sont nécessaires. Nous devons cependant garder à l'esprit que l'action humanitaire ne peut exister sans le soutien financier et matériel des citoyens et des États, principalement du Nord de la planète. Or les organisations humanitaires font face à différents obstacles pour susciter l'engagement de potentiels donateurs. Il est avant tout primordial que les situations qui requièrent une aide humanitaire soient connues du grand public. Le rôle qu'ont à jouer les médias à cet égard est évident. Mais la connaissance ne suffit pas. Il faut réussir à provoquer une émotion suffisamment forte chez les membres du public pour qu'ils décident de se mettre en action et de s'impliquer dans la cause de l'organisation. Ce n'est pas chose aisée, car les êtres humains sont naturellement plus préoccupés par le sort des personnes qui leur sont proches, que ce soit géographiquement, socialement, culturellement ou religieusement³¹⁴. La notion d'universalité humaine, laquelle devrait nous pousser à nous soucier de et à aider tous les êtres humains simplement car ils sont humains, est relativement moderne³¹⁵. Et malgré cette notion, il reste plus simple de se sentir concerné par une situation qui nous paraît proche de nous, tant réellement que moralement. C'est ici qu'à nouveau les médias peuvent jouer un rôle déterminant. Les technologies des médias modernes permettent d'abolir les distances physiques, en amenant dans tous les salons des images des quatre coins du monde³¹⁶. Et ils peuvent également permettre d'abolir les distances morales, en nous livrant des récits qui font précisément appel à notre notion d'universalité humaine³¹⁷. Les médias peuvent donc, en théorie, être des réels alliés des organisations humanitaires. Mais le sont-ils réellement ? Les médias ont-ils la capacité d'influencer l'opinion publique et les dirigeants politiques quant aux situations de nécessité humanitaire ? Ce sont certaines des questions que nous nous

³¹⁴ M. IGNATIEFF, « Les récits qui nous hantent - La télévision et l'aide humanitaire », *Des choix difficiles - Les dilemmes moraux de l'humanitaire*, sous la dir. de J. Moore, Gallimard, 1999, p. 369; R. BRAUMAN, « Emotion et action humanitaire », *Études*, tome 410, 2009, p. 10.

³¹⁵ M. IGNATIEFF, *op. cit.*, pp. 370 et 374.

³¹⁶ L'impression de proximité peut bien sûr également être produite par des images venant d'autres émetteurs que les médias, comme des citoyens ordinaires. R. BRAUMAN, « Emotion ... », *op. cit.*, p. 10.

³¹⁷ M. IGNATIEFF, *op. cit.*, p. 374; A. LALIBERTÉ, « Humanitaire et médias : et après ? Autour de Srebrenica », *Anthropologies et Sociétés*, vol. 31, n°2, 2007, p. 151.

sommes posées durant nos recherches, et qui ont guidé notre réflexion. Dans la deuxième partie de ce travail, nous commencerons par rassembler quelques éléments de théorie sur les relations entre les médias et les acteurs humanitaires, ainsi que leurs interactions avec les militaires, puisque notre réflexion prend forme dans le cadre d'un conflit armé. Ensuite, nous détaillerons comment la guerre au Yémen est couverte par les médias traditionnels occidentaux d'une part, et par les organisations humanitaires d'autre part. Enfin, nous nous intéresserons à l'impact que la faible couverture médiatique de la crise yéménite a sur le travail des acteurs humanitaires dans le pays.

Section 1. Les relations entre médias, humanitaires et militaires

L'action humanitaire moderne, à travers son histoire et dès la création de la Croix-Rouge par Henri Dunant en 1863³¹⁸, a été liée à la dissémination d'informations. Les révolutions progressives en matière de moyens de communication ont permis aux hommes de prendre conscience des souffrances vécues par des communautés éloignées des leurs, et d'ainsi susciter leur compassion, voire de les inciter à l'action³¹⁹. Les premières organisations humanitaires, la Croix-Rouge en tête, gardaient le silence sur les situations auxquelles étaient confrontées leur personnel, pour rester indépendantes, neutres et impartiales, dans le but de préserver leur accès aux victimes. Un premier basculement eut lieu lorsque certains acteurs humanitaires décidèrent que le témoignage devait faire partie intégrante de leur action, ce qui impliquait un recours aux journalistes³²⁰. Avec le temps, les médias eux-mêmes en sont venus à jouer un rôle différent, devenant à l'occasion de réels acteurs de l'engagement humanitaire et plus seulement de simples observateurs³²¹. Dans cette section, nous commencerons par nous pencher sur trois événements historiques qui ont influencé, selon nous de façon pertinente quant à la situation au Yémen, la relation entre les acteurs humanitaires et médiatiques, particulièrement dans le cadre d'opérations militaires. Nous examinerons ensuite

³¹⁸ COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE, *Le CICR - Sa mission et son action*, mars 2009, p. 3; A. DE WAAL, *Famine business - L'entreprise humanitaire en Afrique*, Bruxelles, Colophon, 1999, p. 63; Y. LAVOINNE, *L'humanitaire et les Médias*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2002, p. 13.

La création de la Croix-Rouge, avec son choix net de refuser de prendre parti dans les conflits dans les cadres desquels elle intervenait, est généralement désignée comme marquant le début de l'action humanitaire moderne. R. BRAUMAN, « Emotion ... », *op. cit.*, p. 13.

³¹⁹ R. BRAUMAN, « La pitié dangereuse », *Les médias et l'humanitaire*, éditions CFPJ, 1996, pp. 15-16; R. BACKMANN, « Information et sensation », *Les médias et l'humanitaire*, éditions CFPJ, 1996, p. 75.

³²⁰ R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 76.

³²¹ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, pp. 17-18.

les soutiens qui peuvent exister entre les journalistes et les travailleurs d'organisations humanitaires sur le terrain. Puis nous détaillerons plus spécifiquement l'influence concrète que peuvent avoir les médias sur l'action humanitaire. Enfin, nous verrons brièvement comment tant les acteurs humanitaires que médiatiques peuvent être instrumentalisés par les autorités étatiques militaires et politiques, particulièrement dans le cadre de conflits armés.

Sous-section 1. Bref aperçu historique

Au cours de l'histoire moderne, de nombreuses guerres et crises humanitaires ont fait évoluer la relation entre les acteurs humanitaires et les médias. Nous allons développer brièvement les trois événements suivants car ils nous semblent d'un intérêt particulier pour tenter de mieux comprendre la situation au Yémen.

§1. La crise du Biafra (1967-1969)

Les opérations humanitaires mises sur pied dans le cadre de la guerre du Biafra furent les premières opérations humanitaires privées mises en place ailleurs qu'en Europe. À la même époque, la presse se transforma, l'information écrite devint imagée et instantanée³²². La combinaison de ces deux éléments a fait que la crise du Biafra a marqué un tournant dans l'histoire de l'action humanitaire et le début de l'évolution du rôle des médias dans les crises humanitaires³²³.

Le pouvoir des images, dans le cadre d'une action humanitaire, fut révélé par la famine au Biafra³²⁴. Il est apparu que l'action humanitaire était en fait un spectacle idéal pour les journaux télévisés, car elle est concrète, rapide, simple à présenter et valorisante émotionnellement³²⁵. Les images des enfants affamés du Biafra et des médecins humanitaires

³²² R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 18; R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 63; Y. LAVOINNE, *op. cit.*, p. 79.

³²³ R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 63; M.-A. PÉROUSE DE MONTCLOS, *Les humanitaires dans la guerre*, Paris, La Documentation française, 2012, p. 53.

³²⁴ Dans un contexte autre qu'humanitaire, c'est la guerre au Vietnam qui avait révélé en premier lieu la capacité des images à indigner et à mobiliser le public. R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 22.

³²⁵ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *ibidem*, pp. 23-24; Y. LAVOINNE, *op. cit.*, pp. 76-77; M. LAVERGNE, « Du Sud-Soudan au Darfour : loin des médias, l'aide humanitaire est-elle devenue le nerf de la guerre ? », *Communitas*, 2005, p. 1.

qui les secouraient, amenées par l'arrivée du journalisme en direct, ont ainsi forcé les États à s'intéresser à ce conflit, même si cela n'avait pas été leur intention au départ³²⁶.

Cette évolution du pouvoir des médias fut optimistement acceptée par les populations occidentales à l'époque. La croyance était que « l'horreur était désormais impossible »³²⁷, car il n'était plus possible d'ignorer le moindre évènement ayant lieu sur la planète, et que les images qui seraient partagées quotidiennement dans les médias empêcheraient l'indifférence³²⁸.

Il est intéressant de noter que c'est également avec la crise du Biafra que sont nées les organisations « sans-frontiéristes »³²⁹, créées par des médecins humanitaires, souvent appelés les « french doctors »³³⁰. Ces médecins, engagés au départ au sein de la Croix-Rouge française, ont rompu le devoir de discrétion imposé par cette organisation, pour faire de l'aide médicale d'urgence tout en dénonçant, en témoignant et en tentant de mobiliser l'opinion publique française³³¹. Cette nouvelle façon de faire de l'humanitaire, cherchant à attirer l'attention et à interpeller le public, allait donc dans le même sens que l'évolution du rôle des médias dans le domaine humanitaire, permise par les avancées technologiques de l'époque.

Cependant, cette nouvelle mise en avant des souffrances des victimes fut, de façon malheureuse, directement instrumentalisée : puisque des images étaient nécessaires pour émouvoir les publics occidentaux et faire réagir leurs dirigeants, les conditions nécessaires à ces images furent artificiellement créées par les autorités des victimes elles-mêmes. Ainsi un « périmètre de famine » fut-il créé au Biafra par les dirigeants des populations assiégées, dans lequel étaient enfermées des centaines de personnes, volontairement affamées pour les caméras³³².

³²⁶ J.-P. MARTHOZ, « Les médias dans le nouvel environnement militaro-humanitaire », *Militaires-humanitaires. A chacun son rôle*, Grip – Complexe, Bruxelles, 2002, p. 154.

³²⁷ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 20.

³²⁸ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *ibidem*, p. 20.

³²⁹ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 154; M.-A. PÉROUSE DE MONTCLOS, *op. cit.*, p. 53.

³³⁰ R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 63.

³³¹ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, pp. 26-27; R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 63; Y. LAVOINNE, *op. cit.*, p. 75.

³³² R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 27.

§2. *La famine en Éthiopie (1984-1985)*

Les journalistes furent interdits de pénétrer sur le territoire éthiopien pendant des mois, jusqu'à ce que le gouvernement autorise finalement leur venue en 1984, à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution. L'ampleur de la famine en cours dans le Nord du pays fut alors révélée par un reportage de la BBC, relayé par des centaines d'autres chaînes de télévision partout dans le monde³³³. Ce fut l'occasion de confirmer la force d'action mondiale qui pouvait être créée suite à la couverture médiatique importante d'un événement d'actualité. Sur place, les organisations humanitaires se mobilisèrent et de l'aide fut rapidement acheminée dans le pays, tandis qu'en Europe et aux États-Unis des concerts de charité furent organisés pour aider à la récolte massive de fonds. L'opération fut célébrée par tous comme un véritable succès, preuve de l'impact positif que chaque acteur impliqué, étatique, humanitaire ou médiatique, pouvait avoir en collaborant avec les autres³³⁴.

Tant les humanitaires que les journalistes sortaient gagnants de ce rapprochement. Les humanitaires, dépendant financièrement de dons privés et de financements de bailleurs de fonds, bénéficiaient de la mise en valeur de leurs actions par les médias. Ces derniers, pour leur part, connaissaient à l'époque d'importantes mutations (principalement l'imposition de la télévision comme média de référence) et pouvaient utiliser les images et les informations concernant l'aide humanitaire pour continuer à attirer leurs audiences³³⁵.

À nouveau cependant, cette coopération humanitaro-médiatique, positive au premier regard, a caché une vérité plus sombre. La sécheresse n'était pas causée principalement par la famine, comme l'avaient expliqué les médias à l'époque, mais par les déplacements de population orchestrés par les autorités éthiopiennes en vue de créer une société communiste³³⁶. Les journalistes, en se contentant d'une vision humanitaire de la situation, ont manqué à leur devoir d'information et même permis une détérioration de la sécurité pour les populations civiles³³⁷.

³³³ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *ibidem*, p. 37.

³³⁴ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *ibidem*, p. 38.

³³⁵ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 155.

³³⁶ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, pp. 39-40; R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 109.

³³⁷ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 41.

§3. *Le génocide au Rwanda (1994)*

Le génocide au Rwanda a malheureusement montré l'impuissance des médias à susciter une décision politique ou une mobilisation de l'opinion publique lorsque les images sont trop peu nombreuses. Ainsi, alors que des journalistes présents dans le pays témoignaient des massacres en cours et que quelques organisations humanitaires interpellaient en vain les politiques, ces informations étaient relativement peu relayées dans les médias. Cela n'était donc pas dû à un manque de disponibilité des informations, mais plutôt aux décisions des cadres de télévision, liées sans doute au choix des autorités américaines de ne pas intervenir militairement au Rwanda³³⁸ et à la couverture de la première élection démocratique en Afrique du Sud qui avait lieu au même moment³³⁹.

Ce n'est que lorsque des réfugiés commencèrent à fuir le Rwanda qu'une opération humanitaire d'envergure fut mise sur pied, laquelle devint vite sujet d'actualité. Or parmi ces « réfugiés » se cachaient en réalité de nombreuses personnes responsables du génocide³⁴⁰. Les nombreuses organisations humanitaires arrivées sur les lieux ignorèrent, sciemment ou non, cette réalité car elles ressentaient une certaine pression pour être visibles sur le terrain, en raison de la médiatisation, devenue intense, de la crise. La publicité réalisée autour des missions humanitaires mises en place dans les camps de réfugiés permit une importante récolte de fonds, et contribua en fait à la stratégie des extrémistes rwandais³⁴¹.

Sous-section 2. Les liens, sur le terrain, entre journalistes et travailleurs humanitaires

Il ne faut pas noircir à l'extrême le tableau des relations entre les médias et les organisations humanitaires. Sur le terrain, chacun peut tirer des bénéfices de leur coopération, ce qui explique la proximité qui peut s'établir entre journalistes et travailleurs humanitaires dans le quotidien des opérations humanitaires.

³³⁸ Aucune autre grande puissance n'était prête à intervenir au Rwanda. A. DE WAAL, *op. cit.*, p. 154.

³³⁹ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 166.

³⁴⁰ A. DE WAAL, *op. cit.*, pp. 149 et 156.

³⁴¹ A. DE WAAL, *ibidem*, pp. 156-157.

Les organisations humanitaires présentent divers intérêts pour les médias, du fait de leur expertise et de leur présence dans la durée sur le terrain de toutes les crises humanitaires dans le monde³⁴². Les journalistes profitent d'une part des informations que les organisations détiennent. D'autre part, celles-ci disposent parfois de moyens techniques ou logistiques intéressants, que ce soit en termes de communications, de transports ou de logements, et ce particulièrement dans les endroits les moins accessibles³⁴³. Les acteurs humanitaires, de leur côté, bénéficient de la publicité qui est faite de leurs actions³⁴⁴, laquelle est nécessaire pour attirer l'attention du public et d'éventuels dons.

La proximité entre humanitaires et journalistes sur le terrain n'a pas toujours lieu sans heurt cependant, car les deux corps de métiers ne font pas face aux mêmes exigences. Les premiers ont besoin de temps : ils doivent notamment établir des rapports de confiance avec les communautés locales pour pouvoir travailler correctement et en sécurité, et évaluer l'ampleur et la nature des besoins des populations.³⁴⁵ Les seconds au contraire sont généralement pressés, ils doivent clôturer leurs reportages dans certains délais fixes pour pouvoir les renvoyer à temps à leurs directions³⁴⁶. Ces divergences de fonctionnement tiennent au fait que les objectifs et les principes qui guident les professionnels de l'humanitaire et les journalistes ne sont pas les mêmes, et ils ne doivent d'ailleurs pas le devenir. L'intérêt des humanitaires est et doit rester uniquement fonction des souffrances et des besoins des populations, alors que celui des journalistes dépendra toujours de l'actualité, de la conjoncture internationale³⁴⁷.

Enfin, ce rapprochement sur le terrain pose une dernière question problématique, celle de l'indépendance des journalistes³⁴⁸. Il ne semble pas possible de pouvoir d'un côté utiliser les avantages fournis par une organisation et de l'autre contester ses choix, exposer ses faiblesses ou encore critiquer telle ou telle autorité locale avec laquelle l'organisation travaille et doit

³⁴² R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 84; J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 168.

³⁴³ R. BACKMANN, *op. cit.*, pp. 84-85; J. BENTHALL, « Désastre-Médias-Aide humanitaire : la stabilité du système », *L'Harmattan*, 2012, p. 192; R. BRAUMAN, « La communication des ONG : une affaire d'États ? », *Revue internationale et stratégique*, n°56, 2004, p. 114.

³⁴⁴ J. BENTHALL, *op. cit.*, p. 192.

³⁴⁵ R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 82.

³⁴⁶ Cette affirmation est certainement vraie en ce qui concerne les envoyés spéciaux des journaux télévisés. Elle est à modérer quant aux reporters ou aux correspondants, qui couvrent une région de façon plus extensive et ont donc plus de temps. R. BACKMANN, *ibidem*, p. 83.

³⁴⁷ R. BACKMANN, *ibidem*, p. 99.

³⁴⁸ J. BENTHALL, *op. cit.*, p. 192.

préserver des relations harmonieuses³⁴⁹. Il existe également un risque que les journalistes ne se rendent pas dans les régions où des organisations humanitaires ne sont pas présentes, ce qui peut mener à l'invisibilité de certaines situations³⁵⁰. Si leur coopération sur le terrain est donc compréhensible, et dans une certaine mesure logique, il faut garder à l'esprit ses limites et être capable d'observer avec un recul critique les reportages qui sont produits dans de tels cadres.

Dans le cas de la guerre au Yémen, il arrive que des journalistes recourent aux organisations humanitaires travaillant dans le pays pour avoir accès au terrain. En effet, contrairement à ces dernières, il est devenu quasiment impossible pour les professionnels des médias d'obtenir des visas pour pouvoir entrer dans le pays³⁵¹. C'est ainsi par exemple, selon le récit que nous en a fait un coordinateur de projet chez Médecins Sans Frontières (MSF), que la journaliste Iona Craig³⁵² a profité du transport d'une mission de MSF France au Yémen en 2015 pour rentrer et circuler dans le pays. Un autre exemple, le photographe Guillaume Binet, qui travaille pour la presse internationale, a également travaillé en coordination avec des organisations humanitaires, dont MSF France au Yémen en 2015³⁵³.

Sous-section 3. L'influence des médias

Il est incontestable que les médias peuvent exercer une influence sur des situations dans lesquelles des organisations humanitaires sont impliquées. Il nous faut commencer par préciser que tous les médias ne sont pas égaux à cet égard : la télévision a plus d'impact que la presse écrite³⁵⁴. Ceci s'explique tout d'abord par le simple fait que, statistiquement, plus de gens regardent la télévision³⁵⁵. Cela s'explique ensuite par l'effet plus marquant que peuvent

³⁴⁹ R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 87.

³⁵⁰ J. BENTHALL, *op. cit.*, p. 192.

³⁵¹ Nous reviendrons plus en détails sur ce point dans la deuxième section de ce chapitre.

³⁵² Iona Craig est une journaliste britannique freelance qui dédie son travail au Yémen depuis plusieurs années, et pour lequel elle a reçu plusieurs prix. Pour plus d'informations, voy. <https://ionacraig.tumblr.com>.

³⁵³ Pour plus d'informations, voy. <http://www.myop.fr/photographe/guillaume-binet>.

³⁵⁴ La présence de photographies dans un article permet toutefois d'augmenter l'impact d'un article. Y. LAVOINNE, *op. cit.*, p. 80.

³⁵⁵ Ainsi, en 1996, l'audience quotidienne du journal télévisé de TF1 était supérieure aux lecteurs de tous les quotidiens nationaux et régionaux de France. R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 64.

Selon une étude de l'institut Médiamétrie, en 2016, 8 Français sur 10 s'informent en majorité grâce aux journaux télévisés, contre 49% pour la presse écrite. A. JOUIN-CLAUDE, « 80% des Français s'informent grâce aux JT, 52% grâce aux chaînes d'info en continu », *Le Figaro*, 26 mars 2016, consulté en ligne le 27 mai 2019, <http://tvmag.lefigaro.fr/le-scan-tele/actu-tele/2016/03/26/28001-20160326ARTFIG00051-80-des-francais-s-informent-grace-aux-jt-52-grace-aux-chaines-d-info-en-continu.php>.

avoir les images. Comme le dit René Backmann, « le poids des choses vues, la puissance du direct, l'illusion redoutable de la présente "vivante" (*live*) sur les lieux de l'action font que quelques secondes d'images-choc [...] ont, sur l'opinion, un impact sans commune mesure avec celui de colonnes entières d'éditoriaux, d'enquêtes et de reportages »³⁵⁶. Il n'est donc pas étonnant que le phénomène que nous détaillons ci-dessous soit lié à l'impact des images et au rôle des médias audiovisuels.

La thèse de la *headline diplomacy*, ou en français de la « diplomatie du gros titre à la une »³⁵⁷, stipule que les leaders politiques doivent gouverner en tenant compte de, voire parfois en étant contraints par, la couverture médiatique de l'actualité et des émotions provoquée par celle-ci chez leurs citoyens³⁵⁸. Cette théorie s'appuie notamment sur ce que certains auteurs appellent l'« effet CNN », en référence au nouveau type de couverture télévisée inaugurée par cette chaîne, à savoir du journalisme en direct, continu et permanent³⁵⁹, et visant à promouvoir la paix dans le monde³⁶⁰. Cette façon de reporter l'actualité n'est plus spécifique à CNN aujourd'hui, et dans le monde arabe on peut notamment souligner l'existence de la chaîne Al Jazeera, créée en 1996 par Hamad bin Khalifa Al Thani, alors Émir du Qatar³⁶¹.

Certains gouvernants ne voient pas l'effet CNN d'un bon oeil, car selon eux il signifie que des émotions populaires influencent leurs décisions politiques, ce qui réduit leur marge de manoeuvre et augmente leur marge d'erreur³⁶². Ils craignent que l'emballement médiatique entourant un certain évènement puisse les forcer à intervenir dans une situation où ils n'avaient pas prévu de le faire au départ³⁶³.

S'il est un fait que les gouvernants d'aujourd'hui doivent tenir compte du cycle constant de nouvelles³⁶⁴, dans nos recherches pour ce travail nous avons lu plusieurs auteurs qui

³⁵⁶ R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 65.

³⁵⁷ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 151.

³⁵⁸ J.-P. MARTHOZ, *ibidem*, p. 151; KALYANGO Y. JR., « Critical Discourse Analysis of CNN International's Coverage in Africa », *Journal of Broadcasting & Electronic Media*, June 2011, p. 162.

³⁵⁹ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 161.

³⁶⁰ KALYANGO Y. JR., *op. cit.*, p. 172.

³⁶¹ P. SEIB, *op. cit.*, pp. 116-117.

³⁶² J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 163.

³⁶³ J.-P. MARTHOZ, *ibidem*, p. 161.

³⁶⁴ P. SEIB, *op. cit.*, p. 106.

défendaient le point de vue que cela ne les force à rien. Ainsi, Jean-Paul Marthoz argumente que « L' « effet CNN » fonctionne en fait à l'envers : plutôt que de forcer des gouvernements à bouger, il permet à ces mêmes gouvernements de justifier, par un appel à l'opinion, leurs propres décisions sur la nature et le moment d'une intervention. »³⁶⁵. Il existe en effet, selon cet auteur, plus d'exemples où les gouvernants ont utilisé les médias à leur avantage, que d'exemples où ces derniers ont réussi à forcer une action politique ou militaire contre le gré des autorités³⁶⁶. Michael Ignatieff est également sceptique quant à l'efficacité de l'effet CNN, et il donne l'exemple de la guerre en Bosnie pour illustrer son propos. Il pense que les images peuvent influencer les réponses humanitaires mais pas les réactions politiques, qui sont seules dictées par les intérêts nationaux des États³⁶⁷. Rony Brauman, président de Médecins Sans Frontières de 1982 à 1994, estime pour sa part que cette crainte des gouvernants n'est pas justifiée car il n'existe pas un « agenda des ONG », qui contiendrait des décisions que ces dernières tenteraient d'imposer aux politiques via la pression des médias³⁶⁸. Il considère que s'il est somme toute normal qu'un gouvernement démocratique s'intéresse à l'opinion publique de ses citoyens, les diplomates ne sont en général pas troublés dans leur travail par la couverture médiatique des missions humanitaires³⁶⁹.

En définitive, nous constatons qu'il n'y a pas de consensus sur l'ampleur de la capacité des médias à influencer les décisions politiques et diplomatiques quant à une situation donnée. Pour illustrer cette controverse, nous pouvons citer deux auteurs qui tirent des conclusions opposées sur ce point. Ainsi, Kalyango soutient que la médiatisation peut pousser les gouvernants à agir et cite d'autres études en ce sens, décrétant : « Pike suggère que la couverture des nouvelles télévisées internationales impacte et mobilise la conscience des élites nationales et des institutions publiques; et contraint les gouvernements occidentaux à entreprendre des actions humanitaires pour assister les citoyens en conflit et défavorisés du Tiers-Monde, particulièrement en Afrique. Cette supposition a été soutenue par plusieurs

³⁶⁵ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 164.

³⁶⁶ J.-P. MARTHOZ, *ibidem*, p. 164.

³⁶⁷ M. IGNATIEFF, *op. cit.*, p. 385.

³⁶⁸ R. BRAUMAN, « La communication ... », *op. cit.*, p. 109.

³⁶⁹ R. BRAUMAN, « La communication ... », *ibidem*, p. 110.

érudits dans la dernière décennie ... »³⁷⁰. À l'inverse, Marthoz déclare que « Aucune étude n'a vraiment établi scientifiquement le lien entre la médiatisation d'une crise, la réaction de l'opinion publique et la nature d'une décision politique. »³⁷¹. Il ne nous appartient pas de trancher ce débat dans ce travail, et nous nous contenterons d'indiquer que des recherches supplémentaires sur le sujet seraient intéressantes pour faire progresser la discussion, car des décisions politiques sont toujours nécessaires pour résoudre les problèmes que les humanitaires s'attachent à soulager.

Sous-section 4. Le risque d'instrumentalisation des médias et des humanitaires par les militaires et les politiques

Lorsque les crises humanitaires ont lieu dans le cadre de conflits armés menés, en partie au moins, par des États, la situation se complique tant pour les acteurs humanitaires que pour les médias, car ils courent le risque d'être instrumentalisés et utilisés dans le cadre d'une stratégie militaire.

En général, les organismes humanitaires sont les mieux placés pour travailler dans des contextes de conflits armés. Pour pouvoir opérer dans une relative sécurité, les humanitaires doivent en effet réussir à obtenir la confiance de toutes les parties au conflit. Cette confiance passe entre autres par la certitude des belligérants que les humanitaires n'ont pas d'autres objectifs que d'apporter de l'aide aux populations civiles, en toute neutralité et impartialité. Dans ces contextes de guerre, les États, même lorsqu'ils agissent avec une certaine vocation humanitaire, sont en revanche directement suspectés de poursuivre d'autres objectifs, économiques, sécuritaires ou diplomatiques par exemple³⁷². Une preuve que la neutralité des organisations humanitaires est essentielle est le fait que les organisations humanitaires qui sont associées à des belligérants, dans l'esprit des populations des pays où elles travaillent, ne peuvent pas travailler³⁷³.

³⁷⁰ La citation originale, en anglais, est la suivante : « Pike suggests that international television news coverage impacts and mobilizes the conscience of national élites and public institutions; and compell Western governments to take humanitarian actions to assists the conflicted and deprived citizens of the third world, particularly in Africa. That assumption was supported by several scholars in the past decade ... ». Y. KALYANGO Jr., *op. cit.*, p. 161.

³⁷¹ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 163.

³⁷² R. BRAUMAN, « Emotion ... », *op. cit.*, p. 12.

³⁷³ R. BRAUMAN, « Emotion ... », *ibidem*, p. 18.

Les organisations humanitaires doivent rester vigilantes quant à l'utilisation qui peut être faite par les militaires des informations qu'elles possèdent du fait de leur présence généralement continue sur le terrain. Les déclarations de violations des droits de l'homme faites par des organisations peuvent, par exemple, être détournées pour justifier certaines opérations militaires³⁷⁴. Par ailleurs, en mettant uniquement en avant les victimes, les humanitaires peuvent contribuer à brouiller, dans l'esprit du public, les enjeux d'un conflit et empêcher que certaines questions sur la réalité politique ou militaire de celui-ci ne soient posées³⁷⁵.

Quant aux journalistes, les implications politiques des opérations humanitaires devraient toujours leur imposer de faire leur travail de façon indépendante et professionnelle³⁷⁶, mais c'est particulièrement vrai lorsque des acteurs militaires sont également impliqués. Différents chercheurs ont constaté « un abandon des normes et valeurs journalistiques telles que la neutralité, la recherche des faits et l'objectivité, au profit de la loyauté patriotique, durant les guerres. »³⁷⁷. Il est d'autant plus important que les journalistes ne se satisfassent pas des informations données par les services de communication des état-majors³⁷⁸ que l'information et son contrôle sont des composantes clés de la stratégie militaire dans le cadre d'interventions étatiques militaro-humanitaires³⁷⁹.

La guerre au Yémen ne rentre pas entièrement dans ce cadre d'analyse classique des relations entre humanitaires, médias et militaires. Les États occidentaux ne sont en effet pas impliqués directement au Yémen, il n'y ont pas envoyé de soldats dont il faudrait protéger l'image et la légitimité. Cependant, le soutien de ces États à la coalition, et en particulier à l'Arabie saoudite, les implique, ne serait-ce qu'indirectement, dans ce conflit, ce qui rend ce cadre d'analyse pertinent.

³⁷⁴ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 168.

³⁷⁵ J.-P. MARTHOZ, *ibidem*, p. 169.

³⁷⁶ A. LALIBERTÉ, *op. cit.*, p. 162.

³⁷⁷ A. LALIBERTÉ, *ibidem*, p. 166.

³⁷⁸ R. BACKMAAN, *op. cit.*, p. 101.

³⁷⁹ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 156.

Section 2. La faible couverture médiatique du conflit armé au Yémen

Le postulat de départ de notre travail était que le conflit yéménite est peu au coeur de l'actualité en Europe et en Amérique du Nord, ce qui nous interpellait quant au diagnostic posé par le Secrétaire général des Nations Unies de la situation humanitaire au Yémen comme étant actuellement la « pire crise humanitaire au monde ». Il est irréalisable, dans le cadre de ce travail, de récolter des données statistiques précises sur la couverture médiatique de la guerre au Yémen dans les médias occidentaux. Nous ne pouvons donc pas définitivement confirmer ou infirmer notre hypothèse de départ, bien que nous puissions à cet égard noter deux éléments intéressants. D'une part, notre impression personnelle s'est trouvée confirmée dans de nombreux articles que nous avons lu dans le cadre de ce travail. Plusieurs auteurs, que nous listions en introduction, font le constat que le Yémen est un conflit « oublié » ou « ignoré » dans les médias. D'autre part cependant, cette impression doit être relativisée, selon une personne travaillant au centre opérationnel français de Médecins Sans Frontières (MSF). Si le Yémen ne fait effectivement pas régulièrement la une des journaux télévisés, cette personne constate que d'autres pays en proie à des difficultés humanitaires, principalement en Afrique, sont encore moins couverts par les journalistes.

Sous-section 1. Les hypothèses pouvant expliquer la discrétion de la guerre au Yémen dans les médias traditionnels occidentaux

Plusieurs facteurs peuvent apporter des éléments de réponse à l'une des questions que nous posions en introduction de ce travail : comment expliquer le peu d'intérêt accordé à la guerre au Yémen, et à la situation humanitaire catastrophique qui en résulte, dans les médias occidentaux traditionnels ?

Le premier facteur, et le plus important, est le manque d'accès au terrain. Nous recevons peu d'informations sur la situation au Yémen car la coalition saoudienne a fermé le pays à la presse internationale³⁸⁰. Depuis le début de l'année 2017, les journalistes et les membres

³⁸⁰ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 11; L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 9; « Yémen, la guerre occultée : un reportage exceptionnel du "Monde" », *Le Monde*, 4 août 2017, mis à jour le 5 août 2017, consulté en ligne le 17 mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2017/08/04/yemen-la-guerre-occultee-un-reportage-exceptionnel-du-monde_5168647_1667193.html; MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, « Yémen : une population exsangue », consulté en ligne le 15 mars 2019, <https://www.msf.fr/eclairages/yemen-une-population-exsangue>.

d'organisations de défense des droits de l'homme ne peuvent plus profiter des vols des organisations humanitaires ou des agences onusiennes pour se rendre au Yémen³⁸¹. Ils doivent prendre des vols commerciaux à destination des zones contrôlées par les forces gouvernementales, et ensuite voyager à travers le pays et les lignes de front s'ils veulent se rendre dans les provinces contrôlées par les Houthis, ce qui est dangereux³⁸². Ces informations nous ont été confirmées une personne travaillant pour MSF France. Celle-ci nous a confié qu'il est très difficile pour les journalistes d'obtenir des visas pour se rendre au Yémen, et il est même plus difficile pour les équipes de communication des organisations humanitaires d'obtenir des visas que pour les autres membres de leur personnel. Une fois sur place, il est difficile de circuler, particulièrement dans les zones du pays les plus touchées par le conflit. Dans les zones contrôlées par les rebelles houthistes au Nord du pays, il n'est pas possible, tant pour les journalistes que pour les humanitaires, de se déplacer sans être accompagné par un membre de ce groupe³⁸³.

Deuxièmement, la complexité géopolitique de ce conflit explique sans doute en partie le peu de temps et d'espace qui lui sont dédiés dans les médias³⁸⁴. Le temps est précieux dans le monde de la télévision, c'est pourquoi il est plus facile de choquer et d'émouvoir, en se contentant de montrer les victimes d'un conflit avec un discours simple³⁸⁵. Or la guerre au Yémen n'est pas simple, elle est faite d'alliances qui se font et se défont, d'intérêts divergents tant nationaux que régionaux, d'oppositions tribales et confessionnelles. Le format télévisé ne se prête pas aux explications longues et compliquées sur les tenants et aboutissants d'un conflit enlisé depuis plusieurs années.

Troisièmement, l'implication indirecte de plusieurs puissances occidentales pourrait expliquer leur gêne par rapport à la guerre au Yémen³⁸⁶. Divers États ont passé d'importants contrats d'armement avec l'Arabie saoudite, ce qui les place devant un dilemme de taille : maintenir

³⁸¹ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 11; AMNESTY INTERNATIONAL, « Yémen ... », *op. cit.*, p. 2.

³⁸² Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 11.

³⁸³ J. APARAC, *op. cit.*, p. 7.

³⁸⁴ L. BONNEFOY, « Les faux-semblants ... », *op. cit.*, p. 7; L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 19; F. MERMIER, *op. cit.*, p. 14.

³⁸⁵ R. BACKMANN, *op. cit.*, pp. 68-69 et 95.

³⁸⁶ Comme le formule Laurent Bonnefoy : « ... dans les médias et chancelleries européennes et nord-américaines, le long désintérêt pour la guerre et le sort des Yéménites a pu découler d'une forme de complicité honteuse. ». L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *op. cit.*, p. 23.

ces contrats et en tirer les bénéfices économiques ou se retirer de ces contrats pour pouvoir mettre l'Arabie saoudite sous pression pour qu'elle mette fin à son engagement militaire au Yémen³⁸⁷ ? Pour l'instant, les États semblent opter pour la première option et renoncer à exercer la pression requise sur les autorités saoudiennes pour tenter de mettre fin à la guerre³⁸⁸. Ces États se retrouvent donc complices d'une coalition qui est accusée de commettre des crimes de guerre, et qui dans tous les cas contribue fortement à la situation humanitaire catastrophique du Yémen. Il ne semble pas déraisonnable d'imaginer que ces États ne souhaitent dès lors pas que le conflit yéménite, et leur rôle dans celui-ci, fasse la une des journaux.

Sous-section 2. La couverture du conflit par les médias locaux

Bien que nous n'ayons pas la possibilité de consulter ni surtout de comprendre les médias yéménites, il nous semble important de les mentionner, et de souligner deux éléments en particulier.

D'abord, les médias locaux informent les opinions des Yéménites, et ils disposent dès lors de la capacité d'influencer, tant positivement que négativement, la situation dans le pays. Ainsi, ils peuvent promouvoir les organisations humanitaires qui travaillent dans le pays, ou à l'inverse susciter la méfiance à leur encontre, ce qui selon les cas pourrait aider ou bloquer davantage ces organisations. Si la fin de la guerre se profile, ils pourraient encourager ou décourager l'acceptation par la population d'éventuels accords de paix. Les exemples historiques montrent qu'ils peuvent également, malheureusement, contribuer aux ressentiments, voire aux sentiments de haine, entre les belligérants, ce qui peut enflammer ou prolonger le conflit³⁸⁹. Dans le cas du Yémen, nous pouvons mentionner que le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans sa résolution 2201 du 15 février 2015, se disait « gravement préoccupé par la prise de contrôle par les Houthis d'organes médiatiques d'État » et condamnait « l'utilisation des médias pour inciter à la violence »³⁹⁰. L'influence des médias

³⁸⁷ L. BONNEFOY, « Yémen : comprendre ... », *ibidem*, p. 24.

³⁸⁸ F. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, p. 97.

³⁸⁹ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, pp. 160-161.

³⁹⁰ Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2201, 15 février 2015, p. 3.

locaux sur la situation humanitaire au Yémen n'est donc pas à sous-estimer, bien que nous n'ayons pas l'occasion de nous pencher davantage sur cet aspect de la problématique.

Un autre élément à prendre en compte est que la liberté d'expression de la population yéménite, et partant, des journalistes yéménites, a été fortement restreinte par toutes les parties belligérantes³⁹¹. Dans le Sud du pays, les forces gouvernementales ont arrêté des manifestants et des journalistes qui se montraient critiques des opérations militaires, tandis que des groupes alliés du Conseil de Transition du Sud ciblent les journalistes associés à Hadi et que les forces de sécurité soutenues par les Émirats arabes unis intimident les personnes perçues comme critiques des actions de ce pays³⁹². Dans le Nord du Yémen, les Houthis ont bloqué des sites d'information, censuré des chaînes de télévision et empêché la publication de journaux, ainsi que conduit des attaques contre des bureaux de médias et d'ONG. Des journalistes et des citoyens critiques du conflit, ou perçus comme partisans des opposants au groupe, ont été intimidés, mis en prison, parfois maltraités et torturés³⁹³.

Section 3. La communication des organisations humanitaires sur la crise

Que la situation soit couverte par les médias traditionnels ou non, les organisations humanitaires communiquent de plus en plus en parallèle sur leurs actions, et de façon professionnelle³⁹⁴. Elles peuvent publier des revues, des magazines, voire des ouvrages complets, réaliser des courtes vidéos ou des films, organiser des conférences, ...³⁹⁵ Avec ces différents moyens de communication, les organisations humanitaires poursuivent différents objectifs, à savoir informer, se mettre en valeur et se démarquer des autres organisations, et susciter des dons³⁹⁶.

³⁹¹ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 11; AMNESTY INTERNATIONAL, « Yémen ... », *op. cit.*, p. 2.

³⁹² AMNESTY INTERNATIONAL, *Disparitions* ..., *op. cit.*, p. 3.

³⁹³ Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris ..., *op. cit.*, p. 12.

³⁹⁴ F. CARION, « La communication associative : à la recherche d'un équilibre entre logique fonctionnelle et logique relationnelle ? », *Dagenais*, 2010, p. 193.

Au sein de certaines organisations, entre 10 et 20% du budget total de l'organisation est dédié à la communication. R. BRAUMAN, « La communication ... », *op. cit.*, p. 113.

Les organisations humanitaires recourent d'ailleurs parfois à des journalistes ou des photographes professionnels pour médiatiser leurs actions. Y. LAVOINNE, *op. cit.*, p. 80.

³⁹⁵ R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 91; Y. PREISWERK, « L'ingérence humanitaire et les médias », *Dérives humanitaires*, sous la dir. de M.-D. Perrot, Graduate Institute Publications, 1994, p. 120.

³⁹⁶ F. CARION, *op. cit.*, pp. 194 et 204; Y. PREISWERK, *op. cit.*, p. 119.

Cette communication des organisations humanitaires doit être d'autant plus prise en compte que le public leur fait parfois plus confiance qu'aux États³⁹⁷ ou à la presse³⁹⁸. La professionnalisation de leurs communications s'explique d'ailleurs en partie par leur prise de conscience que cette confiance s'accompagne pour elles d'importantes responsabilités, notamment en termes de qualité de leurs analyses et de cohérence dans leurs prises de position³⁹⁹. La crédibilité des organisations humanitaires, essentielle au long terme pour le fonctionnement de leurs activités, dépend en effet de la qualité et de la véracité des informations qu'elles présentent⁴⁰⁰.

Rony Brauman dénonce ces notions d'information ou de magazine humanitaires. Il soutient d'une part qu'une communication uniquement centrée sur l'action humanitaire n'aurait pas de sens, qu'elle ne serait qu'une répétition de la description des situations difficiles vécues partout dans le monde ou qu'une série d'images semblables qui finirait par lasser, voire indisposer⁴⁰¹. Il argue d'autre part qu'une telle information serait dangereuse, car en privant les images de leur contexte politique et social, l'information humanitaire permettrait encore davantage au public de se satisfaire de son manque de compréhension⁴⁰².

La façon dont les organisations humanitaires peuvent utiliser leurs divers moyens de communication semble permettre d'éviter ces dérives. Ainsi, si un mail peut ne contenir que des images choquantes et des slogans accrocheurs pour amener le destinataire à faire un don, il peut à l'inverse contenir des informations détaillées sur les actions de l'organisation, qui peuvent amener à une plus grande conscientisation du receveur⁴⁰³. En ce sens, Florence Carion argue même que le recours des organisations à des publications propres est primordial, car celles-ci permettent une conscientisation permanente du public de l'organisation⁴⁰⁴. De plus, le fait pour les humanitaires de disposer de leurs propres moyens de communication, et

³⁹⁷ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 32.

³⁹⁸ En 1996, René Backmann constatait ainsi que la crédibilité des médias, tant la radio que la télévision et la presse écrite, auprès du public français était en diminution constante depuis 1989. R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 67; J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 168.

³⁹⁹ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 32.

⁴⁰⁰ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 170.

⁴⁰¹ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, pp. 45-46.

⁴⁰² R. BRAUMAN, « La pitié ... », *ibidem*, p. 46.

Les journalistes ont aussi une responsabilité à cet égard. J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 173.

⁴⁰³ F. CARION, *op. cit.*, pp. 202-203.

⁴⁰⁴ F. CARION, *ibidem*, p. 205.

donc de ne pas être dépendants des médias, leur permet de ne pas être orientés uniquement sur les régions ou les crises qui attirent l'intérêt de ces derniers. Or c'est en restant fidèles au principe selon lequel l'action humanitaire doit être justifiée uniquement par les besoins et les souffrances des personnes que les organisations peuvent maintenir leur légitimité aux yeux du public et donc leur efficacité⁴⁰⁵.

Nous allons brièvement présenter la façon dont deux organisations humanitaires internationales (le Comité International de la Croix-Rouge et Médecins Sans Frontières) communiquent sur la situation humanitaire au Yémen et les actions qu'elles ont mis en place sur le terrain. Nous avons choisi ces deux organisations car elles sont présentes au Yémen depuis plusieurs années, mais aussi car leurs philosophies quant au rôle de témoignage des acteurs humanitaires sont en théorie inverses l'une de l'autre : la Croix-Rouge promeut la confidentialité⁴⁰⁶ tandis que MSF fut créée avec l'objectif de dénoncer les situations humanitaires auxquelles ses membres étaient confrontés. Dans un souci de cohérence, nous ne nous attarderons pas sur les informations partagées par ces organisations sur les réseaux sociaux, mais nous signalons que les deux organisations utilisent ces moyens de communication de façon régulière pour transmettre des informations sur leurs activités ou pour mettre en lumière des thématiques qui leur tiennent à coeur.

Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) fut créé en 1863 par Henri Dunant, suite à la bataille de Solferino. Son premier but fut de limiter ce qui était permis en temps de guerre, ce qui aboutit notamment aux quatre Conventions de Genève de 1949, que l'organisation s'attache à faire respecter. Conséquemment, le CICR s'occupe notamment de la protection et de l'assistance aux prisonniers de guerre ainsi que de l'aide matérielle, principalement médicale, aux blessés, sans considération pour leur camp⁴⁰⁷. La première mission humanitaire d'envergure du CICR eut lieu au Biafra en 1968⁴⁰⁸.

⁴⁰⁵ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 170.

⁴⁰⁶ Pour plus d'informations, voy. « Doctrine sur l'approche confidentielle du Comité international de la Croix-Rouge », *International review of the Red Cross*, décembre 2012, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/review/2012/irrc-887-confidentiality-fre.pdf>.

⁴⁰⁷ A. DE WAAL, *op. cit.*, p. 63; « Histoire du CICR », *Comité international de la Croix-Rouge*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.icrc.org/fr/histoire-du-cicr>.

⁴⁰⁸ A. DE WAAL, *op. cit.*, p. 63.

Le CICR est actuellement présent dans quatre villes du Yémen (Sanaa, Saada, Taëz et Aden) et y met en place des projets dans différents domaines, dont l'eau et l'assainissement, les soins médicaux d'urgence, les conditions de détention et la fourniture de biens de première nécessité⁴⁰⁹. En 2017, l'opération au Yémen était la sixième plus importante de l'organisation, en termes de dépenses⁴¹⁰.

Le CICR communique régulièrement sur la situation au Yémen sur son site internet, où une page est entièrement dédiée à ce pays⁴¹¹. Les articles y sont disponibles, notamment, en anglais et en français. Le contenu des publications est varié : reportages, communiqués de presse, photos et vidéos, informations sporadiques sur les actions menées par le CICR dans le pays, ... Nous notons que bien que des informations soient disponibles sur l'actualité du conflit au Yémen et sur certaines actions spécifiques menées par le CICR, nous n'avons pas trouvé de compte-rendu clair et global des projets mis en place dans le pays et de leurs résultats.

L'organisation Médecins Sans Frontières fut créée à Paris en décembre 1971 par des médecins et journalistes français qui souhaitaient « une organisation médicale d'urgence libre de sa parole et ses actes »⁴¹². L'objectif de MSF est de fournir de l'assistance médicale aux populations dont la vie ou la santé sont menacées, dans tous les contextes et partout dans le monde⁴¹³. La particularité de MSF, dès sa création, fut de recourir principalement à des dons privés et donc de ne pas dépendre des bailleurs de fonds institutionnels⁴¹⁴. De plus, l'organisation s'est toujours adressée au public dans son ensemble, car elle ne disposait pas d'une base sociale définie à sa création. Ceci l'a amenée à recourir régulièrement à la presse, et les dirigeants de MSF ont rapidement perçu l'efficacité de cette méthode. Aujourd'hui, la

⁴⁰⁹ « Yémen », *Comité international de la Croix-Rouge*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.icrc.org/fr/ou-nous-intervenons/middle-east/yemen>.

⁴¹⁰ COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE, *L'humanité en action - Bilan Annuel 2017*, juin 2018, p. 9.

⁴¹¹ Pour plus d'informations, voy. <https://www.icrc.org/en/where-we-work/middle-east/yemen>.

⁴¹² « Notre histoire », *Médecins Sans Frontières*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.msf.fr/decouvrir-msf/notre-histoire>.

⁴¹³ « Notre histoire », *ibidem*.

⁴¹⁴ En 2017, les ressources institutionnelles ne constituaient que 2,1% du budget de l'organisation. « Transparence financière », *Médecins Sans Frontières*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.msf.fr/decouvrir-msf/transparence-financiere>.

communication est toujours une ressource centrale de l'organisation, car les dons récoltés au sein du grand public lui permettent de continuer à rester financièrement indépendante⁴¹⁵.

Quant aux projets de MSF au Yémen, nous nous sommes concentrés sur ceux menés par l'association de coordination française de l'organisation⁴¹⁶. La personne travaillant pour MSF France avec qui nous nous sommes entretenus nous a expliqué que le Yémen représente actuellement l'une des opérations les plus importantes de MSF France, tant en termes de moyens que d'effectifs⁴¹⁷. Actuellement, environ 2000 membres de staff MSF travaillent au Yémen, dans les 12 hôpitaux MSF opérationnels⁴¹⁸ et les nombreuses structures locales que l'organisation soutient également. Depuis janvier 2015, près de 5000 tonnes de matériel médical ont été envoyés par MSF France sur le terrain.

MSF France communique également très régulièrement sur la situation au Yémen sur son site internet. Tout comme le contenu du CICR, celui-ci est disponible en anglais, en français et dans plusieurs autres langues. Les publications sont aussi variées : reportages, communiqués de presse, photos et vidéos, prises de position, informations concrètes sur les projets de MSF France dans le pays, ... Les rapports annuels de MSF contiennent des informations encore plus détaillées sur les objectifs, les moyens et les résultats des projets mis sur pied au Yémen, ainsi que dans tous les pays d'intervention de l'organisation⁴¹⁹. L'organisation fournit donc des informations précises et concrètes sur ses projets, à l'inverse du CICR.

⁴¹⁵ R. BRAUMAN, « La communication ... », *op. cit.*, p. 112.

⁴¹⁶ Sur les cinq associations responsables de la coordination des interventions de MSF, seules les associations françaises et suisses sont impliquées au Yémen. Nous nous sommes concentrés sur les activités menées par MSF France car nous avons eu des contacts privilégiés avec une employée du centre opérationnel de Paris.

⁴¹⁷ Toutes les informations sur l'opération de MSF France au Yémen sont disponibles sur le site internet de l'organisation, avec plus de détails que ce que nous en exposons ici.

⁴¹⁸ Pour une carte reprenant la localisation des activités de MSF France au Yémen en décembre 2018, voy. annexe 14.

⁴¹⁹ Dans le rapport le plus récent que nous ayons pu nous procurer, le rapport annuel 2017 publié suite à l'Assemblée générale de l'organisation des 9 et 10 juin 2018, le Yémen est mentionné à plusieurs reprises : d'abord dans le cadre du traitement du choléra et ensuite dans une analyse spécifique du projet mis en place par MSF (tous centres opérationnels confondus) dans ce pays. Voy. MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Rapport annuel 2017*, 47e Assemblée générale de Médecins Sans Frontières, 9-10 juin 2018, pp. 30-31, 34-36 et 123-125.

Section 4. L'impact de la faible couverture médiatique de la crise sur la situation humanitaire au Yémen

Nous avons exposé trois facteurs (manque d'accès au terrain, complexité du conflit et implication des États occidentaux) qui peuvent expliquer pourquoi le conflit armé au Yémen est relativement discret dans les médias occidentaux, même si nous avons aussi vu que cette discrétion médiatique doit être relativisée. Mais quel est finalement le rôle de la médiatisation d'un évènement dans l'importance qui sera accordée à celui-ci sur la scène internationale ? Dans cette section, nous commencerons par exposer une théorie de Rony Brauman. Cette théorie nous intéresse car elle distingue quatre conditions qui permettent d'expliquer pourquoi un évènement en particulier devient une crise face à laquelle la communauté internationale se trouve obligée de réagir. Nous allons détailler ces quatre conditions avant de les appliquer à la guerre au Yémen, dans le but de vérifier si cette théorie permet d'expliquer pourquoi la communauté internationale ne se préoccupe pas davantage de cette situation. Nous nous intéresserons ensuite aux conséquences éventuelles d'une absence de médiatisation d'une crise humanitaire sur la situation des travailleurs humanitaires sur le terrain.

La première condition de Brauman est ce qu'il appelle le « robinet à images »⁴²⁰. Sa théorie est que les images, et non les mots, peuvent transformer un fait en évènement international, mais seulement si ces images sont disponibles en continu et au quotidien, pour obtenir un effet cumulatif. Ainsi selon lui, la télévision est le seul média capable de susciter une mobilisation de masse, si et seulement si par ailleurs les autres conditions sont rencontrées⁴²¹. D'autres auteurs tirent la même conclusion que Brauman. Ainsi, Marthoz décrète que « Pour déclencher des phénomènes d'opinion, la télévision en effet a besoin de direct, de permanence et de volume. »⁴²².

La deuxième condition est la non-concurrence. Brauman estime que l'évènement en question doit être isolé, ou ne pas avoir de concurrent dans les médias, pour pouvoir être mis en lumière. Il dit ainsi que « la médiatisation d'une famine ou d'une guerre "interdit"

⁴²⁰ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 48.

Cette première condition peut être rapprochée de la « loi du tapage » de Bernard Kouchner, qui déclarait : « Sans image, pas d'indignation ». Y. LAVOINNE, *op. cit.*, p. 75.

⁴²¹ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 48.

⁴²² J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 166.

durablement la médiatisation d'une autre famine et d'une autre guerre, l'effet d'éviction se prolongeant plusieurs mois au-delà de la période de médiatisation »⁴²³. Tout se passe, selon lui⁴²⁴, comme si le public ne pouvait pas supporter plus d'une crise à la fois, ou serait trop accablé si les journaux télévisés enchaînaient semaine après semaine les images de différentes catastrophes partout dans le monde⁴²⁵. Cette lassitude est la conséquence d'une certaine fatigue émotionnelle, liée au fait que les émotions humaines ne surviennent pas automatiquement et qu'elles ne peuvent se répéter sans fin⁴²⁶. Ce qui est décrit ici par Brauman est aussi connu sous le nom d'« outrage fatigue »⁴²⁷, ou lassitude de l'indignation en français. Selon cette théorie, à l'opposé du spectre par rapport au manque d'images, le trop plein d'images ou d'informations n'est pas non plus bénéfique pour susciter une réaction publique ou politique à une crise⁴²⁸.

La troisième condition posée par Brauman est la médiation. Un médiateur familier de l'audience, qu'il s'agisse d'une célébrité ou d'un membre d'une organisation humanitaire, doit présenter l'évènement au grand public, et faire ainsi le lien entre les victimes de cet évènement et les téléspectateurs. Ce qu'il faut en fait aux gens, selon Brauman, c'est que les images de souffrances soient rapidement accompagnées d'images d'apaisement de ces souffrances⁴²⁹.

La quatrième condition est l'innocence des victimes. Brauman explique qu'il ne suffit pas qu'une population souffre pour être perçue comme victime par les publics occidentaux. Les

⁴²³ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 49.

⁴²⁴ D'autres partagent ce point de vue, notamment René Backmann, qui dit « Aujourd'hui comme hier, il reste presque inimaginable de voir évoquées dans le même journal télévisé deux guerres ou deux famines. ». R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 94.

⁴²⁵ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 49.

Le cas de la Somalie en 1991-1992 peut être un exemple qui confirme cette hypothèse. Les médias ne se sont intéressés que tardivement à la famine qui sévissait dans ce pays suite à la guerre civile, car la guerre du Golfe puis l'opération « Provide Comfort » au Kurdistan ont eu lieu au même moment. La médiatisation de ces deux évènements auraient donc empêché, ou du moins retardé, la médiatisation de la famine en Somalie. R. BACKMANN, *op. cit.*, p. 98.

⁴²⁶ R. BRAUMAN, « Emotion ... », *op. cit.*, p. 11.

⁴²⁷ On parle aussi de « compassion fatigue », ou lassitude compassionnelle. Par manque de place nous ne pouvons que mentionner cette théorie dans ce travail. Pour plus d'informations, voy. notamment S. D. MOELLER, *Compassion Fatigue: How The Media Sell Disease, Famine, War and Death*, Taylor & Francis, 1999; S. SONTAG, *Regarding the pain of Others*, Farrar, Straus & Giroux, 2003; E. GABBERT, « Is compassion fatigue inevitable in an age of 24-hour news ? », *The Guardian*, 2 août 2018, consulté en ligne le 15 mars 2019, <https://www.theguardian.com/news/2018/aug/02/is-compassion-fatigue-inevitable-in-an-age-of-24-hour-news>; J.-P. PIERRON, « L'indignation », *Études*, 2012, pp. 57-66.

⁴²⁸ J.-P. MARTHOZ, *op. cit.*, p. 167.

⁴²⁹ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, pp. 49-50.

victimes doivent en plus paraître innocentes, non menaçantes. C'est ainsi que l'on s'émeut plus facilement pour les victimes d'une catastrophe naturelle, qui sont par définition innocentes, que pour celles d'un conflit armé, sur lesquelles plane souvent un doute de complicité des atrocités commises par les belligérants⁴³⁰. N'oublions pas que l'émotion est centrale dans la capacité de mobilisation des humanitaires.

Lorsque nous appliquons ces quatre conditions au conflit armé au Yémen, force est de constater qu'aucune d'entre elles n'est remplie. Il suffirait, selon la théorie de Brauman, qu'une seule de ces conditions manque pour qu'un événement ne devienne pas une crise capable de capter l'attention de la communauté internationale, mais nous allons tout de même détailler en quoi les quatre conditions font défaut quant à la situation yéménite.

Premièrement, la guerre au Yémen ne fait pas l'objet d'une couverture médiatique quotidienne continue, qui permettrait, au fil du temps et d'une accumulation d'images, de créer des émotions suffisamment fortes dans les populations occidentales que pour inciter celles-ci à se mobiliser. Des articles de presse, papiers et électroniques, existent sur le sujet, mais celui-ci est par contre quasiment absent des écrans de télévision. Les images du conflit, et des civils qui en subissent les conséquences, sont donc trop rares que pour pouvoir constituer le flux continu nécessaire selon Brauman.

Deuxièmement, le conflit armé au Yémen est malheureusement loin d'être isolé. La guerre en Syrie, notamment, qui a également débuté suite aux manifestations de 2011 dans cet État, a été plus médiatisée en Occident que la guerre au Yémen. Par ailleurs, de nombreux autres conflits ou catastrophes naturelles ont eu lieu depuis lors, attirant plus ou moins fortement l'attention des médias selon les cas.

La troisième condition est la seule qui pourrait être considérée comme partiellement remplie, de notre point de vue. Différentes personnalités, telles que Iona Craig, Radhya Al-

⁴³⁰ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *ibidem*, p. 50; R. BRAUMAN, « Emotion ... », *op. cit.*, p. 14.

Mutawakel⁴³¹ et Tawakkol Karman⁴³², ont attiré l'attention sur la situation humanitaire désastreuse du Yémen. Ces personnes pourraient servir de médiateurs, pour reprendre la terminologie utilisée par Brauman. Cependant, nous pensons qu'elles ne disposent pas suffisamment, en tout cas à l'heure actuelle, du statut de « célébrités » pour pouvoir être pleinement considérées comme telles.

Enfin quatrièmement, les victimes civiles du conflit yéménite ne sont probablement pas perçues comme entièrement innocentes par les audiences occidentales, bien que cela soit regrettable selon nous. La complexité géopolitique du conflit et les différences culturelles et confessionnelles entre le Yémen et l'Occident contribuent sans doute à souligner la distance qui existe entre ce pays et les nôtres, et à entretenir la confusion ou la méfiance de certains quant au statut des civils pris dans le conflit. L'épidémie de choléra et le risque grandissant de famine, bien que tous deux des conséquences directes du conflit, ont plus facilement, nous semble-t-il, suscité des émotions de pitié ou de compassion pour les Yéménites dans les sociétés occidentales, ce qui soutient la théorie de Brauman. Il s'agit en effet là de problèmes de santé qui peuvent toucher tous les êtres humains, sans distinction de nationalité, de sexe, de culture ou de religion, et qui peuvent donc plus aisément faire naître de la compassion.

Le conflit au Yémen ne semble donc pas susceptible de devenir prochainement un fait d'actualité qui mobilise la communauté internationale dans son ensemble. Il semble aujourd'hui que seule la survenance d'un événement extraordinaire pourrait susciter une réaction internationale d'envergure. Le meurtre du journaliste saoudien dissident Jamal

⁴³¹ Radhya Al-Mutawakel est la co-fondatrice de l'organisation yéménite de défense des droits de l'homme Mwatana, qui travaille pour documenter les violations commises par toutes les parties belligérantes du conflit au Yémen. Elle fait partie de la liste des 100 personnes les plus influentes de 2019 du magazine *Time*, voy. <http://time.com/collection/100-most-influential-people-2019/5567676/radhya-almutawakel>.

⁴³² Tawakkol Karman est une journaliste et la co-fondatrice du groupe *Women Journalists Without Chain* (Les Femmes Journalistes Sans Chaînes), qui promeut la liberté d'expression. Elle a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2011, pour sa lutte non-violente en faveur de la sécurité des femmes et pour les droits des femmes de participer pleinement au travail de construction de la paix. Pour plus d'informations, voy. <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/2011/karman/facts/>.

Khashoggi⁴³³ a semblé un temps pouvoir être un tel événement, notamment de par les réactions qu'il a suscité aux États-Unis et à travers le monde. Suite à cette affaire en effet, le Sénat puis la Chambre des représentants américains ont voté une résolution pour mettre fin au soutien américain à la coalition saoudienne dans la guerre au Yémen⁴³⁴. Malgré le fait que cette résolution était soutenue tant par les Démocrates que les Républicains, le président Trump y a mis son veto⁴³⁵. L'outrage collectif qui a suivi le meurtre de Khashoggi n'aura donc pas suffi à influencer la position des États-Unis, dans le conflit au Yémen⁴³⁶.

L'intense médiatisation d'une crise humanitaire, selon la théorie de Brauman, est un élément indispensable pour susciter une réponse internationale à cette crise. Au vu de la faible couverture médiatique de la guerre au Yémen, nous nous intéressons maintenant aux conséquences éventuelles de la faible médiatisation d'une crise humanitaire sur celle-ci. Nous en arrivons donc à une autre question que nous posons en introduction de ce travail : le manque d'intérêt pour la crise yéménite influence-t-il la capacité des organisations humanitaires d'apporter de l'aide aux populations dans le besoin sur place ? Pour tenter de répondre à cette question, nous avons contacté diverses organisations humanitaires qui gèrent

⁴³³ Jamal Khashoggi était un journaliste saoudien, critique de son gouvernement, qui écrivait notamment une colonne pour le journal américain *The Washington Post*. Il a disparu le 2 octobre 2018 alors qu'il s'était rendu à l'ambassade saoudienne d'Istanbul. Alors que le gouvernement saoudien avait d'abord prétendu que le journaliste s'était échappé par une porte de secours de l'ambassade, le 22 octobre 2018 il déclarait que le journaliste avait été accidentellement tué lors d'une altercation pendant son rendez-vous. Cette explication avait été accueillie avec méfiance par les politiques occidentaux, et avec raison, car des procureurs saoudiens ont plus tard admis que sa mort avait été préméditée. Au mois de novembre, plusieurs journaux américains annonçaient que la CIA avait conclu que le prince héritier saoudien Mohammed ben Salman avait ordonné l'assassinat de Khashoggi. Le procès des onze hommes accusés du meurtre de Khashoggi a débuté début janvier en Arabie saoudite, mais il est attendu que ce procès suivra le discours officiel du gouvernement saoudien, selon lequel le prince n'était aucunement impliqué dans cette affaire. A. UNDERWOOD, « Saudi journalist Jamal Khashoggi's mysterious disappearance, explained », *Vox*, 11 octobre 2018, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2018/10/9/17950992/jamal-khashoggi-saudi-journalist-killed-missing-turkey-trump-washington-post>; J. KIRBY, « A body double and a "rogue operation": the latest in Jamal Khashoggi news », *Vox*, 22 octobre 2018, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2018/10/22/18008734/saudi-journalist-jamal-khashoggi-body-double-latest-updates>; R. WITHERS, « CIA reportedly concludes that Jamal Khashoggi was killed on the Saudi crown prince's orders », *Vox*, 17 novembre 2018, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/world/2018/11/17/18100004/cia-prince-mohammed-bin-salman-jamal-khashoggi>; J. KIRBY, « Saudi Arabia begins trial for 11 suspects in Khashoggi murder », *Vox*, 3 janvier 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2019/1/3/18166689/khashoggi-trial-saudi-arabia-mbs>, « Les chemins ... », *op. cit.*

⁴³⁴ A. WARD, « Senate passes resolution to end US role in Yemen war », *Vox*, 13 mars 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2019/3/13/18263894/yemen-war-senate-sanders-murphy-lee>; T. GOLSHAN, « Congress passes historic resolution to end US support for Saudi-led war in Yemen », *Vox*, 4 avril 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2019/4/4/18293954/war-powers-resolution-passes-congress-yemen-bds>.

⁴³⁵ T. GOLSHAN, « Trump vetoes Congress's directive to end US involvement in bloody Saudi-led war in Yemen », *Vox*, 17 avril 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2019/4/17/18411863/trump-veto-yemen-resolution-saudi-bernie-sanders>.

⁴³⁶ AMNESTY INTERNATIONAL, *Les droits humains ...*, *op. cit.*, p. 1.

actuellement des projets au Yémen, car il nous a semblé, particulièrement en l'absence de réflexions sur cette question dans la littérature, que les organisations humanitaires étaient les mieux à même de nous apporter des éléments de réponse pertinents. Seule l'organisation Médecins Sans Frontières nous a répondu.

La personne travaillant pour MSF France avec qui nous avons eu la chance de nous entretenir nous a d'abord confirmé ce qui semble aller de soi : la médiatisation aide à influencer le soutien du public occidental pour des projets humanitaires. Dans le cas du Yémen, cette médiatisation a principalement lieu lors d'épisodes de crise aigus, tels que des attaques particulièrement importantes ou meurtrières, l'annonce de nouveaux embargos, ... Elle nous a ensuite expliqué que la médiatisation n'était qu'une facette de l'enjeu de mobilisation du public. La situation au Yémen a toujours été, et est encore actuellement, sujet de collecte de dons au sein de MSF France, et l'organisation communique directement à ses sympathisants sur ce sujet lorsqu'elle en a besoin, par mail notamment. La capacité d'action de MSF n'est donc pas dépendante de la médiatisation d'un événement. MSF est cependant une organisation humanitaire assez atypique, car son financement provient à plus de 90% de dons privés. Il serait intéressant de faire davantage de recherches sur ce sujet pour savoir si d'autres organisations humanitaires se trouvent dans la même position. Un indice en ce sens nous vient d'un autre constat émis par la personne travaillant pour MSF France à qui nous avons parlé. Selon elle, le déploiement humanitaire est énorme au Yémen⁴³⁷. Ceci nous indique que la réponse humanitaire apportée à une situation n'est pas simplement proportionnelle à la couverture médiatique de celle-ci.

⁴³⁷ Elle n'est pas la seule à faire ce constat. Ainsi le Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les affaires humanitaires a déclaré, quant à la situation au Yémen, que « La plus vaste opération humanitaire est en cours », ajoutant que « plus de 200 partenaires apportent aide et protection ». « Pour l'ONU ... », *op. cit.*

Conclusion

En septembre 2019, le conflit yéménite entrera dans sa sixième année. Ce conflit a des conséquences dévastatrices pour la population civile du Yémen, à tel point qu'il est régulièrement fait mention, dans les articles et reportages qui abordent ce sujet, de la « pire crise humanitaire au monde ». Notre impression d'une faible médiatisation de la situation au Yémen, en dépit de ces termes très forts, nous a amené à nous interroger d'une part sur les raisons de cette discrétion du sujet dans les médias occidentaux, et d'autre part à nous poser la question de l'influence des médias sur les missions humanitaires en cours dans le pays.

Notre premier constat est que la guerre et la crise humanitaire au Yémen, bien qu'elles ne soient pas fortement médiatisées, et certainement pas proportionnellement à l'ampleur des besoins de la population civile yéménite, ne sont pas non plus totalement oubliées des médias. Dans nos recherches pour ce travail nous avons pu trouver de nombreuses sources sur ce sujet, qu'elles soient académiques, médiatiques ou partagées par des organisations humanitaires. L'employée de MSF France avec qui nous avons pu discuter nous a expliqué qu'elle partage ce point de vue. Semblant refléter le point de vue de l'organisation sur ce sujet, elle nous a dit que les déclarations de « l'oubli » du Yémen dans les médias doivent être relativisées car les difficultés humanitaires vécues dans d'autres pays, principalement africains, sont encore moins couvertes par les médias occidentaux.

Si le Yémen ne figure pas régulièrement en une des journaux occidentaux, écrits ou télévisés, c'est principalement à cause d'un problème d'accès médiatique. La coalition menée par l'Arabie saoudite contrarie la venue des journalistes internationaux, et une fois arrivés dans le pays, ceux-ci font face à des risques sécuritaires importants et à des difficultés pour se déplacer. Les journalistes nationaux, quant à eux, sont menacés et réprimés par toutes les parties belligérantes. La complexité du conflit et la complicité, de plus en plus avérée, des États occidentaux dans les crimes de guerre commis depuis le début des affrontements jouent également en défaveur de la médiatisation de la situation.

Il est problématique que la situation au Yémen ne soit pas connue avec certitude, car tant les décisions politiques, nationales ou internationales, que la fourniture d'aide humanitaire nécessitent des connaissances factuelles précises pour être optimales. Dans nos recherches

nous avons souvent constaté que des informations contradictoires existaient sur la situation au Yémen, ce qui complique encore la lecture du conflit et de ses conséquences humanitaires. Par exemple, alors que de nombreuses agences onusiennes d'aide, relayées par des organisations humanitaires, annoncent depuis plusieurs mois qu'une famine est imminente au Yémen⁴³⁸, MSF France ne fait pas ce constat⁴³⁹. Comment expliquer ces différentes lectures d'une même situation ? Le terme « famine » serait-il utilisé pour tenter d'attirer l'attention des médias et du public ? Ou encore a-t-il été utilisé pour amener les parties belligérantes à négocier ? Nous n'avons pas la réponse à ces questions, car les sources fiables d'informations sur ce sujet manquent.

Il nous est apparu clairement que la médiatisation d'une crise humanitaire permet d'accroître le soutien manifesté par le public à cette crise. Il n'y a pas de lien direct, cependant, entre le temps et l'espace dédiés à une action humanitaire dans les médias et l'efficacité réelle de ladite action. De nombreuses expériences passées démontrent que la faible médiatisation d'une opération humanitaire n'influence pas nécessairement son succès sur le terrain⁴⁴⁰. D'ailleurs, l'attention accrue à une situation qui peut être apportée par l'éclairage des médias permet certes de sensibiliser le public et donc potentiellement d'augmenter le nombre de dons versés aux organisations humanitaires, mais elle peut également compliquer leur travail sur le terrain, notamment en risquant de compromettre leur neutralité et leur crédibilité.

Quant à l'impact de la faible médiatisation du conflit yéménite sur le travail des organisations humanitaires présentes dans le pays, celui-ci semble être limité, dans le sens où il n'a pas empêché ou ralenti les missions humanitaires au Yémen. Une explication pourrait être le fait que les organisations humanitaires disposent généralement, à l'heure actuelle, de leurs propres moyens de communication. Elles peuvent ainsi, comme le fait MSF France, informer régulièrement leurs membres ou sympathisants sur leurs actions et leur demander des contributions lorsqu'elles en ont besoin, indépendamment de la couverture médiatique qui est

⁴³⁸ Voy. notamment « Pour l'ONU ... », *op. cit.*; « Au Yémen en guerre, la famine frappe et tue des enfants », *La Croix*, 28 octobre 2018, consulté en ligne le 15 mars 2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Au-Yemen-guerre-famine-frappe-tue-enfants-2018-10-28-1300979158>; COLLOMBAT B. et CELLULE INVESTIGATION DE RADIO FRANCE, *op. cit.*

⁴³⁹ Pour plus d'informations sur l'analyse de MSF France, voy. « Yémen : existe-t-il un risque de "famine imminente" dans le pays ? », *Médecins Sans Frontières*, 23 octobre 2018, mis à jour le 24 octobre 2018, consulté en ligne le 25 mars 2019, <https://www.msf.fr/actualites/yemen-existe-t-il-un-risque-de-famine-imminente-dans-le-pays>.

⁴⁴⁰ R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 29.

faite de leurs projets. Ceci illustre le fait que les organisations humanitaires ont la capacité, et dans une certaine mesure le devoir, d'équilibrer les réactions aux actualités et les émotions fortes qu'elles provoquent chez les êtres humains⁴⁴¹, pour rester autonomes des médias⁴⁴². Elles peuvent contrebalancer les emballements médiatiques en permettant la mise en oeuvre de projets humanitaires dans les régions où les besoins sont les plus criants, même lorsque celles-ci ne sont pas au centre de l'actualité.

⁴⁴¹ R. BRAUMAN, « Emotion ... », *op. cit.*, p. 11; R. BRAUMAN, « La pitié ... », *op. cit.*, p. 59.

⁴⁴² Y. LAVOINNE, *op. cit.*, p. 118.

Bibliographie

Documents des Nations Unies.

Conseil de sécurité.

- Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2140, 26 février 2014.
- Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2201, 15 février 2015.
- Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2204, 24 février 2015.
- Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2216, 14 avril 2015.
- Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2266, 24 février 2016.
- Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2342, 23 février 2017.
- Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2402, 26 février 2018.
- Résolution relative à la situation au Moyen-Orient, S/RES/2451, 21 décembre 2018.

Conseil des droits de l'homme.

- Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trentième session, A/HRC/30/2, 19 mai 2016.
- Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 2 octobre 2015, Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen, A/HRC/30/18, 12 octobre 2015.
- Situation des droits de l'homme au Yémen, Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, A/HRC/30/31, 7 septembre 2015.
- Situation des droits de l'homme au Yémen, Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, A/HRC/33/38, 4 août 2016.
- Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 29 septembre 2017, Droits de l'homme, assistance technique et renforcement des capacités au Yémen, A/HRC/36/31, 3 octobre 2017.
- Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris les violations et exactions commises depuis septembre 2014, Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme contenant les conclusions du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux et une présentation succincte de l'assistance technique fournie par le Haut-Commissariat à la Commission nationale d'enquête, A/HRC/39/43, 17 août 2018.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

- OCHA YEMEN, *Yemen: Escalating conflict - Situation Report No. 1*, 31 mars 2015.
- OCHA, *2015 Yemen Humanitarian Response Plan - Revision*, 19 juin 2015.
- OCHA YEMEN, *Organisations Monthly Presence - September 2018*, 30 octobre 2018.
- YEMEN HUMANITARIAN FUND, *Third Quarterly Dashboard (Jan-Oct 2018)*, 14 novembre 2018.
- OCHA YEMEN, *Yemen: Al Hudaydah Update - Situation Report No. 16 (05-13 December 2018)*, 18 décembre 2018.
- OCHA, *Yemen: Humanitarian Response Plan 2018 - Funding Status (End of year 2018)*, 20 janvier 2019.

Autres.

- Stockholm Agreement.
- Agreement on the city of Hodeidah and Ports of Hodeidah, Salif, and Ras Issa.
- Statement of Understanding on Ta'iz.
- United Nations Verification and Inspection Mechanism for Yemen, consulté en ligne le 22 mai 2019, <https://www.vimye.org>.
- Rapport « Yémen 2017 » du Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, consulté en ligne le 1er mai 2019, <https://www.ohchr.org/EN/Countries/MENARegion/Pages/YemenReport2017.aspx>.

Doctrine.

- ALVISO-MARINO A., « Soutenir la mobilisation politique par l'image. Photographie contestataire au Yémen », *Participations*, n°7, 2013, pp. 47-71.
- AMELOT L., « Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran », *Outre-Terre*, n°44, 2015, pp. 329-338.
- AMELOT L. et GARDET C., « Le Yémen dans la tourmente. Quel avenir pour le président Saleh ? », *Outre-Terre*, n°29, 2011, pp. 539-560.
- APARAC J., « Yémen ? Vous avez dit crise humanitaire ? Droit international humanitaire et droit international pénal », *La Revue des droits de l'homme*, 20 mars 2017, pp. 1-15.
- ASTIÉ P., BREILLAT D. et LAGEOT C., « Repères Étrangers (1er janvier-31 mars 2015) », *Pouvoirs*, n°154, pp. 163-177.

- BACKMANN R., « Information et sensation », *Les médias et l'humanitaire*, éditions CFPJ, 1996, pp. 61-152.
- BAILLIET C. M., « Reinterpreting Human Rights through Global Media: A Case Study of Al Jazeera English », *Canadian Journal of Human Rights*, 2013, pp. 39-77.
- BENTHALL J., « Désastre-Médias-Aide humanitaire : la stabilité du système », *L'Harmattan*, 2012, pp. 187-206.
- BOLTANSKI L., *La souffrance à distance - Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993.
- BONNEFOY L., « Yémen : des partis politiques toujours pertinents ? », *Confluences Méditerranée*, n°98, 2016, pp. 45-59.
- BONNEFOY L., « Les faux-semblants de la guerre au Yémen », *Esprit*, Septembre 2016, pp. 7-10.
- BONNEFOY L., « Yémen : comprendre la guerre », *Études*, n°4246, Février 2018, pp. 17-28.
- BONNEFOY L. et AL-RUBAIDI A., « Recompositions islamistes sunnites et polarisation confessionnelle dans le Yémen en guerre », *Critique internationale*, n°78, 2018, pp. 85-103.
- BRAUMAN R., « La pitié dangereuse », *Les médias et l'humanitaire*, éditions CFPJ, 1996, pp. 9-60.
- BRAUMAN R., « La communication des ONG : une affaire d'États ? », *Revue internationale et stratégique*, n°56, 2004, pp. 109-115.
- BRAUMAN R., « Emotion et action humanitaire », *Études*, tome 410, 2009, pp. 9-19.
- CARION F., « La communication associative : à la recherche d'un équilibre entre logique fonctionnelle et logique relationnelle ? », *Dagenais*, 2010, pp. 193-206.
- CONESA P., « Arabie Saoudite : faux ami ou vrai ennemi ? », *Politique étrangère*, Automne 2017, pp. 61-69.
- CUNY C. et NEZ H., « La photographie et le film : des instruments de pouvoir ambivalents », *Participations*, n°7, 2013, pp. 7-46.
- DAY S., « Régionalisme et rébellion au Yémen », *Tumultes*, n°38-39, 2012, pp. 229-243.
- DE WAAL A., *Famine business - L'entreprise humanitaire en Afrique*, Bruxelles, Colophon, 1999.
- EL MAWLA S., « Le mouvement houthite au Yémen : d'une minorité politico-religieuse à une stratégie d'hégémonie », *Maghreb-Machrek*, n°235, 2018, pp. 69-103.

- FRISON-ROCHE F., « Yémen : imbroglio politico-juridique, désastre humanitaire, impasse militaire », *Politique étrangère*, Hiver 2017, pp. 91-101.
- GHANEM I., « Prosecutions of the press in Yemen », *Arab Law Quarterly*, 2002, pp. 274-275.
- IGNATIEFF M., « Les récits qui nous hantent - La télévision et l'aide humanitaire », *Des choix difficiles - Les dilemmes moraux de l'humanitaire*, sous la dir. de J. Moore, Gallimard, 1999, pp. 369-388.
- KALYANGO Y. JR., « Critical Discourse Analysis of CNN International's Coverage in Africa », *Journal of Broadcasting & Electronic Media*, June 2011, pp. 160-179.
- KEITA S., *Communication, médias et solidarité internationale : la médiatisation de l'humanitaire dans la presse française*, Metz, Université Paul Verlaine, 2009.
- LALIBERTÉ A., « Humanitaire et médias : et après ? Autour de Srebrenica », *Anthropologies et Sociétés*, vol. 31, n°2, 2007, pp. 151-171.
- LAVERGNE M., « Du Sud-Soudan au Darfour : loin des médias, l'aide humanitaire est-elle devenue le nerf de la guerre ? », *Communitas*, 2005, pp. 69-82.
- LAVOINNE Y., *L'humanitaire et les Médias*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2002.
- MANYUAN D., « The Yemen Crisis: Impacts and Prospects », *China International Studies*, Septembre/Octobre 2015, pp. 67-80.
- MARTHOZ J.-P., « Les médias dans le nouvel environnement militaro-humanitaire », *Militaires-humanitaires. A chacun son rôle*, Grip – Complexe, Bruxelles, 2002, pp. 150-177.
- MERMIER F., « La dislocation du Yémen », *Esprit*, Décembre 2017, pp. 13-17.
- MIKAÏL B., « Les organisations combattantes irrégulières du Yémen », *Stratégique*, n°103, 2013, pp. 131-138.
- MOELLER S. D., *Compassion Fatigue: How The Media Sell Disease, Famine, War and Death*, Taylor & Francis, 1999.
- MUNTEANU R., « Saudi Arabia, Iran and the geopolitical game in Yemen », *Research and Science Today*, n°2, Novembre 2015, pp. 57-62.
- O'CONNELL M. E., « Continuing Limits on UN Intervention in Civil War », *Indiana Law Journal*, vol. 67, 1992, pp. 903-913.
- ORKABY A., « Yemen's Humanitarian Nightmare: The Real Roots of the Conflict », *Foreign Affairs*, Novembre/Décembre 2017, pp. 93-101.

- PÉROUSE DE MONTCLOS M.-A., *Les humanitaires dans la guerre*, Paris, La Documentation française, 2012.
- PIERRON J.-P., « L'indignation », *Études*, 2012, pp. 57-66.
- PREISWERK Y., « L'ingérence humanitaire et les médias », *Dérives humanitaires*, sous la dir. de M.-D. Perrot, Graduate Institute Publications, 1994, pp. 119-125.
- RIGOULET-ROZE D., « Le jeu ambigu de Téhéran face à la rébellion chiite au Yémen », *Les Cahiers de l'Orient*, n°90, 2008, pp. 69-82.
- RIGOULET-ROZE D., « Géopolitique du Yémen à l'aube du XXI^e siècle », *Hérodote*, n°160-161, 2016, pp. 159-176.
- SEIB P., *Real-time diplomacy - Politics and Power in the Social Media Era*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.
- SONTAG S., *Regarding the pain of Others*, Farrar, Straus & Giroux, 2003.
- SWIETEK H., « The Yemen War: A Proxy War, or a Self-Fulfilling Prophecy? », *The Polish Quarterly of International Affairs*, n°2, 2017, pp. 38-54.
- WIACEK B., « La transition démocratique du Yémen menacée par de nombreux défis », *Les Cahiers de l'Orient*, n°107, 2012, pp. 65-74.

Articles de presse.

- « Au Yémen en guerre, la famine frappe et tue des enfants », *La Croix*, 28 octobre 2018, consulté en ligne le 15 mars 2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Au-Yemen-guerre-famine-frappe-tue-enfants-2018-10-28-1300979158>.
- « Civil war leaves Yemen's port city of Aden a bombed-out husk », *Los Angeles Times*, 20 juin 2018, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.latimes.com/world/middleeast/la-fg-yemen-civil-war-unfurled-2018-htmlstory.html>.
- COLLOMBAT B. et CELLULE INVESTIGATION DE RADIO FRANCE, « Yémen : la stratégie de la famine », *France Culture*, 15 avril 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.franceculture.fr/geopolitique/yemen-la-strategie-de-la-famine>.
- DAOU M., « Guerre au Yémen : Paris dans l'embarras pour sa politique de vente d'armes », *France 24*, 26 avril 2019, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.france24.com/fr/20190426-yemen-paris-polemique-journalistes-vente-armes-dgsi-arabie-saoudite>.

- « Des armes françaises au Yémen mettent Paris dans l’embarras », *La Libre*, 15 avril 2019, consulté en ligne le 2 mai 2019, <https://www.lalibre.be/actu/international/des-armes-francaises-au-yemen-mettent-paris-dans-l-embarras-5cb4b88cd8ad587477b0b0c5>.
- DOMONOSKE C., « Yemen Peace Talks Begin In Sweden, As Humanitarian Crisis Deepens », *National Public Radio*, 6 décembre 2018, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.npr.org/2018/12/06/674096760/yemen-peace-talks-begin-in-sweden-as-humanitarian-crisis-deepens>.
- « Échec des négociations sur le Yémen à Genève », *La Croix*, 8 septembre 2018, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Moyen-Orient/Echec-negociations-Yemen-Geneve-2018-09-08-1200967222>.
- GABBERT E., « Is compassion fatigue inevitable in an age of 24-hour news ? », *The Guardian*, 2 août 2018, consulté en ligne le 15 mars 2019, <https://www.theguardian.com/news/2018/aug/02/is-compassion-fatigue-inevitable-in-an-age-of-24-hour-news>.
- GOLSHAN T., « Congress passes historic resolution to end US support for Saudi-led war in Yemen », *Vox*, 4 avril 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2019/4/4/18293954/war-powers-resolution-passes-congress-yemen-bds>.
- GOLSHAN T., « Trump vetoes Congress’s directive to end US involvement in bloody Saudi-led war in Yemen », *Vox*, 17 avril 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2019/4/17/18411863/trump-veto-yemen-resolution-saudi-bernie-sanders>.
- GOUËSET C., « Comment l’Arabie saoudite a été retirée de la liste de la honte de l’ONU », *L’Express*, 10 juin 2016, consulté en ligne le 30 mai 2019, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/comment-l-arabie-saoudite-a-ete-retiree-de-la-liste-de-la-honte-de-l-onu_1801122.html.
- IMBERT L., « Comment l’intervention saoudienne au Yémen s’est enlisée contre les rebelles », *Le Monde*, 25 mars 2017, consulté en ligne le 7 mai 2019, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/03/25/comment-l-intervention-saoudienne-au-yemen-s-est-enlisee-contre-les-rebelles_5100742_3218.html.
- IMBERT L., « Yémen : pourquoi l’alliance entre rebelles se désintègre », *Le Monde*, 2 décembre 2017, mis à jour le 3 décembre 2017, consulté en ligne le 7 mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2017/12/02/yemen-violents-combats-entre-forces-rebelles-dans-la-capitale_5223761_1667193.html.
- JOUIN-CLAUDE A., « 80% des Français s’informent grâce aux JT, 52% grâce aux chaînes d’info en continu », *Le Figaro*, 26 mars 2016, consulté en ligne le 27 mai 2019, <http://>

tvmag.lefigaro.fr/le-scan-tele/actu-tele/2016/03/26/28001-20160326ARTFIG00051-80-des-francais-s-informent-grace-aux-jt-52-grace-aux-chaines-d-info-en-continu.php.

- KEBBI J., « La mort de Saleh ouvre un nouveau chapitre dans la guerre », *L'Orient Le Jour*, 5 décembre 2017, consulté en ligne le 29 mai 2019, <https://www.lorientlejour.com/article/1087618/la-mort-de-saleh-ouvre-un-nouveau-chapitre-dans-la-guerre.html>.
- KIRBY J., « A body double and a "rogue operation": the latest in Jamal Khashoggi news », *Vox*, 22 octobre 2018, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2018/10/22/18008734/saudi-journalist-jamal-khashoggi-body-double-latest-updates>.
- KIRBY J., « Saudi Arabia begins trial for 11 suspects in Khashoggi murder », *Vox*, 3 janvier 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2019/1/3/18166689/khashoggi-trial-saudi-arabia-mbs>.
- « Les chemins tortueux de la paix au Yémen - Des affrontements ininterrompus », *Le Monde Diplomatique*, mars 2019, consulté en ligne le 22 mai 2019, <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/03/A/59597>.
- MISCHKOWSKY P., « Yémen. À Hodeida, la coalition arabe promet une victoire "cruciale" contre les houthistes », *Courrier international*, 13 juin 2018, consulté en ligne le 7 mai 2019, <https://www.courrierinternational.com/article/yemen-hodeida-la-coalition-arabe-promet-une-victoire-cruciale-contre-les-houthistes>.
- « Pour l'ONU, "la situation humanitaire est la pire au monde" », *Le Monde*, 23 octobre 2018, consulté en ligne le 15 mars 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2018/10/23/les-nations-unies-s-inquietent-d-un-risque-de-famine-au-yemen_5373137_1667193.html.
- ROSENDORN C., « Une coalition d'ONG exhorte l'ONU à ouvrir une enquête sur le Yémen », *Le Monde*, 31 août 2017, consulté en ligne le 27 mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2017/08/31/une-coalition-d-ong-exhorte-l-onu-a-ouvrir-une-enquete-sur-le-yemen_5179201_1667193.html.
- « South Yemen leader accuses Muslim Brotherhood of turmoil », *Middle East Monitor*, 6 juillet 2017, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.middleeastmonitor.com/20170706-south-yemen-leader-accuses-muslim-brotherhood-of-turmoil/>.
- TERZIAN M., « Yémen : crimes de guerre et pénuries extrêmes », *Libération*, 26 juillet 2015, consulté en ligne le 2 mai 2019, https://www.liberation.fr/planete/2015/07/26/yemen-crimes-de-guerre-et-penuries-extremes_1354209.

- « UAE-backed Yemen body inaugurates National Assembly », *Middle East Monitor*, 24 octobre 2017, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.middleeastmonitor.com/20171024-uae-backed-yemen-body-inaugurates-national-assembly/>.
- « Warring parties in Yemen must ‘fully respect’ Hudaydah ceasefire - UN Security Council », *UN News*, 21 décembre 2018, consulté en ligne le 1er avril 2019, <https://news.un.org/en/story/2018/12/1029151>.
- « Yémen : des séparatistes appellent à un soulèvement dans le Sud », *L’Orient Le Jour*, 3 octobre 2018, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.lorientlejour.com/article/1137161/yemen-des-separatistes-appellent-a-un-soulevement-dans-le-sud.html>.
- « Yémen : huit cartes pour comprendre les motivations des forces qui s’y affrontent », *Le Monde*, 20 décembre 2017, consulté en ligne le 1er mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/visuel/2017/12/20/yemen-huit-cartes-pour-comprendre-les-motivations-des-forces-qui-s-y-affrontent_5232510_1667193.html.
- « Yémen, la guerre occultée : un reportage exceptionnel du "Monde" », *Le Monde*, 4 août 2017, mis à jour le 5 août 2017, consulté en ligne le 17 mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2017/08/04/yemen-la-guerre-occultee-un-reportage-exceptionnel-du-monde_5168647_1667193.html.
- « Yémen : l’ex-président Saleh est mort, tué par ses anciens alliés houthistes », *Le Monde*, 4 décembre 2017, mis à jour le 5 décembre 2017, consulté en ligne le 7 mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/article/2017/12/04/yemen-l-ex-president-saleh-est-mort-tue-par-des-rebelles-houthistes_5224391_1667193.html.
- « Yemen’s Southern Transitional Council recognizes Hadi’s authority », *Middle East Monitor*, 10 juillet 2017, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.middleeastmonitor.com/20170710-yemens-southern-transitional-council-recognises-hadis-authority/>.
- « Yemen war: ‘Milestone’ peace talks begin in Sweden », *BBC*, 6 décembre 2018, consulté en ligne le 1er avril 2019, <https://www.bbc.com/news/world-europe-46462255>.
- TABBARA A., « Les Sudistes prennent le dessus à Aden, mais ne veulent pas la sécession », *L’Orient Le Jour*, 31 janvier 2018, consulté en ligne le 6 mai 2019, <https://www.lorientlejour.com/article/1097186/les-sudistes-prennent-le-dessus-a-aden-mais-ne-veulent-pas-la-secession.html>.
- UNDERWOOD A., « Saudi journalist Jamal Khashoggi’s mysterious disappearance, explained », *Vox*, 11 octobre 2018, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/>

2018/10/9/17950992/jamal-khashoggi-saudi-journalist-killed-missing-turkey-trump-washington-post.

- WARD A., « Yemen's humanitarian catastrophe, in one chart », *Vox*, 30 janvier 2019, consulté en ligne le 1er avril 2019, <https://www.vox.com/2019/1/30/18203857/yemen-war-deaths-injured-chart-intelligence>.
- WARD A., « Senate passes resolution to end US role in Yemen war », *Vox*, 13 mars 2019, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/2019/3/13/18263894/yemen-war-senate-sanders-murphy-lee>.
- WITHERS R., « CIA reportedly concludes that Jamal Khashoggi was killed on the Saudi crown prince's orders », *Vox*, 17 novembre 2018, consulté en ligne le 20 mai 2019, <https://www.vox.com/world/2018/11/17/18100004/cia-prince-mohammed-bin-salman-jamal-khashoggi>.

Documentaires.

- Géopolitis (Radio Télévision Suisse), « Yémen, guerre en silence », vidéo mise en ligne le 14 septembre 2018, consultée en ligne le 3 mars 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=zRbMpkO4w9o&list=LLsByQAJMuC5rYw-IJEH79MQ&index=3&t=0s>.
- JOUSSET A., « Crimes de guerre au Yémen - Les complicités européennes », *ARTE*, 2019, consulté en ligne le 10 mai 2019, <https://www.arte.tv/fr/videos/082803-000-A/crimes-de-guerre-au-yemen-les-complicites-europeennes/>.

Ressources d'organisations internationales.

- ACAPS, « Yemen - Escalation of Conflict », *Briefing note*, 29 avril 2015.
- ACAPS, « Yemen - Food Security and Nutrition », *Briefing note*, 27 mars 2017.
- ACAPS, *Famine - Northeast Nigeria, Somalia, South Sudan, and Yemen*, mai 2017.
- ACAPS, « Yemen - Cholera outbreak », *Briefing note*, 18 mai 2017.
- ACAPS, « Yemen - Sea, air, and land embargo », *Short note*, 15 novembre 2017.
- ACAPS, *Humanitarian Overview - An analysis of key crises into 2018*, 30 novembre 2017.
- ACAPS, « Yemen - Diphtheria outbreak », *Briefing note*, 22 décembre 2017.
- ACAPS, « Food insecurity - Ethiopia, Nigeria, Somalia, South Sudan, and Yemen », *Thematic report*, Février 2018.

- ACAPS, « Yemen - Displacement in Taizz and Al Hudaydah », *Thematic report*, 29 mars 2018.
- ACAPS, *Humanitarian Access Overview - August 2018*, 9 août 2018.
- « About ACAPS - In short », *ACAPS*, consulté en ligne le 28 mai 2019, <https://www.acaps.org/about-acaps/in-short.html>.
- AMNESTY INTERNATIONAL, *Disparitions forcées et violations liées à la détention dans le Sud du Yémen - Synthèse*, 2018.
- AMNESTY INTERNATIONAL, « Yémen. Les civils restent pris au piège dans le conflit », *Déclaration écrite d'Amnesty International au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à l'occasion de sa 37e session (26 février - 23 mars 2018)*, 15 février 2018.
- AMNESTY INTERNATIONAL, *Les droits humains au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Rétrospective 2018*, 26 février 2019.
- COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE, *Le CICR - Sa mission et son action*, mars 2009.
- COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE, *L'humanité en action - Bilan Annuel 2017*, juin 2018.
- COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE, *ICRC Strategy 2019-2022*, septembre 2018.
- « Doctrine sur l'approche confidentielle du Comité international de la Croix-Rouge », *International review of the Red Cross*, décembre 2012, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/review/2012/irrc-887-confidentiality-fre.pdf>.
- « Histoire du CICR », *Comité international de la Croix-Rouge*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.icrc.org/fr/histoire-du-cicr>.
- « Le conflit au Yémen », *Comité international de la Croix-Rouge*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.icrc.org/fr/le-conflit-au-yemen>.
- « Yémen », *Comité international de la Croix-Rouge*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.icrc.org/fr/ou-nous-intervenons/middle-east/yemen>.
- « Rapport mondial 2015 : Yémen - Événements de 2014 », *Human Rights Watch*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2015/country-chapters/268164>.

- « Rapport mondial 2016 : Yémen - Évènements de 2015 », *Human Rights Watch*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2016/country-chapters/285677#da9732>.
- « Yémen - Évènements de 2016 », *Human Rights Watch*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2017/country-chapters/298317>.
- « Yémen - Évènements de 2017 », *Human Rights Watch*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2018/country-chapters/312896>.
- « Besoin urgent d'une enquête internationale indépendante sur le Yémen », *Human Rights Watch*, 29 août 2017, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/08/29/besoin-urgent-dune-enquete-internationale-independante-sur-le-yemen>.
- « Yémen - Évènements de 2018 », *Human Rights Watch*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/326295>.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Yemen at War », Crisis Group Middle East Briefing n°45, Sanaa/Brussels, 27 mars 2015.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Discord in Yemen's North Could Be a Chance for Peace », Crisis Group Middle East Briefing n°54, Brussels, 11 octobre 2017.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Yemen: Averting a Destructive Battle for Hodeida », Crisis Group Middle East Briefing n°59, New York/Washington/Brussels, 11 juin 2018.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « How to Halt Yemen's Slide into Famine », Middle East Report N°193, 21 novembre 2018.
- IPC, « Yemen », *IPC Acute Food Insecurity Analysis - December 2018-January 2019*, 7 décembre 2018.
- MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Rapport annuel 2017*, 47e Assemblée générale de Médecins Sans Frontières, 9-10 juin 2018.
- « Notre histoire », *Médecins Sans Frontières*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.msf.fr/decouvrir-msf/notre-histoire>.
- « Transparence financière », *Médecins Sans Frontières*, consulté en ligne le 26 mai 2019, <https://www.msf.fr/decouvrir-msf/transparence-financiere>.
- « Yémen : existe-t-il un risque de "famine imminente" dans le pays ? », *Médecins Sans Frontières*, 23 octobre 2018, mis à jour le 24 octobre 2018, consulté en ligne le 25 mars

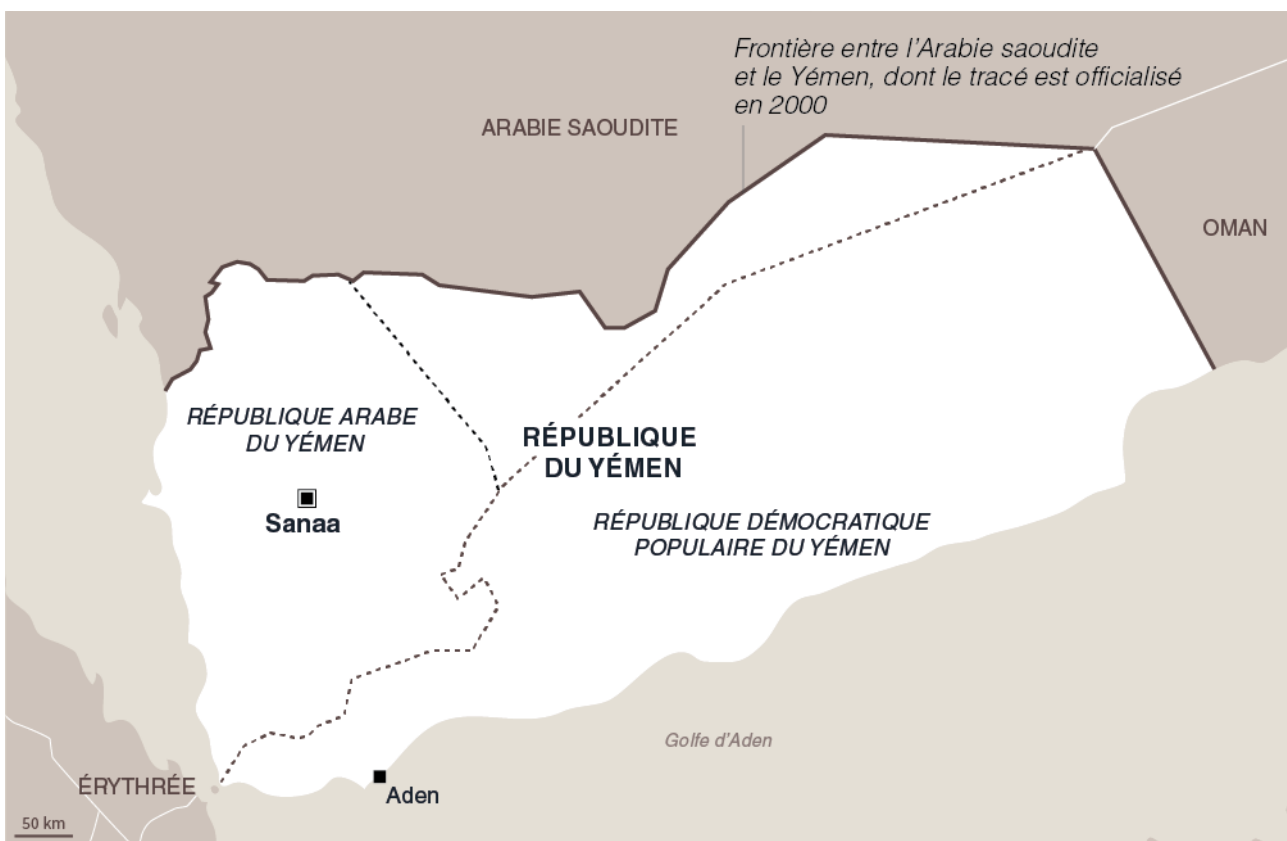
2019, <https://www.msf.fr/actualites/yemen-existe-t-il-un-risque-de-famine-imminente-dans-le-pays>.

- « Yémen : une population exsangue », *Médecins Sans Frontières*, consulté en ligne le 15 mars 2019, <https://www.msf.fr/eclairages/yemen-une-population-exsangue>.

Sources électroniques - divers.

- « Yémen », *ONU Info*, consulté en ligne le 14 mars 2019, <https://news.un.org/fr/focus/yemen>.
- « Laurent Bonnefoy - Chargé de recherches, CNRS », *SciencesPo - Centre de Recherches Internationales*, consulté en ligne le 25 février 2019, <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/cerispire-user/7230/0>.
- « Stockholm Agreement gives hope of peaceful solution in Yemen », *Government Offices of Sweden*, 14 décembre 2018, consulté en ligne le 1er avril 2019, <https://www.government.se/articles/2018/12/stockholm-agreement-gives-hope-of-peaceful-solution-in-yemen/>.
- « Humanitarian response plans and appeals/What are they? », *Financial Tracking Service*, consulté en ligne le 27 mai 2019, <https://fts.unocha.org/content/guide-funding-response-plans-and-appeals>.
- Site internet d'Iona Craig, consulté en ligne le 16 mai 2019, <https://ionacraig.tumblr.com>.
- « Guillaume Binet », *M.Y.O.P.*, consulté en ligne le 16 mai 2019, <http://www.myop.fr/photographer/guillaume-binet>.
- « Radhya Almutawakel by Bernie Sanders », *Time*, consulté en ligne le 16 mai 2019, <http://time.com/collection/100-most-influential-people-2019/5567676/radhya-almutawakel>.
- « Tawakkol Karman - Facts », *The Nobel Prize*, consulté en ligne le 16 mai 2019, <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/2011/karman/facts/>.

Annexes



1. Les tracés des anciennes Républiques du Yémen, unifiées en 1990. « Yémen : huit cartes pour comprendre les motivations des forces qui s’y affrontent », *Le Monde*, 20 décembre 2017, consulté en ligne le 1er mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/visuel/2017/12/20/yemen-huit-cartes-pour-comprendre-les-motivations-des-forces-qui-s-y-affrontent_5232510_1667193.html.

2. Liste des principaux membres des parties au conflit yéménite. Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris les violations et exactions commises depuis septembre 2014, Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme contenant les conclusions du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux et une présentation succincte de l'assistance technique fournie par le Haut-Commissariat à la Commission nationale d'enquête, A/HRC/39/43, 17 août 2018, pp 17-28.

2. United Arab Emirates Armed Forces

Serial	Name	Position	Location	Date assumed role/Remarks
1	Sheikh Khalifa bin Zayed al-Nahyan	Supreme Commander		3 November 2004
2	Sheikh Mohammed bin Zayed al-Nahyan	Deputy Supreme Commander		
3	Mohammed bin Rashid al-Maktoum ⁷	Minister of Defence		
4	Lieutenant General Hamad Mohammed Thani al-Romaithi ⁸	Chief of Staff of the Armed Forces		3 January 2005
5	Major General Eisa Saif al-Mazrouei	Deputy Chief of Staff		

(b) Provincial Security, Security Belt Forces¹⁴ and Elite Forces

Serial	Name	Position	Location	Remarks
1	Major General Shall al-Shaye	Security Director	Aden	
2	Brigadier General Wadah Omer Abdul Aziz	Security Belt Forces ¹⁵ Commander and 2nd support Brigade	Aden	
3	Brigadier General Mounir Muhamoud Ali (Abu Yamamah)	1st Support Brigade	Aden	
4	Brigadier General Nabil al-Mashoushi	3rd Support Brigade	Aden	Removed in 2017
5	Brigadier General Saleh al-Sayed	Security Director	Lahij	

1. The Royal Saudi Arabian Armed Forces

Serial	Name	Position	Date assumed role/Remarks
1	Crown Prince Mohammad Bin Salman	Minister of Defence	23 January 2015 Commander of the coalition in "Decisive Storm" Operation ¹
2	General Fayyadh al-Ruwaili ²	Chairman of the Joint Chiefs of Staff	27 February 2018
3	Prince Lieutenant General Fahad bin Turki bin Abdalazeez	Joint Forces Commander	27 February 2018 Commander of the coalition
4	Lieutenant General Fahd bin Abdallah al-Mtair ³	Land Forces Commander	27 February 2018
5	Prince Lieutenant General Turki bin Bandar bin Abdalazeez al-Saud ⁴	Air Force Commander	27 February 2018

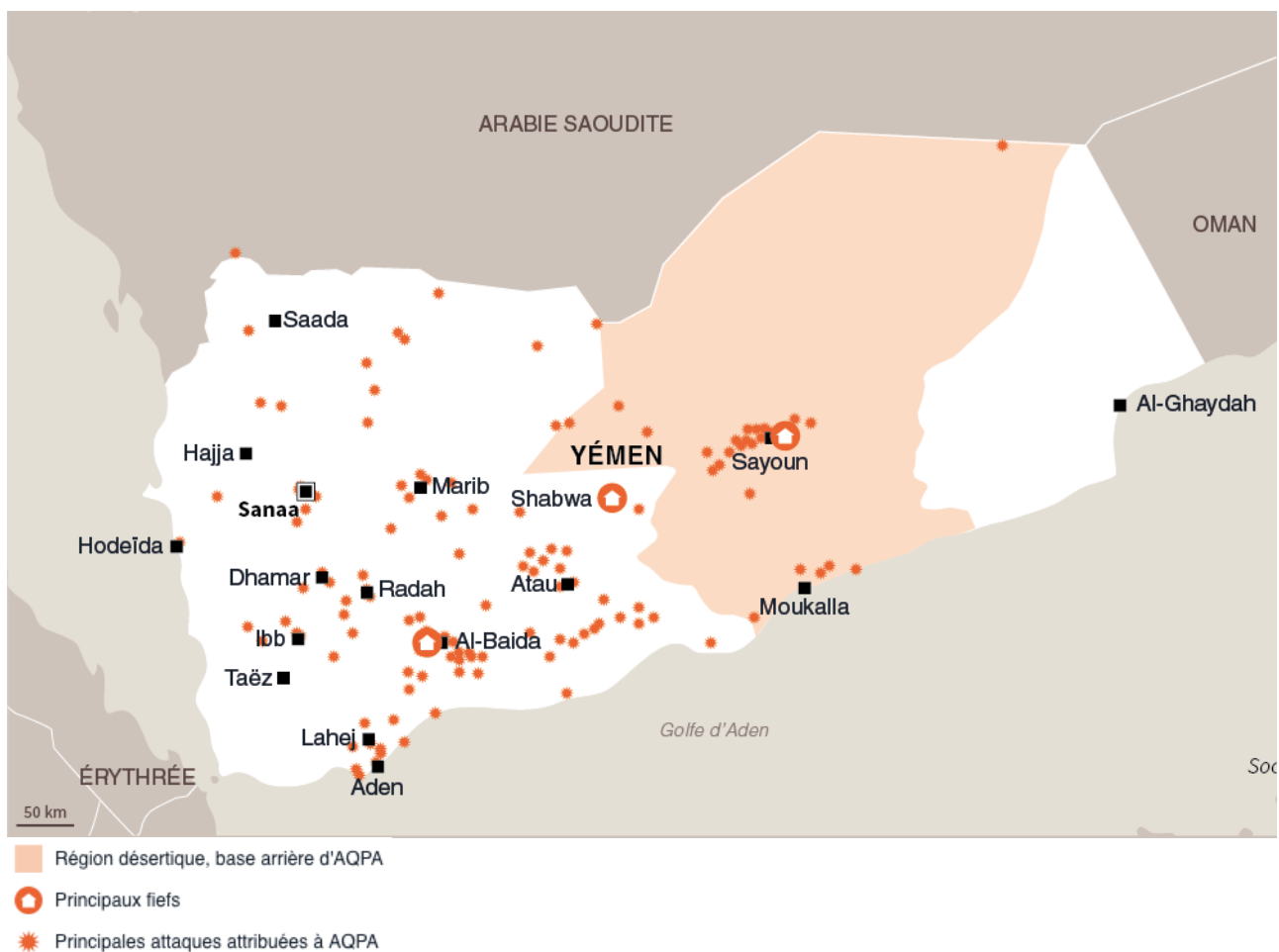
3. Government of Yemen

(a) Yemen Armed Forces¹⁸

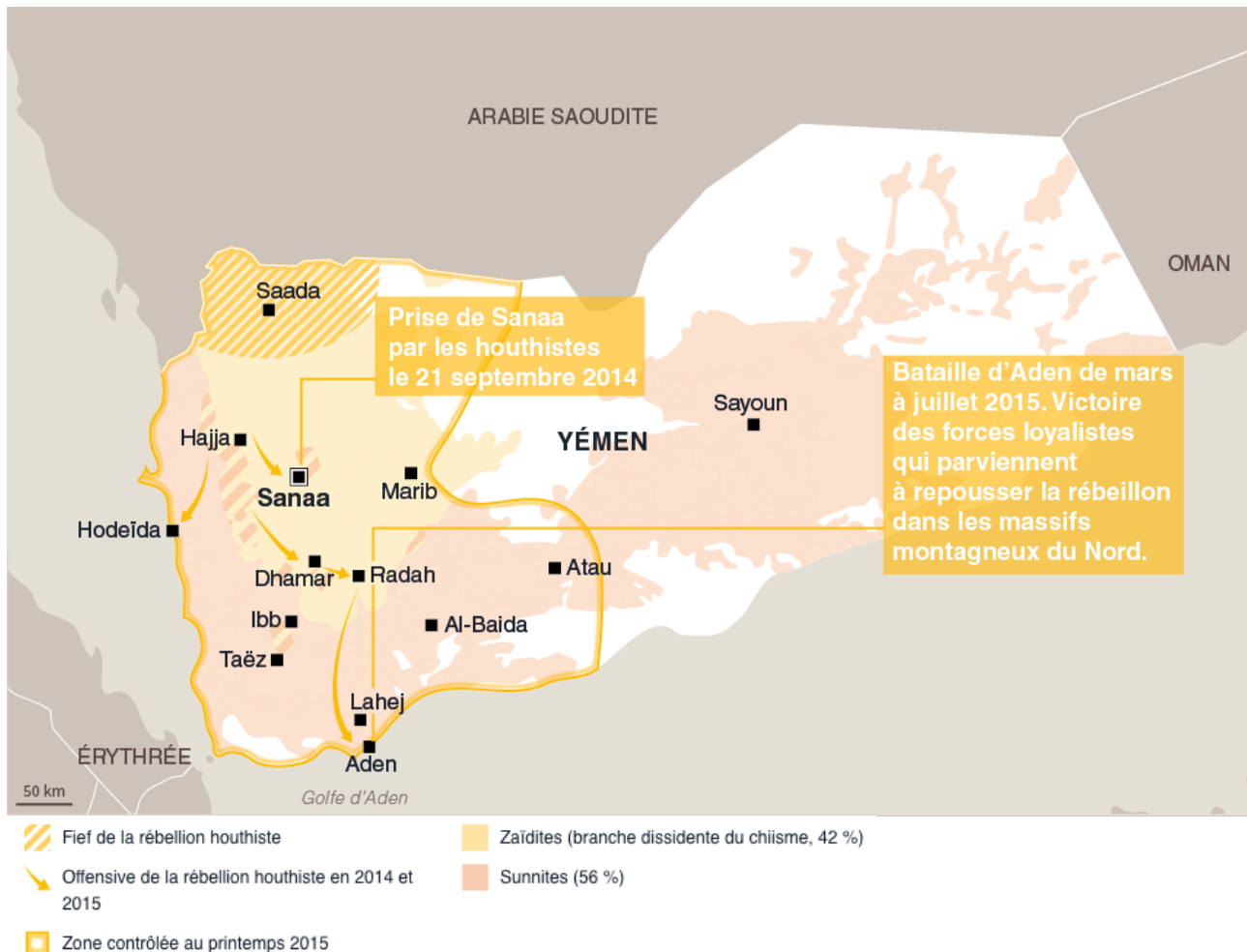
Serial	Name	Position	Location	Date assumed role/Remarks
1	President Abdu Rabbu Mansour Hadi	Supreme Commander ¹¹		February 2012
2	Major General Ali Mohsen al-Ahmar	Adviser to the President for security and military affairs		December 2012
3	Major General Mohammad Ahmed Salem al-Subaihi	Minister of Defence ¹²		kidnapped on 25 March 2015
4	Major General Mohammad Ali al-Maqdashi	Adviser to the Supreme Commander ¹³ Acting Minister of Defence, March 2018		Chief of the General Staff during May 2015 – September 2017
5	Major General Tahir Ali al-Aqili ¹⁴	Chief of the General Staff		4 September 2017

(4) De facto authorities

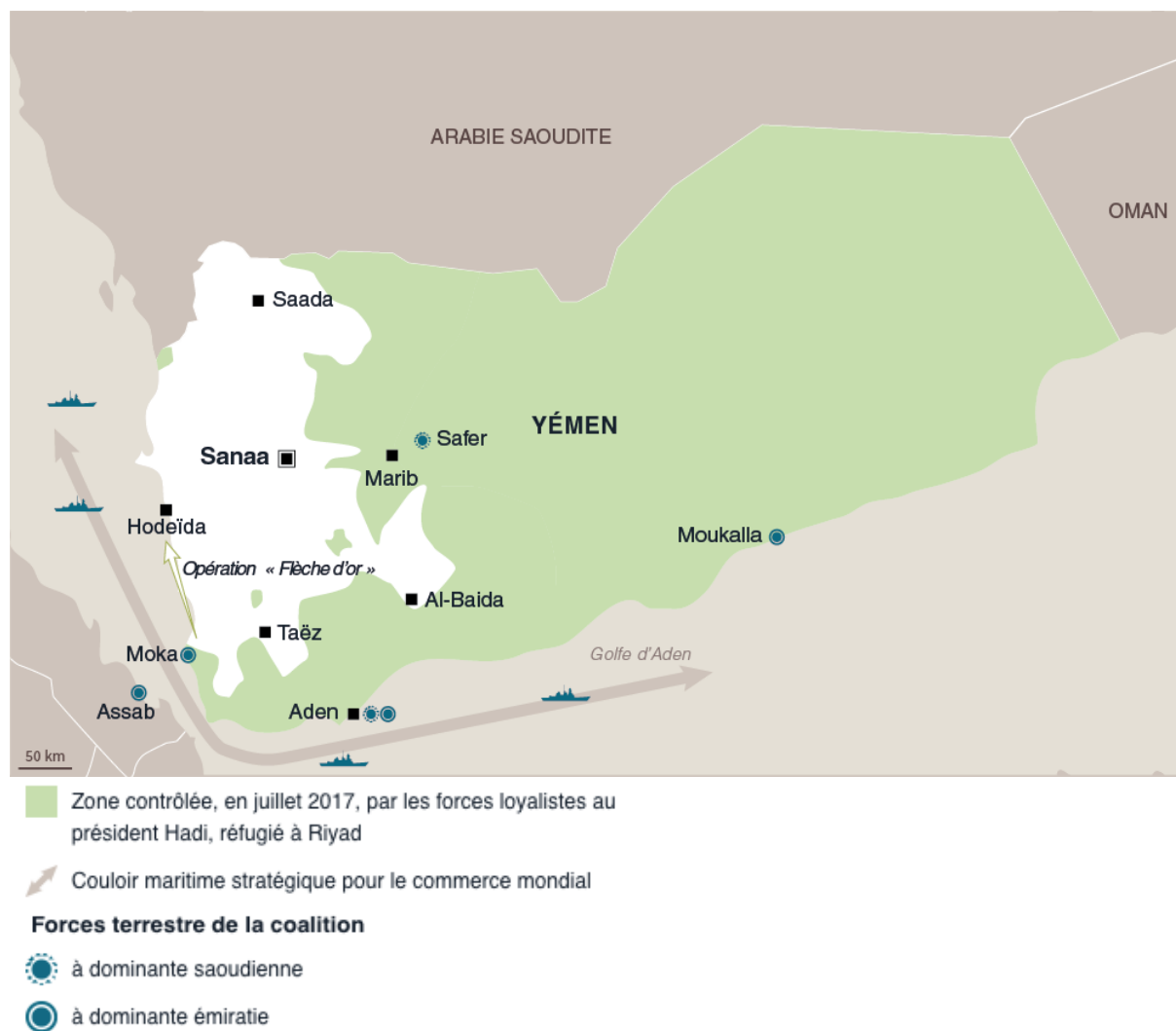
Serial	Name	Position	Location	Remarks
1	Abdulmalik Bader Aldain al-Houthi	Leader of the revolution		Political, no military rank
2	Mohammed Ali Abdulkarim al-Houthi	President of Supreme Revolutionary Committee ¹²	Sana'a	Military, no rank
3	Mahdi al-Mashat ⁴³	President of supreme political council		Political, no military rank
4	Major General Yahya Mohammed al-Shami	Assistant of Supreme Commander	Sana'a	
5	Abdulkarim Ammer Aldain al-Houthi	Chairman of Executive committee	Sana'a	Military, no rank



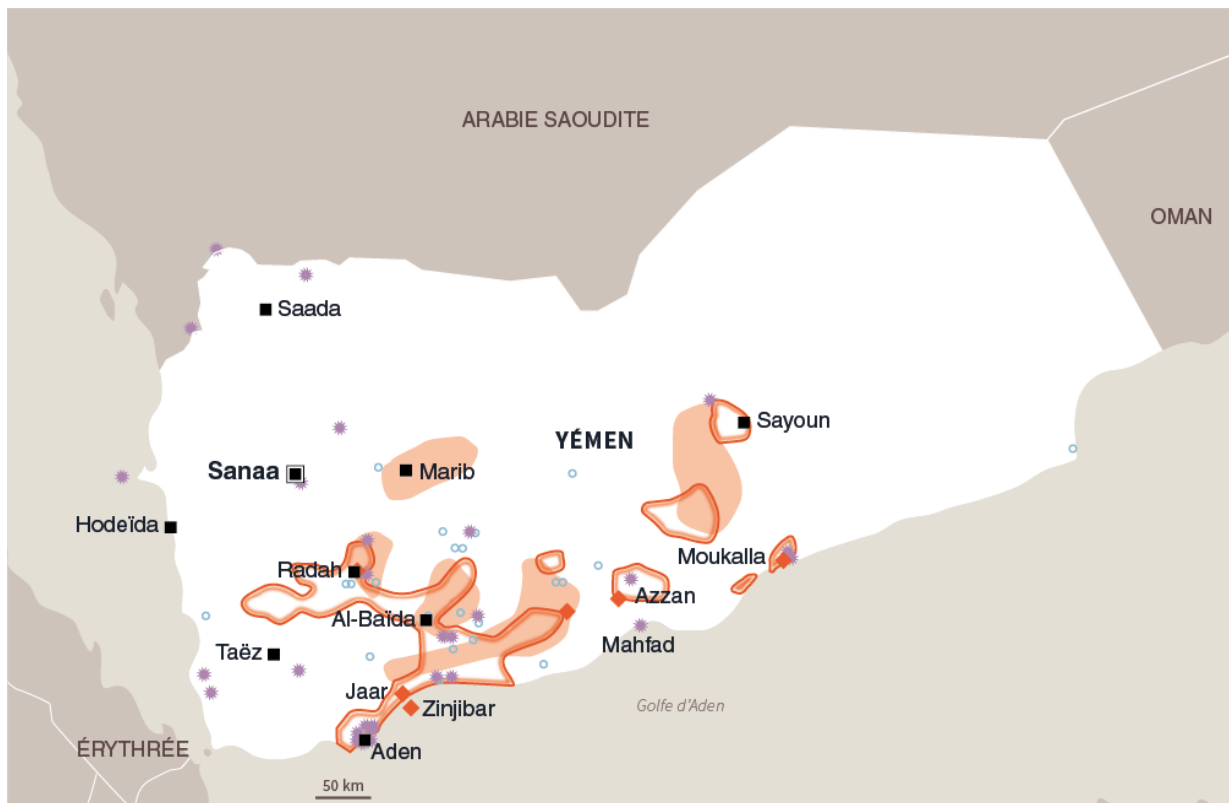
3. Carte illustrant la présence d'Al Qaïda dans la Péninsule Arabique avant les manifestations de 2011. « Yémen : huit cartes pour comprendre les motivations des forces qui s'y affrontent », *Le Monde*, 20 décembre 2017, consulté en ligne le 1er mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/visuel/2017/12/20/yemen-huit-cartes-pour-comprendre-les-motivations-des-forces-qui-s-y-affrontent_5232510_1667193.html.



4. Carte décrivant les premiers affrontements de la guerre et la progression des rebelles houthistes en dehors de leur province. « Yémen : huit cartes pour comprendre les motivations des forces qui s’y affrontent », *Le Monde*, 20 décembre 2017, consulté en ligne le 1er mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/visuel/2017/12/20/yemen-huit-cartes-pour-comprendre-les-motivations-des-forces-qui-s-y-affrontent_5232510_1667193.html.



5. Carte illustrant le lancement de l'opération « Tempête décisive » par la coalition menée par l'Arabie saoudite. « Yémen : huit cartes pour comprendre les motivations des forces qui s'y affrontent », *Le Monde*, 20 décembre 2017, consulté en ligne le 1er mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/visuel/2017/12/20/yemen-huit-cartes-pour-comprendre-les-motivations-des-forces-qui-s-y-affrontent_5232510_1667193.html.



Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), cible des Etats-Unis

- Zone sous influence en juin 2017
- Zone d'action
- Ville-clé occupée par AQPA entre 2011 et 2016
- Frappe de drone américain en 2017
- Organisation Etat islamique (EI)**
- Attaques de l'Ei en 2016 et en 2017

6. Carte illustrant l'influence des groupes terroristes au Yémen. « Yémen : huit cartes pour comprendre les motivations des forces qui s'y affrontent », *Le Monde*, 20 décembre 2017, consulté en ligne le 1er mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/visuel/2017/12/20/yemen-huit-cartes-pour-comprendre-les-motivations-des-forces-qui-s-y-affrontent_5232510_1667193.html.



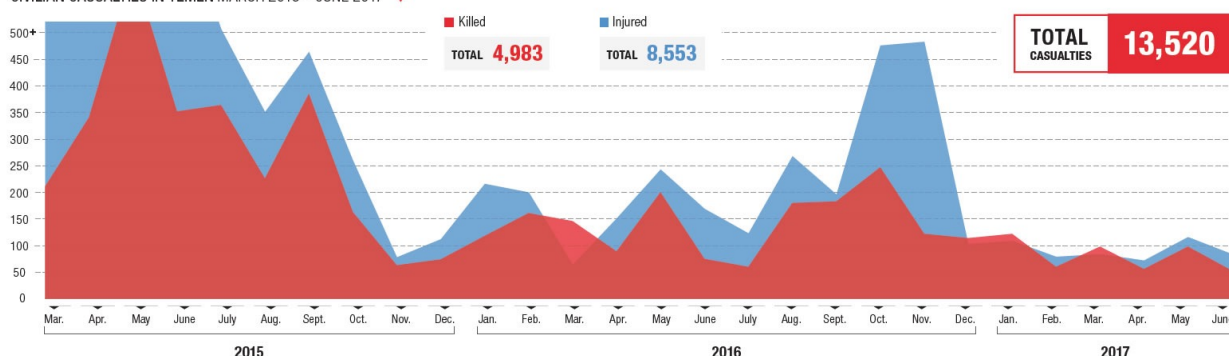
7. Carte illustrant les zones d'influence des parties belligérantes le 10 septembre 2017. « Yémen : huit cartes pour comprendre les motivations des forces qui s'y affrontent », *Le Monde*, 20 décembre 2017, consulté en ligne le 1er mai 2019, https://www.lemonde.fr/yemen/visuel/2017/12/20/yemen-huit-cartes-pour-comprendre-les-motivations-des-forces-qui-s-y-affrontent_5232510_1667193.html.



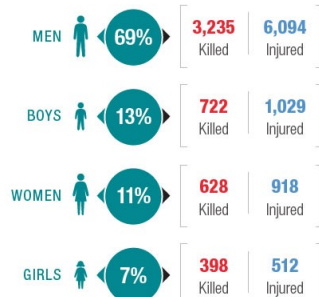
OHCHR | Annual Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights A/HRC/36/33

The situation of human rights in Yemen including violations and abuses since September 2014

CIVILIAN CASUALTIES IN YEMEN MARCH 2015 – JUNE 2017 ▼



CIVILIAN CASUALTIES BY GENDER AND AGE ▼



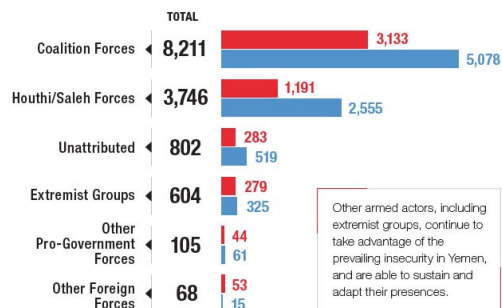
On average,
more than **110 people**
killed or injured per week in
the conflict.

“Two years of wanton violence and bloodshed, thousands of deaths and millions of people desperate for their basic rights to food, water, health and security – enough is enough.”

— High Commissioner for Human Rights

OHCHR civilian casualty monitoring began in March 2015. Civilian casualty statistics reflected here only include casualties verified according to strict OHCHR methodology. The actual total of civilian casualties is likely higher.

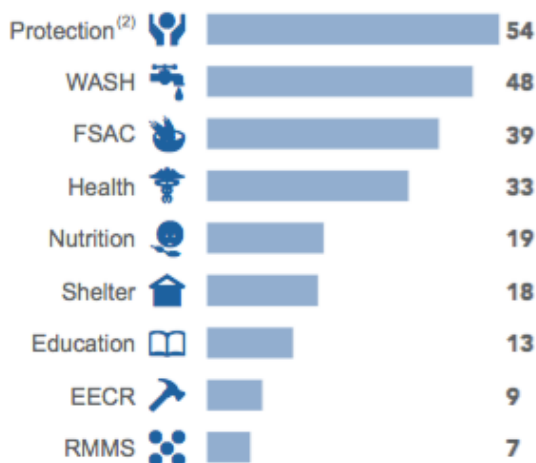
CIVILIAN CASUALTIES BY PERPETRATOR ▼



Other armed actors, including extremist groups, continue to take advantage of the prevailing insecurity in Yemen, and are able to sustain and adapt their presences.

8. Infographie détaillant le nombre de morts et de blessés causés par les attaques des principaux belligérants, entre mars 2015 et juin 2017. Rapport « Yémen 2017 » du Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, consulté en ligne le 1er mai 2019, <https://www.ohchr.org/EN/Countries/MENARRegion/Pages/YemenReport2017.aspx>.

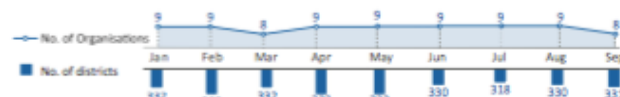
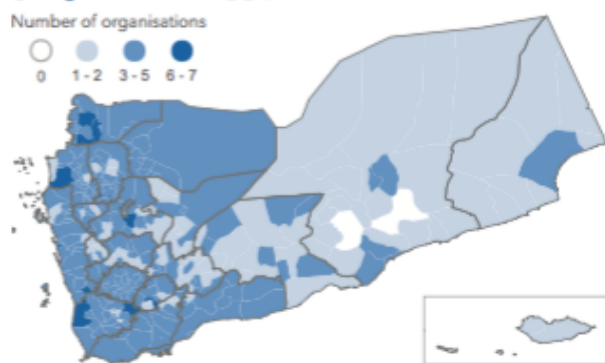
Number of organisations per cluster ⁽¹⁾



UN agencies per district

8 organisations in 331 districts

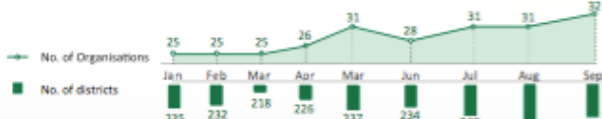
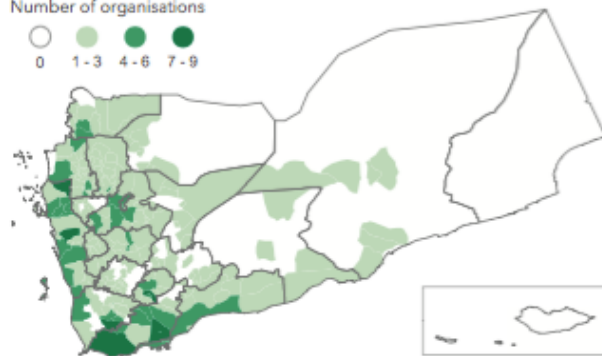
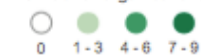
Number of organisations



International NGOs per district

32 organisations in 246 districts

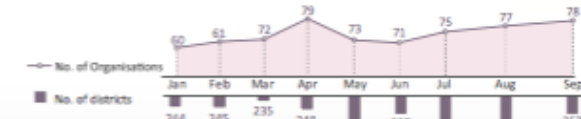
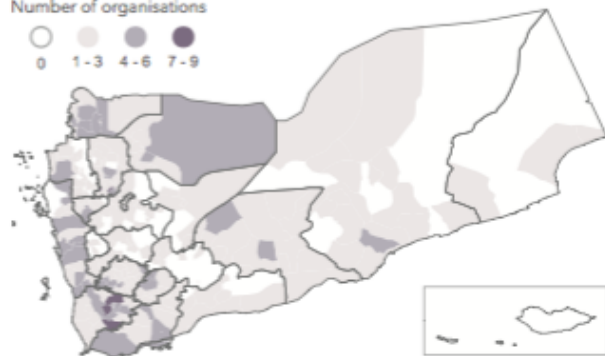
Number of organisations



National NGOs per district

78 organisations in 257 districts

Number of organisations



9. Infographiques montrant la présence et la répartition des organisations partenaires d'OCHA au Yémen. OCHA YEMEN, *Organisations Monthly Presence - September 2018*, 30 octobre 2018.

METHODOLOGY

Our methodology groups 9 variables under 3 dimensions:

1. Access of humanitarian actors to affected population comprised of 4 variables:

- Impediments to entry
- Restriction of movement
- Interference with activities
- Violence against personnel

2. Access of people in need to humanitarian aid comprised of 2 variables:

- Denial of needs
- Restriction of population's access to aid

3. Security and physical constraints comprised of 3 variables:

- Active hostilities
- UXO and mines
- Physical constraints

Each indicator is given a score from 0 to 3, and marked with an X when there is an information gap identified.

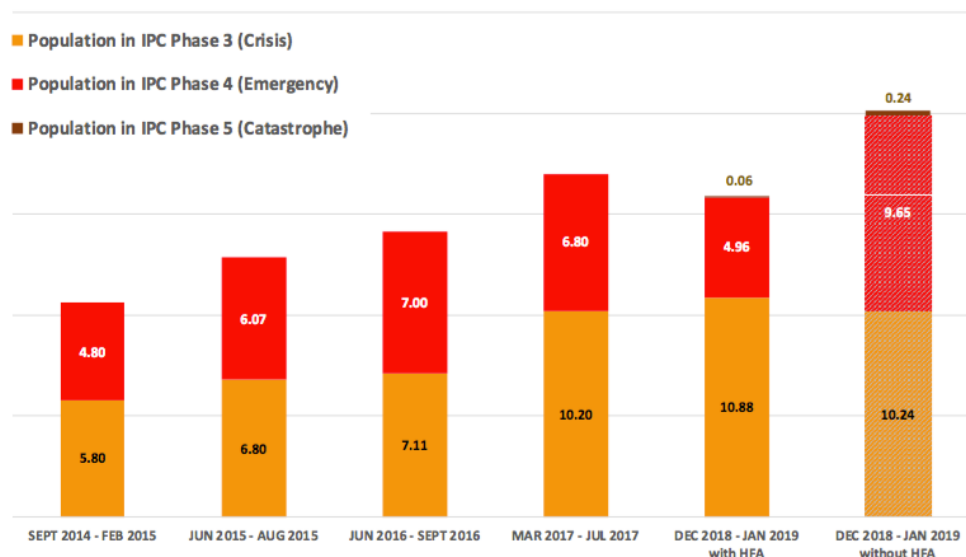
The overall access score by country is ranked according to the following scale:

- 0 - No constraints
- 1 - Accessible with low constraints
- 2 - Accessible with moderate constraints
- 3 - Accessible with high constraints
- 4 - Nearly inaccessible
- 5 - Inaccessible

	Yemen
Overall humanitarian access ranking	5
Impediments to entry into country	2
Restriction of movement within the country	2
Interference with humanitarian activities	3
Violence against personnel, facilities and assets	3
Denial of humanitarian needs	2
Restriction of access to services and assistance	2
Ongoing insecurity / hostilities	3
Presence of mines and UXO	3
Physical constraints	2

10. Explication de la méthodologie de classement de l'accessibilité humanitaire d'ACAPS, et résultats pour le Yémen pour le début de l'année 2018. ACAPS, *Humanitarian Access Overview - August 2018*, 9 août 2018, pp. 2-3.

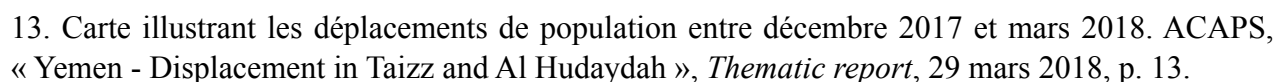
POPULATION IN IPC PHASES 3+ (IN MILLIONS) 2014-2019

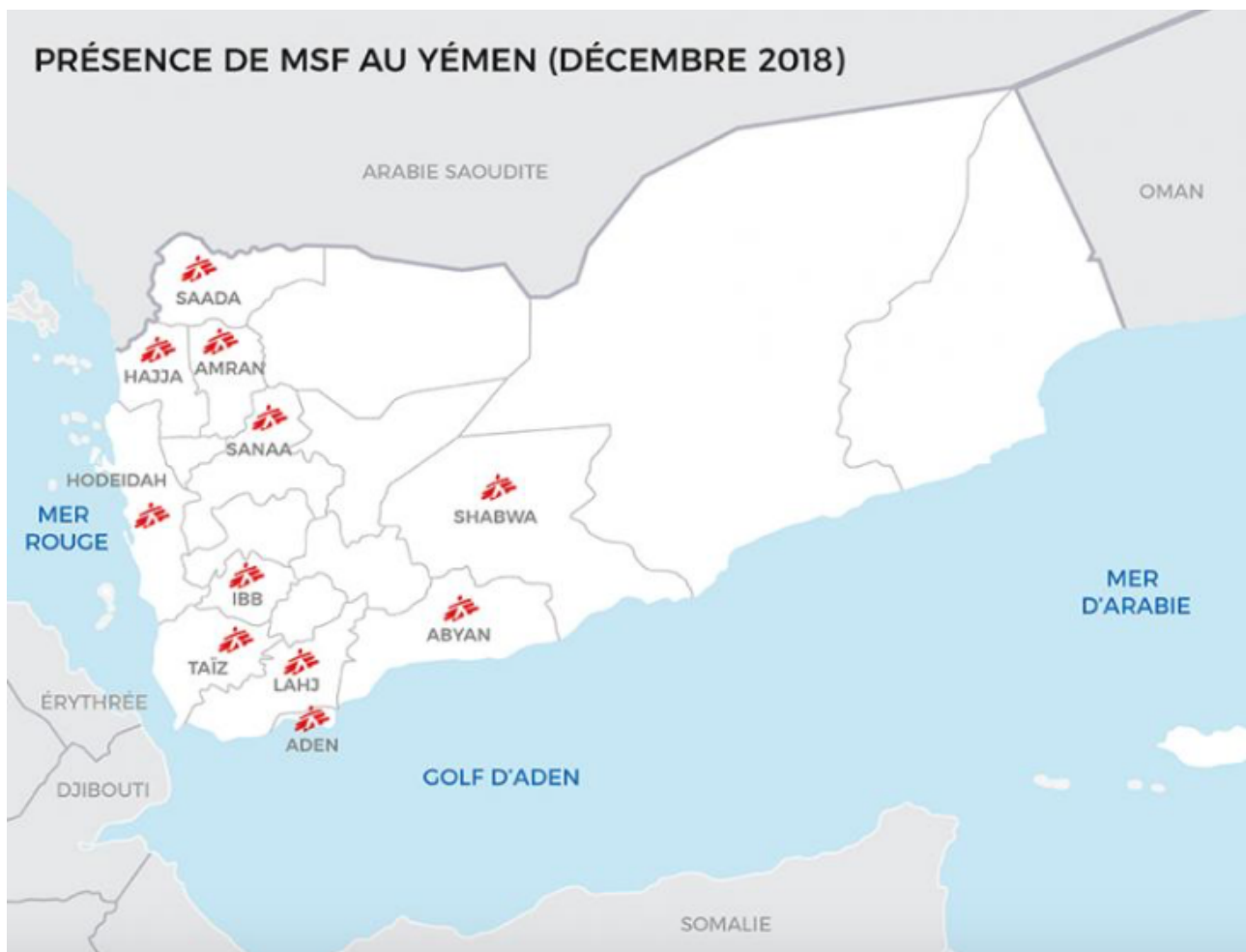


11. Graphe indiquant le nombre de Yéménites en situation d'insécurité alimentaire depuis septembre 2014. IPC, « Yemen », *IPC Acute Food Insecurity Analysis - December 2018-January 2019*, 7 décembre 2018, p. 6.

December 2018 – January 2019 (with HFA)			December 2018 – January 2019 (without HFA)		
15.9 M 53% of the population People facing severe acute food insecurity (IPC Phase 3+) DESPITE ONGOING HUMANITARIAN ASSISTANCE	Phase 5	63 500 People in Catastrophe	20.1 M 67% of the population People facing severe acute food insecurity (IPC Phase 3+) WITHOUT HUMANITARIAN FOOD ASSISTANCE	Phase 5	238 000 People in Catastrophe
	Phase 4	4 957 000 People in Emergency		Phase 4	9 647 000 People in Emergency
	Phase 3	10 879 500 People in Crisis		Phase 3	10 239 000 People in Crisis
	Phase 2	8 875 000 People in Stress		Phase 2	6 323 000 People in Stress
	Phase 1	5 109 500 People minimally food insecure		Phase 1	3 437 000 People minimally food insecure

12. Statistiques indiquant le nombre de Yéménites en situation d'insécurité alimentaire, avec ou sans assistance alimentaire humanitaire, selon les cinq phases de sévérité du Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire. IPC, « Yemen », *IPC Acute Food Insecurity Analysis - December 2018-January 2019*, 7 décembre 2018, p. 1.





14. Carte des activités de MSF au Yémen - décembre 2018. « Yémen : une population exsangue », *Médecins Sans Frontières*, consulté en ligne le 15 mars 2019, <https://www.msf.fr/eclairages/yemen-une-population-exsangue>.

Résumé

Depuis le 21 septembre 2014, le Yémen est en proie à un conflit armé dont l'issue est toujours incertaine aujourd'hui. La guerre est complexe, elle implique de nombreux acteurs locaux ainsi que plusieurs États arabes et occidentaux, dans des alliances parfois mouvantes. Les conséquences de ce conflit prolongé sont lourdes pour la population civile. Des millions de Yéménites ne peuvent survivre actuellement sans l'aide alimentaire ou les soins médicaux procurés par les organisations humanitaires présentes sur le terrain. La couverture médiatique de cette crise humanitaire dans les médias occidentaux est assez faible, proportionnellement à l'ampleur des besoins. Comment expliquer cette faible médiatisation, et celle-ci a-t-elle un impact sur le travail des organisations humanitaires travaillant dans le pays ?

- Yémen
- Action humanitaire
- Médias
- Médecins Sans Frontières
- Conflit armé